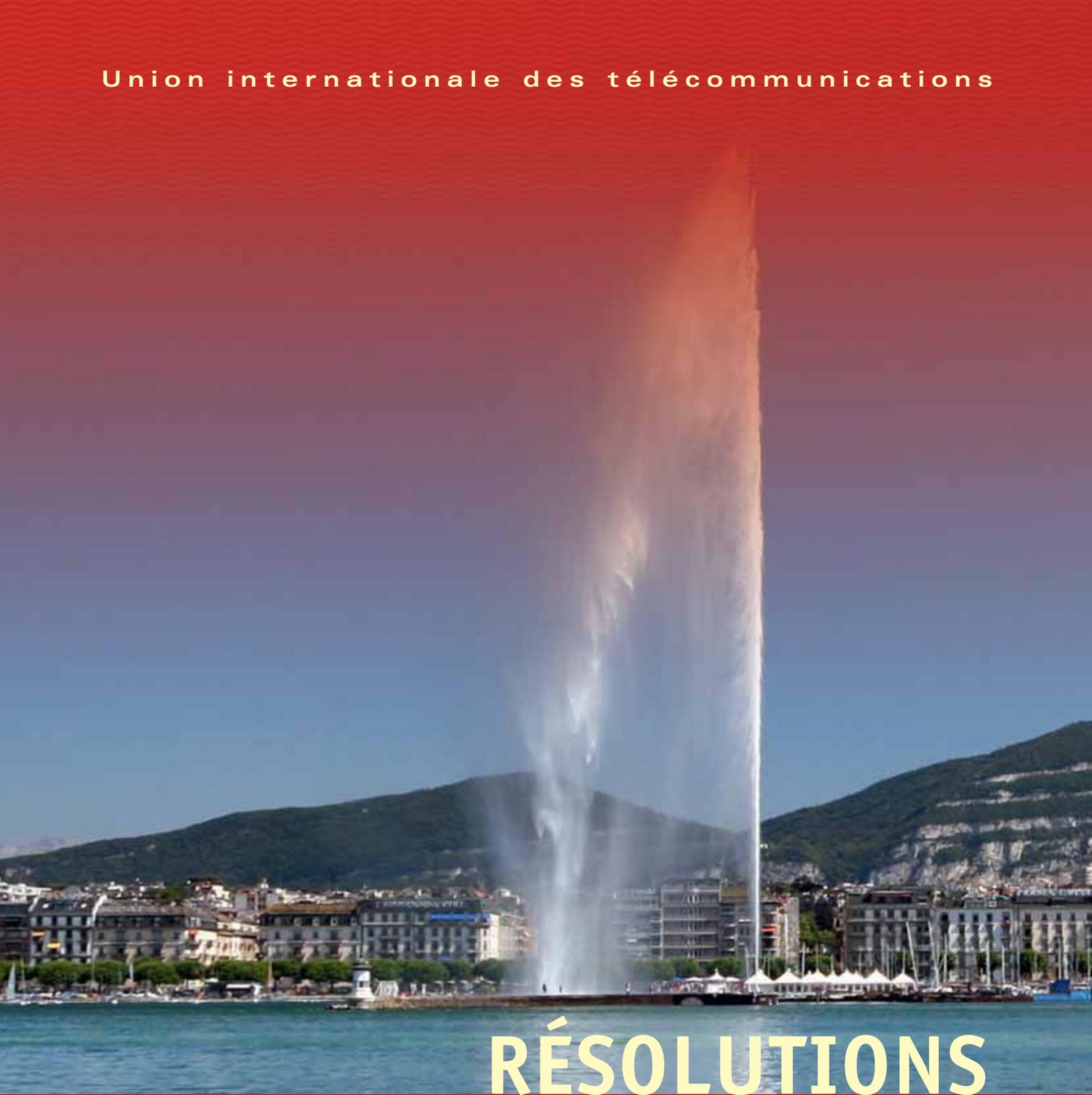


Union internationale des télécommunications



RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE DES
RADIOCOMMUNICATIONS (AR-12)

GENÈVE, 16 – 20 JANVIER 2012



Union internationale des télécommunications

RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE DES
RADIOCOMMUNICATIONS (AR-12)
GENÈVE, 16-20 janvier 2012



TABLE DES MATIÈRES

Page

Rés. UIT-R 1-6	Méthodes de travail de l'Assemblée des radiocommunications, des Commissions d'études des radiocommunications et du Groupe consultatif des radiocommunications.....	1
Rés. UIT-R 2-6	Réunion de préparation à la Conférence.....	22
Rés. UIT-R 4-6	Structure des commissions d'études des radiocommunications	27
Rés. UIT-R 5-6	Programme de travail et Questions des Commissions d'études des radiocommunications.....	33
Rés. UIT-R 6-1	Liaison et collaboration avec le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT.....	48
Rés. UIT-R 7-2	Développement des télécommunications y compris la liaison et la collaboration avec le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT	54
Rés. UIT-R 8-1	Etudes et campagnes de mesure de la propagation des ondes radioélectriques dans les pays en développement.....	59
Rés. UIT-R 9-4	Liaison et collaboration avec d'autres organisations concernées, en particulier l'ISO et la CEI.....	61
Rés. UIT-R 11-4	Perfectionnement du Système de gestion du spectre pour les pays en développement	65
Rés. UIT-R 12-1	Manuels et Publications spéciales concernant le développement des services de radiocommunication	66
Rés. UIT-R 15-5	Désignation et durée maximale du mandat des Présidents et des Vice-Présidents des Commissions d'études des radiocommunications, du Comité de coordination pour le vocabulaire et du Groupe consultatif des radiocommunications.....	67
Rés. UIT-R 17-4	Intégration des télécommunications mobiles internationales (IMT-2000 et IMT évoluées) dans les réseaux existants	71
Rés. UIT-R 19-3	Diffusion des textes de l'UIT-R	72
Rés. UIT-R 22-3	Amélioration des pratiques et des techniques de gestion nationale du spectre radioélectrique	74
Rés. UIT-R 23-2	Extension à l'échelle mondiale du système de contrôle international des émissions	75
Rés. UIT-R 25-3	Programmes informatiques et données numériques de référence associées pour les études sur la propagation des ondes radioélectriques .	77

Rés. UIT-R 28-2	Emissions de fréquences étalon et de signaux horaires	79
Rés. UIT-R 33-3	Elaboration des textes relatifs à la terminologie	80
Rés. UIT-R 34-3	Lignes directrices pour l'élaboration des termes et des définitions	81
Rés. UIT-R 35-3	Organisation des travaux de vocabulaire concernant les termes et définitions	84
Rés. UIT-R 36-3	Coordination du vocabulaire.....	86
Rés. UIT-R 37	Etudes sur la propagation des ondes radioélectriques intéressant la conception des systèmes et la planification des services	88
Rés. UIT-R 38-4	Etude des questions réglementaires et de procédure.....	89
Rés. UIT-R 40-3	Bases de données mondiales sur l'altitude du terrain et les caractéristiques de surface	91
Rés. UIT-R 43	Droits des Associés	93
Rés. UIT-R 47-2	Présentation future des techniques de transmission radioélectrique par satellite pour les IMT-2000.....	95
Rés. UIT-R 48-1	Renforcement de la présence régionale dans les travaux des Commissions d'études des radiocommunications.....	98
Rés. UIT-R 50-2	Rôle du Secteur des radiocommunications dans l'évolution des IMT	100
Rés. UIT-R 52	Pouvoir conféré au Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) d'agir entre les Assemblées des radiocommunications (AR)....	101
Rés. UIT-R 53-1	Utilisation des radiocommunications pour les interventions et les secours en cas de catastrophe.....	103
Rés. UIT-R 54-1	Etudes en vue d'assurer l'harmonisation des dispositifs à courte portée	105
Rés. UIT-R 55-1	Etudes de l'UIT-R concernant la prévision ou la détection des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours	108
Rés. UIT-R 56-1	Appellations pour les télécommunications mobiles internationales	113
Rés. UIT-R 57-1	Principes applicables à l'élaboration des IMT évoluées	117
Rés. UIT-R 58	Etudes sur la mise en oeuvre et l'utilisation des systèmes de radiocommunication cognitifs	121
Rés. UIT-R 59	Etudes sur la disponibilité de bandes de fréquences ou de gammes d'accord en vue de l'harmonisation à l'échelle mondiale ou régionale et sur les conditions de leur utilisation par les systèmes de reportage électronique d'actualités	123

Rés. UIT-R 60	Réduction de la consommation d'énergie pour la protection de l'environnement et l'atténuation des effets des changements climatiques grâce à l'utilisation de technologies et systèmes des radiocommunications/ technologies de l'information et de la communication	127
Rés. UIT-R 61	Contribution de l'UIT-R à la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information.....	131
Rés. UIT-R 62	Etudes relatives aux essais de conformité aux Recommandations UIT-R et d'interopérabilité des équipements et systèmes de radiocommunication	133
Rés. UIT-R 63	Admission des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés à participer aux travaux de l'UIT-R	135

RÉSOLUTION UIT-R 1-6

Méthodes de travail de l'Assemblée des radiocommunications, des Commissions d'études des radiocommunications et du Groupe consultatif des radiocommunications

(1993-1995-1997-2000-2003-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que l'Article 13 de la Constitution de l'UIT et l'Article 8 de la Convention de l'UIT énoncent les tâches et les fonctions de l'Assemblée des radiocommunications;
- b) que les Articles 11, 11A et 20 de la Convention décrivent brièvement les tâches, les fonctions et l'organisation des Commissions d'études des radiocommunications et du Groupe consultatif des radiocommunications (GCR);
- c) que la Conférence de plénipotentiaires a adopté les Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union,

notant

que le Directeur du Bureau des radiocommunications est autorisé aux termes de la présente Résolution, en étroite collaboration avec le GCR si nécessaire, à publier à intervalles réguliers une version actualisée des lignes directrices sur les méthodes de travail, qui viennent s'ajouter à la présente Résolution et la complètent,

décide

que les méthodes de travail de l'Assemblée des radiocommunications, des commissions d'études des radiocommunications et du Groupe consultatif des radiocommunications sont les suivantes¹:

PARTIE 1

Méthodes de travail

1 L'Assemblée des radiocommunications

1.1 Pour accomplir les tâches qui sont les siennes en vertu de l'article 13 de la Constitution, de l'article 8 de la Convention et des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union, l'Assemblée des radiocommunications mène à bien ses activités en créant, lorsqu'il y a lieu, des commissions, pour examiner l'organisation, le programme de travail, le contrôle budgétaire et les questions de rédaction.

1.2 Il est par ailleurs créé une Commission de direction, présidée par le Président de l'Assemblée et composée des Vice-Présidents de l'Assemblée et des Présidents et Vice-Présidents des Commissions.

¹ Conformément au numéro 160G de la Convention, le Groupe consultatif des radiocommunications adopte également ses propres procédures de travail qui doivent être compatibles avec celles adoptées par l'Assemblée des radiocommunications.

1.3 Les chefs de délégation:

- examinent les propositions relatives à l'organisation du travail et à l'établissement des commissions nécessaires;
- élaborent les propositions concernant la désignation des Présidents et des Vice-Présidents des commissions, des Commissions d'études (CE), de la Commission spéciale chargée d'examiner les questions réglementaires et de procédure (Commission spéciale), de la Réunion de préparation à la Conférence (RPC), du Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) et du Comité de coordination pour le Vocabulaire (CCV).

1.4 Toutes les commissions mentionnées au § 1.1 cessent d'exister à la clôture de l'Assemblée des radiocommunications, à l'exception, si nécessaire, de la Commission de rédaction. La Commission de rédaction est chargée d'aligner et d'améliorer, du point de vue de la forme, les textes élaborés pendant la réunion et les modifications éventuellement apportées à ces textes par l'Assemblée des radiocommunications.

1.5 L'Assemblée des radiocommunications peut par ailleurs créer, en vertu d'une Résolution, des commissions ou groupes qui se réunissent pour s'occuper de questions spécifiques, si nécessaire. Leur mandat devrait figurer dans la Résolution portant création de ces commissions.

1.6 L'Assemblée des radiocommunications:

- examine les rapports du Directeur du Bureau des radiocommunications (ci-après dénommé Directeur), et des Présidents des commissions d'études, de la RPC, du GCR, conformément au numéro 160I de la Convention, de la Commission spéciale et du CCV;
- approuve, compte tenu du degré de priorité et d'urgence et des délais pour mener à bien les études ainsi que des incidences financières, le programme de travail² (voir la Résolution UIT-R 5) découlant de l'examen:
 - des Questions existantes et des nouvelles Questions³;
 - des Résolutions existantes et des nouvelles Résolutions UIT-R; et
 - des sujets dont l'examen est reporté de la période d'études précédente, tels qu'ils ont été identifiés dans les Rapports des Présidents des commissions d'études dont est saisie l'Assemblée des radiocommunications;
- supprime les Questions pour lesquelles un Président de Commission d'études indique, à deux Assemblées consécutives, qu'aucune contribution n'a été reçue, à moins qu'un Etat Membre, un Membre de Secteur ou un Associé déclare entreprendre des études sur cette Question, dont il présentera les résultats avant l'Assemblée suivante, ou à moins qu'une version plus récente de la Question ne soit approuvée;
- décide, au vu du programme de travail approuvé, s'il y a lieu de maintenir ou de dissoudre les Commissions d'études (voir la Résolution UIT-R 4), ou d'en créer de nouvelles, et attribue à chacune les Questions à étudier;

² Le GCR devrait examiner et recommander des modifications à apporter au programme de travail, conformément à la Résolution UIT-R 52.

³ Lorsqu'il est prévu qu'une étude entreprise sans être associée à une Question se poursuive au-delà de la date de l'Assemblée des radiocommunications suivante, une Question appropriée doit être élaborée pour approbation par l'Assemblée.

- accorde également une attention particulière aux problèmes intéressant spécialement les pays en développement en regroupant autant que possible les Questions qui intéressent ces pays afin de faciliter la participation de ces derniers à leur étude;
- examine et approuve les Résolutions UIT-R nouvelles ou révisées;
- approuve les projets de Recommandation et tout autre document relevant de son domaine de compétence ou prend des dispositions pour déléguer l'examen et l'approbation de projets de Recommandation et d'autres documents aux Commissions d'études, comme indiqué dans d'autres parties de la présente Résolution ou dans d'autres Résolutions UIT-R, s'il y a lieu;
- prend note des Recommandations approuvées depuis la dernière Assemblée des radiocommunications, en prêtant une attention particulière aux Recommandations incorporées par référence dans le Règlement des radiocommunications.

1.7 Conformément au numéro 137A et aux dispositions de l'article 11A de la Convention, l'Assemblée des radiocommunications peut attribuer des questions spécifiques relevant de son domaine de compétence, sauf celles relatives aux procédures contenues dans le Règlement des radiocommunications, au Groupe consultatif des radiocommunications pour avis sur les mesures à prendre concernant ces questions.

1.8 Le Groupe consultatif des radiocommunications est autorisé à agir au nom de l'Assemblée dans la période entre les Assemblées, conformément à la Résolution UIT-R 52.

1.9 L'Assemblée des radiocommunications fait rapport à la Conférence mondiale des radiocommunications suivante sur l'avancement des travaux concernant des points pouvant être inclus dans l'ordre du jour de futures Conférences des radiocommunications ainsi que des études que l'UIT-R a engagées à la demande de Conférences des radiocommunications antérieures.

1.10 Une Assemblée des radiocommunications peut exprimer son opinion concernant la durée ou l'ordre du jour d'une prochaine Assemblée ou, le cas échéant, la mise en oeuvre des dispositions du § 4 des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union concernant l'annulation d'une Assemblée des radiocommunications.

2 Commissions d'études des radiocommunications

2.1 Chaque Commission d'études assure un rôle de direction comprenant la planification, l'échelonnement, la supervision, la délégation et l'approbation des travaux et des sujets connexes.

2.2 Les travaux de chaque Commission d'études, selon son domaine de compétence défini dans la Résolution UIT-R 4, sont organisés par la Commission d'études elle-même sur la base des propositions de son Président, après consultation des Vice-Présidents.

2.3 Chaque Commission d'études dresse un plan de travail s'étendant sur au moins les quatre années à venir en tenant dûment compte du calendrier des Conférences mondiales des radiocommunications et des Assemblées des radiocommunications. Ce plan peut être revu à chaque réunion de la Commission d'études.

2.4 Les Commissions d'études peuvent créer les sous-groupes nécessaires à la réalisation de leurs travaux. Le mandat et les délais d'exécution des travaux des sous-groupes créés lors d'une réunion de la Commission d'études sont examinés et modifiés à chaque réunion de la Commission d'études en tant que de besoin. Cela ne concerne pas les Groupes de travail, qui font l'objet du § 2.5.

2.5 Les Commissions d'études créent normalement des Groupes de travail pour étudier, dans leur domaine de compétence, les Questions qui leur sont attribuées ainsi que les sujets dont l'étude leur a été confiée conformément au § 3.3 ci-après. Il est entendu que les Groupes de travail

sont créés pour une période non définie, afin de traiter les Questions et d'étudier les sujets soumis à la Commission d'études. Chaque Groupe examine des Questions et ces sujets et élabore des projets de Recommandation et d'autres textes qui seront soumis à l'examen de la Commission d'études. Pour éviter de trop solliciter les ressources du Bureau des radiocommunications, des Etats Membres, des Membres du Secteur, des Associés et des établissements universitaires⁴, une Commission d'études ne doit établir par consensus et maintenir qu'un nombre minimum de groupes de travail.

2.6 Une Commission d'études peut aussi établir un nombre minimum de Groupes d'action, le cas échéant, auxquels elle peut attribuer l'étude des problèmes urgents et la préparation des Recommandations urgentes qui ne peuvent pas être assumées raisonnablement par un Groupe de travail; une liaison appropriée entre les travaux d'un Groupe d'action et ceux des Groupes de travail peut être nécessaire. Etant donné le caractère urgent des problèmes qui devront être confiés à un Groupe d'action, ce dernier devra effectuer son travail dans certains délais et sera dissous une fois le travail effectué.

2.7 La création d'un Groupe d'action résulte d'une mesure prise par une Commission d'études au cours de sa réunion et fait l'objet d'une Décision. Dans chaque cas, la Commission d'études prépare un document contenant:

- les problèmes spécifiques à étudier au titre de chaque Question attribuée ou de chaque sujet dont l'étude lui a été confiée et l'objet du projet ou des projets de Recommandation et/ou de Rapport à préparer;
- la date à laquelle un rapport doit être présenté;
- le nom et l'adresse du Président et des éventuels Vice-Présidents.

En outre, en cas de Question ou de problème urgent soulevé entre les réunions des Commissions d'études, tels qu'ils ne peuvent pas raisonnablement être examinés au cours d'une réunion de Commission d'études prévue, le Président, après consultation des Vice-Présidents et du Directeur, peut prendre des mesures pour constituer un Groupe d'action, au titre d'une Décision indiquant la Question ou le problème à étudier d'urgence. Ces mesures seront confirmées par la Commission d'études à sa réunion suivante.

2.8 Si nécessaire, des Groupes de travail mixtes (GTM) ou des Groupes d'action mixtes (GAM) peuvent être créés par les Commissions d'études sur proposition des Présidents des Commissions d'études concernées, afin de regrouper des contributions relevant de différentes Commissions d'études ou étudier des Questions ou des sujets qui exigent la participation d'experts de plusieurs de ces Commissions.

2.9 Lorsque des Groupes de travail ou des Groupes d'action sont chargés d'étudier, à titre préparatoire, des questions qui seront examinées par des Conférences mondiales ou régionales des radiocommunications (voir la Résolution UIT-R 2), ces travaux devraient être coordonnés par les Commissions d'études, Groupes de travail et Groupes d'action concernés. Les rapports finals de ces Groupes de travail ou Groupes d'action peuvent être soumis directement dans le cadre de la réunion de préparation à la conférence (RPC), habituellement lors de la réunion chargée de rassembler les textes de la Commission d'études en un projet de rapport de la RPC ou, exceptionnellement, par l'intermédiaire de la Commission d'études compétente.

⁴ On entend par établissements universitaires les établissements universitaires, les universités et les instituts de recherche associés qui sont admis à participer aux travaux de l'UIT-R (voir la Résolution 169 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires et la Résolution UIT-R 63).

2.10 Il convient d'utiliser, dans la mesure du possible, les moyens de communication électroniques pour faciliter les travaux confiés aux Commissions d'études, aux Groupes d'action et aux Groupes de travail, pendant et entre leurs réunions respectives.

2.11 Pour compléter la présente Résolution, il appartient au Directeur d'établir, à intervalles réguliers, une version actualisée des lignes directrices sur les méthodes de travail et les procédures du Bureau des radiocommunications (BR) qui peuvent avoir une incidence sur les travaux des Commissions d'études et leurs groupes subordonnés (voir le *notant*). Les lignes directrices portent également sur des questions relatives à l'organisation des réunions et des Groupes de travail par correspondance, ainsi que sur des aspects relatifs à la documentation (voir la Section 8).

2.12 Le Directeur tient à jour la liste des Etats Membres, des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires qui participent à chaque Commission d'études, Groupe de travail ou Groupe d'action ainsi, à titre exceptionnel, qu'aux Groupes mixtes de Rapporteurs, si cela est jugé nécessaire (voir le § 2.15).

2.13 Dans certains cas, lorsque des questions urgentes et particulières nécessitent une analyse immédiate, une Commission d'études, un Groupe de travail ou un Groupe d'action pourrait avoir avantage à nommer un Rapporteur auquel est attribué un mandat clairement défini et qui, étant un expert, peut entreprendre des études préliminaires ou mener une enquête auprès des Etats Membres, des Membres du Secteur, des Associés et des établissements universitaires qui participent aux travaux des Commissions d'études, principalement par correspondance. La méthode utilisée par le Rapporteur, qu'il s'agisse d'une étude menée en personne ou d'une enquête, n'est pas guidée par les méthodes de travail mais par le choix effectué par le Rapporteur à titre individuel. Par conséquent, les résultats de ce travail sont censés représenter l'opinion du Rapporteur. Il peut être aussi utile de désigner un Rapporteur pour préparer les projets de Recommandation ou d'autres textes de l'UIT-R. Dans ce cas, l'élaboration d'un ou de plusieurs projets de Recommandation ou d'autres textes de l'UIT-R doit être clairement mentionnée dans le mandat et le Rapporteur doit soumettre les projets sous la forme d'une contribution au Groupe concerné suffisamment à l'avance avant la réunion afin que des observations sur ce texte puissent être formulées.

2.14 Une Commission d'études, un Groupe de travail ou un Groupe d'action peut également créer un Groupe de Rapporteurs pour traiter les questions urgentes et particulières qui nécessitent une analyse immédiate. Le Groupe de Rapporteurs se distingue du Rapporteur en ce sens qu'il est composé de plusieurs membres, en plus du Rapporteur nommé, et que ses résultats doivent refléter le consensus obtenu au sein du groupe ou traduire la diversité des opinions des participants aux travaux du Groupe. Un Groupe de Rapporteurs doit avoir un mandat parfaitement défini. Ses travaux doivent être menés autant que possible par correspondance. Toutefois, si cela est nécessaire, un Groupe de Rapporteurs peut organiser une réunion pour faire avancer ses travaux. Le Groupe de Rapporteurs exécute ses travaux avec un soutien limité de la part du BR.

2.15 Dans certains cas particuliers, en complément de ce qui précède, il peut être envisagé de créer un Groupe mixte de Rapporteurs (GMR) composé d'un ou plusieurs Rapporteurs et d'autres experts provenant de plusieurs Commissions d'études. Ce Groupe mixte de Rapporteurs devrait relever des Groupes de travail ou Groupes d'action des Commissions d'études pertinentes. Les dispositions du § 2.12 concernant les Groupes mixtes de Rapporteurs ne s'appliquent qu'aux Groupes mixtes de Rapporteurs identifiés par le Directeur comme nécessitant un appui particulier, après consultation des Présidents des Commissions d'études concernées.

2.16 Des Groupes de travail par correspondance peuvent aussi être créés sous la direction d'un Président du Groupe de travail par correspondance nommé. Ce Groupe se distingue du Groupe de Rapporteurs en ce sens qu'il ne mène ses travaux que par correspondance électronique sans avoir besoin de tenir des réunions. Un Groupe de travail par correspondance doit avoir un mandat

parfaitement défini. Il peut être créé par un Groupe de travail, un Groupe d'action, une Commission d'études, le CCV ou le GCR, qui en nomme aussi le Président.

2.17 Des représentants des Etats Membres, des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires peuvent participer aux travaux des Groupes de Rapporteurs et des Groupes de travail par correspondance des Commissions d'études. Des représentants des Etats Membres et des Membres de Secteur, ainsi que les Présidents des Commissions d'études, peuvent participer aux travaux des Groupes de Rapporteurs et des Groupes de travail par correspondance du GCR. Toute opinion exprimée et tout document présenté à ces groupes doivent porter le nom de l'Etat Membre, du Membre de Secteur, de l'Associé ou de l'établissement universitaire selon le cas, qui en est l'auteur.

2.18 Les questions de fond relevant du domaine de compétence d'une Commission d'études peuvent être traitées uniquement par des Commissions d'études, des Groupes de travail, des Groupes de travail mixtes, des Groupes d'action, des Groupes d'action mixtes, des Groupes de Rapporteurs, des Groupes mixtes de Rapporteurs et des Groupes de travail par correspondance.

2.19 Chaque Commission d'études peut former un Groupe de rédaction qui s'assure de l'exactitude du vocabulaire technique et de la grammaire des textes approuvés; dans ce cas, il s'assure aussi que les textes approuvés sont alignés, ont la même signification dans les six langues de l'UIT et sont facilement compréhensibles par tous. Tout groupe de rédaction mène à bien ses travaux par correspondance. Les textes approuvés sont fournis par le BR aux membres désignés du Groupe de rédaction à mesure qu'ils sont disponibles dans les langues officielles.

2.20 Le Président d'une Commission d'études peut établir, pour l'aider à organiser les travaux, une Commission de direction composée de tous les Vice-Présidents, des Présidents des Groupes de travail et de leurs Vice-Présidents, ainsi que des Présidents des sous-groupes.

2.21 Les Présidents des Commissions d'études, en consultation avec le Vice-Président de leur Commission d'études et avec le Directeur, établissent le calendrier des réunions des Commissions d'études, Groupes d'action et Groupes de travail pour la période à venir, en tenant compte du budget attribué aux activités des Commissions d'études. Les Présidents consultent le Directeur pour s'assurer que les dispositions des § 2.23 et 2.24 ci-après sont dûment prises en compte, en particulier dans la mesure où elles concernent les ressources disponibles.

2.22 Les commissions d'études examinent, lors de leurs réunions, les projets de Recommandation, les Rapports, les rapports d'activité et les autres textes élaborés par les Groupes d'action et par les Groupes de travail ainsi que les contributions soumises par les Rapporteurs qu'elles ont désignés ou par les Groupes de Rapporteurs qu'elles ont créés. Pour faciliter la participation, un projet d'ordre du jour est publié six semaines au plus tard avant chaque réunion, indiquant si possible les jours précis pendant lesquels seront examinés les différents sujets.

2.23 Pour les réunions tenues à l'extérieur de Genève, les dispositions de la Résolution 5 (Kyoto, 1994) de la Conférence de plénipotentiaires sont applicables. Les invitations à tenir des réunions de commissions d'études ou de leurs Groupes de travail ou Groupes d'action ailleurs qu'à Genève sont assorties d'une déclaration indiquant que le pays hôte accepte de prendre à sa charge les dépenses supplémentaires ainsi occasionnées et accepte les dispositions du point 2 du *décide* de la Résolution 5 (Kyoto, 1994) à savoir, «que les invitations à tenir des Conférences de développement et des réunions des commissions d'études des Secteurs hors de Genève ne doivent être acceptées que si le gouvernement invitant fournit gratuitement au moins les locaux adéquats, avec le mobilier et le matériel nécessaires, sauf dans le cas des pays en développement où le matériel ne doit pas nécessairement être fourni gratuitement par le gouvernement invitant, si celui-ci le demande».

2.24 Pour assurer la bonne utilisation des ressources du Secteur des radiocommunications et des participants à ses travaux et pour réduire le nombre des voyages, le Directeur, en concertation avec les Présidents, établit et publie un programme de réunions en temps opportun. Ce programme tient compte des facteurs pertinents, notamment:

- de la participation prévue lorsqu'on regroupe les réunions d'une certaine Commission d'études, de Groupes de travail ou de Groupes d'action;
- de l'opportunité de réunions contiguës sur des sujets voisins;
- des ressources de l'UIT disponibles;
- des documents nécessaires pour les réunions;
- de la nécessité d'assurer une coordination avec les autres activités de l'UIT et d'autres organisations; et
- de toute directive formulée par l'Assemblée des radiocommunications concernant les réunions des Commissions d'études.

2.25 Une Commission d'études doit, si nécessaire, tenir une réunion immédiatement après les réunions des Groupes de travail et Groupes d'action. Les éléments suivants devraient figurer à son ordre du jour:

- au cas où certains Groupes de travail et Groupes d'action se seraient déjà réunis et auraient établi des projets de Recommandation auxquels il conviendrait d'appliquer la procédure d'approbation prévue au § 10, une liste de ces projets de Recommandation, chacun étant accompagné d'un résumé de la proposition (autrement dit, d'un résumé de la Recommandation nouvelle ou révisée);
- une description des sujets que doivent traiter les réunions des Groupes de travail et Groupes d'action qui précèdent immédiatement la réunion de la Commission d'études pour laquelle des projets de Recommandation pourraient être établis.

2.26 Les ordres du jour des réunions des Groupes de travail et des Groupes d'action qui sont suivis immédiatement d'une réunion de la Commission d'études devraient indiquer avec la plus grande précision possible les sujets à traiter et les domaines dans lesquels il est prévu d'examiner des projets de Recommandation.

2.27 Chaque Commission d'études peut adopter des projets de Recommandation. Ceux-ci doivent être approuvés conformément aux dispositions du § 10. En outre, chaque Commission d'études est encouragée à mettre à jour les Recommandations et doit continuer à les réexaminer lorsqu'elles sont maintenues, justifications à l'appui pour les anciennes, et, s'il s'avère qu'elles ne sont plus nécessaires, doit en proposer la suppression (voir § 11).

2.28 Chaque Commission d'études peut adopter des projets de Question pour approbation conformément aux dispositions du § 3.

2.28bis lorsqu'elles examinent des Questions qui leur sont attribuées conformément aux Résolutions UIT-R 4 et 5, les Commissions d'études devraient parvenir à des conclusions à l'unanimité et devraient utiliser les lignes directrices suivantes:

a) Questions qui relèvent du domaine de compétence de l'UIT-R:

Cette ligne directrice permet de s'assurer que les Questions et les études associées se rapportent aux questions radiocommunication, c'est-à-dire conformément aux numéros 150 à 154 et 159 de la Convention de l'UIT, «a) l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques dans les radiocommunications de Terre et les radiocommunications spatiales et celle de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites; b) les caractéristiques et la qualité de fonctionnement des systèmes

radioélectriques; c) le fonctionnement des stations de radiocommunication; d) les aspects radiocommunication des questions relatives à la détresse et à la sécurité». Toutefois, les Questions nouvelles ou révisées, lorsqu'elles sont adoptées, ne doivent pas comporter de référence aux questions relatives au spectre concernant des propositions d'attribution, sauf si cela est demandé par une Assemblée des radiocommunications au titre d'un point de l'ordre du jour relatif à cette Question, ou par une Résolution de la CMR demandant à l'UIT-R d'effectuer des études;

b) Questions en relation avec les travaux effectués par d'autres entités internationales:

Si ces travaux sont effectués par d'autres entités, la Commission d'études devrait travailler en liaison avec ces autres entités, conformément au § 5.4 de la présente Résolution et à la Résolution UIT-R 9, afin de déterminer la méthode la plus appropriée de mener ces études, en vue de tirer parti des compétences spécialisées externes.

2.28*ter* Les Commissions d'études évalueront les projets de nouvelle Question proposés pour adoption par rapport aux lignes directrices énoncées au § 2.28*bis* ci-dessus et joindront cette évaluation lorsqu'elles soumettront ces Questions aux administrations pour approbation selon la présente Résolution.

2.28*quater* Les Commissions d'étude poursuivront leurs travaux en accordant une grande priorité aux Questions qui répondent aux lignes directrices définies au § 2.28*bis* ci-dessus, en vue de gérer aussi efficacement que possible les ressources limitées de l'UIT, étant entendu qu'il est nécessaire de donner la priorité qui leur revient aux sujets qui leur ont été confiés par les organes compétents de l'UIT, par exemple les Conférences de plénipotentiaires, les CMR et le RRB.

2.29 Chaque Commission d'études peut aussi adopter des projets de Résolution pour approbation par l'Assemblée des radiocommunications.

2.30 Chaque Commission d'études peut approuver des Décisions, des Vœux, des Manuels, des Rapports et des Recommandations ayant fait l'objet d'une mise à jour rédactionnelle. La Commission d'études peut autoriser l'approbation de Manuels, par exemple par le Groupe de travail concerné.

3 Questions et autres sujets⁵ devant être étudiés par les Commissions d'études

3.1 Adoption et approbation des Questions:

3.1.1 Les Questions ou les Résolutions nouvelles ou révisées approuvées par l'Assemblée des radiocommunications et portant sur des sujets soumis par la Conférence de plénipotentiaires, une autre conférence, le Conseil ou le Comité du Règlement des radiocommunications, conformément au numéro 129 de la Convention, seront étudiées.

3.1.2 D'autres Questions nouvelles ou révisées, proposées au sein de Commissions d'études, peuvent être adoptées par une Commission d'études selon la même procédure que celle énoncée au § 10.2 et approuvées:

- par l'Assemblée des radiocommunications (voir la Résolution UIT-R 5);
- par voie de consultation dans l'intervalle entre deux Assemblées des radiocommunications, après adoption par une Commission d'études.

La procédure d'approbation par consultation doit être identique à celle qui est appliquée pour les Recommandations au § 10.4.

⁵ Conformément au § 3.3.

3.2 Pour ce qui est des Questions soumises conformément au § 3.1.1, le Directeur consulte, le plus tôt possible, les Présidents et Vice-Présidents des Commissions d'études et détermine la Commission d'études à laquelle la Question doit être attribuée, et l'urgence des études.

3.3 Conformément aux numéros 149 et 149A de la Convention de l'UIT et aux dispositions de la Résolution UIT-R 5, des études peuvent également être entreprises, sans faire l'objet de Questions, sur des sujets relevant du domaine de compétence de la Commission d'études

3.4 Chaque Question est attribuée à une seule Commission d'études.

3.5 Le Président de la Commission d'études, après consultation des Vice-Présidents, attribue, dans la mesure du possible, la Question à un seul Groupe de travail ou Groupe d'action ou, selon l'urgence d'une nouvelle Question, propose la création d'un nouveau Groupe d'action (voir le § 2.7); ou encore décide de renvoyer l'examen de la Question à la réunion suivante de la Commission d'études. Afin d'éviter les chevauchements d'activités, lorsqu'une Question relève de plus d'un Groupe de travail, on désigne un Groupe de travail précis, chargé d'établir la synthèse des textes et d'en assurer la coordination.

3.6 Chaque Commission d'études indique au Directeur les Questions qui peuvent être supprimées, les études ayant été menées à bien, qui peuvent ne plus être nécessaires ou qui ont été remplacées. Le Directeur consulte les Etats Membres pour leur demander d'approuver la suppression de ces Questions conformément à la procédure décrite au § 3.1.2 ci-dessus ou transmet les propositions pertinentes à l'Assemblée des radiocommunications suivante, justification à l'appui.

4 Préparation des Conférences mondiales (et régionales) des radiocommunications

4.1 Les procédures définies dans la Résolution UIT-R 2 s'appliquent aux travaux préparatoires des Conférences mondiales des radiocommunications (CMR). Le cas échéant, une Assemblée des radiocommunications peut les adapter en vue d'une application au cas d'une Conférence régionale des radiocommunications (CRR).

4.2 Les travaux préparatoires pour les CMR seront effectués par la Réunion de préparation à la conférence (RPC) (voir la Résolution UIT-R 2).

4.3 Les questionnaires envoyés par le Bureau sont limités aux caractéristiques techniques et opérationnelles nécessaires pour les études, à moins qu'ils ne proviennent d'une décision d'une CMR ou d'une CRR.

5 Coordination entre les Commissions d'études, entre les Secteurs et avec d'autres organisations internationales

5.1 Réunions des Présidents et Vice-Présidents des Commissions d'études

Lorsque cela est nécessaire, le Directeur convoque une réunion des Présidents et Vice-Présidents de la Commission d'études et peut inviter les Présidents et Vice-Présidents des Groupes de travail. A la discrétion du Directeur, d'autres experts peuvent être invités à participer de plein droit. Le but de cette réunion est d'assurer le meilleur déroulement et la meilleure coordination entre les travaux des Commissions d'études, notamment pour éviter les chevauchements des travaux entre plusieurs Commissions d'études. Le Directeur préside cette réunion. S'il y a lieu, ces réunions peuvent se tenir par voie électronique, par exemple par téléphone, par visioconférence ou sur l'Internet. Toutefois, une réunion traditionnelle d'une journée doit avoir lieu, tous les deux ans, avant la réunion du GCR.

5.2 Rapporteurs chargés de liaison

La coordination entre les Commissions d'études peut être assurée par la désignation de Rapporteurs des Commissions d'études chargés de liaison pour participer aux travaux des autres Commissions d'études ou des Commissions d'études des deux autres Secteurs.

5.3 Groupes de coordination intersectorielle

Dans des cas bien précis, les travaux complémentaires relatifs à certains sujets peuvent être menés par des Commissions d'études du Secteur des radiocommunications, du Secteur de la normalisation des télécommunications et du Secteur du développement des télécommunications. En pareil cas, il peut être convenu entre les Secteurs d'établir un Groupe de coordination intersectorielle (GCI). On se reportera aux Résolutions UIT-R 6 et UIT-R 7 pour avoir de plus amples renseignements sur ce processus.

5.4 Autres organisations internationales

Quand une coopération et une coordination avec d'autres organisations internationales sont nécessaires, la liaison est assurée par le Directeur. La liaison sur des sujets techniques spécifiques peut, après consultation avec le Directeur, être assurée par les Groupes de travail ou Groupes d'action ou par un représentant désigné par une Commission d'études. Pour plus d'informations sur ce processus, voir la Résolution UIT-R 9.

PARTIE 2

Documentation

6 Textes de l'Assemblée des radiocommunications et des Commissions d'études des radiocommunications

6.1 Définitions

Les textes de l'Assemblée des radiocommunications et des Commissions d'études des radiocommunications sont définis comme suit:

6.1.1 Question

Énoncé d'un problème technique, d'exploitation ou de procédure, qui est généralement traité par une Recommandation, un Manuel ou un Rapport (voir la Résolution UIT-R 5). Chaque Question indique de façon concise le motif de l'étude et en décrit le champ d'application aussi précisément que possible. Elle devrait aussi, dans la mesure du possible, comprendre un programme de travail (c'est-à-dire les différentes phases de l'étude et la date d'achèvement prévue) et indiquer la forme sous laquelle la suite à donner doit être présentée (par exemple, Recommandation ou autre texte, etc.).

6.1.2 Recommandation

Réponse à une Question, à un ou plusieurs éléments d'une Question ou aux sujets dont il est fait mention au § 3.3 dans les limites des connaissances, des travaux de recherche et des renseignements disponibles, qui fournit en principe des spécifications, des prescriptions, des données ou des directives recommandées concernant les moyens recommandés pour entreprendre une tâche donnée; ou établit des procédures recommandées pour une application donnée et est considérée comme suffisante pour servir de base à une coopération internationale dans un contexte donné dans le domaine des radiocommunications.

A la suite de nouvelles études, compte tenu des progrès et des nouvelles connaissances dans le domaine des radiocommunications, il est à prévoir que des Recommandations seront révisées et mises à jour (voir le § 11). Néanmoins, dans un souci de stabilité, les Recommandations devraient normalement être révisées au maximum tous les deux ans, sauf si le projet de révision, qui complète plutôt que modifie la version précédente sur laquelle un accord est intervenu, doit être inclus d'urgence ou à moins que de graves erreurs ou omissions aient été relevées (voir les § 11.5 et 11.6).

Chaque Recommandation doit comporter une partie «domaine d'application» précisant son objet. Le domaine d'application doit toujours figurer dans le texte de la Recommandation, même après son approbation.

NOTE 1 – Les Recommandations comprenant des informations sur divers systèmes associés à une application radioélectrique donnée devraient être établies sur la base de critères pertinents pour cette application et devraient si possible comprendre une évaluation des systèmes recommandés, selon ces critères. Dans ce cas, les critères et les autres informations pertinentes doivent être déterminés, au besoin, au sein de la Commission d'études.

NOTE 2 – Les Recommandations devraient être rédigées en tenant compte de la Politique commune UIT-T/UIT-R/ISO/CEI en matière de brevets concernant les droits de propriété intellectuelle, figurant dans l'Annexe 1.

NOTE 3 – Les Commissions d'études peuvent élaborer dans leur intégralité, dans le cadre de la Commission d'études elle-même, et sans avoir à obtenir l'accord des autres Commissions d'études, des Recommandations comprenant des «critères de protection» applicables aux services de radiocommunication relevant de leur mandat. Toutefois, les Commissions d'études qui élaborent des Recommandations comprenant des critères de partage applicables à des services de radiocommunication doivent, avant l'adoption de ces Recommandations, obtenir l'accord des Commissions d'études responsables de ces services.

NOTE 4 – Une Recommandation peut comporter certaines définitions de termes précis qui ne sont pas nécessairement applicables ailleurs; toutefois, l'applicabilité des définitions devrait être clairement expliquée dans la Recommandation.

6.1.3 Résolution

Texte donnant des directives sur l'organisation, les méthodes ou les programmes des travaux de l'Assemblée des radiocommunications ou des Commissions d'études.

6.1.4 Vœu

Texte exprimant une proposition ou une demande à l'intention d'autres organismes (autres secteurs de l'UIT, organisations internationales, etc.) et ne portant pas nécessairement sur un sujet de caractère technique.

6.1.5 Décision

Texte donnant des directives sur l'organisation des travaux au sein d'une Commission d'études.

6.1.6 Rapport

6.1.6.1 Exposé technique, d'exploitation ou de procédure préparé par une Commission d'études sur un sujet donné concernant une Question dont l'étude est en cours ou les résultats des études dont il est question au § 3.3;

6.1.6.2 Exposé technique, d'exploitation ou de procédure préparé par la RPC pour les conférences des radiocommunications.

6.1.7 Manuel

Texte faisant le point des connaissances actuelles et des études en cours, ou exposant certaines techniques ou pratiques utiles dans le domaine des radiocommunications; qui doit être destiné à un ingénieur des radiocommunications, ou bien à un responsable de la planification des systèmes ou de l'exploitation qui est chargé de la planification, de la conception ou de l'utilisation de systèmes ou de services radioélectriques; ce document doit permettre de répondre aux besoins des pays en développement. Son texte doit être autosuffisant et ne doit pas exiger du lecteur qu'il soit familiarisé avec d'autres textes ou procédures de l'UIT sur les radiocommunications; mais il ne doit pas faire double emploi (du point de vue de sa portée et de son contenu) avec des publications facilement accessibles à l'extérieur de l'UIT.

6.2 Présentation des textes

6.2.1 Les textes devraient être aussi courts que possible, se limiter au contenu nécessaire, et se rapporter directement à une Question/à un sujet ou à une partie de la Question/du sujet à l'étude.

6.2.2 Chaque texte devrait comporter une référence aux textes associés et, le cas échéant, aux points pertinents du Règlement des radiocommunications, sans que le Règlement des radiocommunications fasse l'objet d'interprétations ou soit assorti de réserves, ou sans suggérer d'apporter des modifications au statut d'une attribution.

6.2.3 Dans leur présentation, les textes doivent comporter un numéro, un titre, ainsi qu'une indication de l'année de leur approbation initiale et, le cas échéant, une indication de l'année d'approbation des révisions éventuelles.

6.2.4 Les Annexes, Pièces jointes et Appendices figurant dans l'un quelconque de ces textes devraient être considérés comme ayant un statut équivalent, sauf indication contraire.

6.3 Publications

Les textes approuvés sont publiés selon les modalités suivantes:

- toutes les Recommandations, Questions et Résolutions et tous les Voeux, Rapports et Manuels en vigueur sont publiés sous forme électronique dès que possible après leur approbation;
- toutes les Recommandations, Questions et Résolutions et tous les Voeux, Rapports et Manuels en vigueur peuvent également être mis à disposition en version papier, en fonction de la politique de l'UIT en matière de publications.

7 Documentation préparatoire

7.1 Assemblées des radiocommunications

La documentation préparatoire comprend:

- des projets de textes, élaborés par les Commissions d'études, pour approbation;
- un rapport du Président de chaque Commission d'études, de la Commission spéciale, du CCV, du GCR⁶ et de la RPC exposant les activités menées depuis la précédente Assemblée des radiocommunications, et comprenant une liste:

⁶ Conformément au numéro 160I de la Convention, le GCR élabore un rapport à l'intention de l'Assemblée des radiocommunications, soumis par l'intermédiaire du Directeur du BR.

- des sujets dont on a déterminé que l'examen devait être reporté à la période d'études suivante;
- des Questions et des Résolutions pour lesquelles aucun document de travail n'a été reçu pendant la période mentionnée au § 1.6. Si une Commission d'études est d'avis que l'examen d'une certaine Question ou d'une certaine Résolution doit être maintenu, le Rapport du Président doit contenir une argumentation;
- un rapport du Directeur qui contient des propositions relatives au futur programme de travail;
- une liste des Recommandations approuvées depuis la dernière Assemblée des radiocommunications;
- les contributions soumises par des Etats Membres et des Membres du Secteur et adressées à l'Assemblée des radiocommunications.

7.2 Commissions d'études des radiocommunications

La documentation préparatoire comprend:

- les directives éventuelles de l'Assemblée des radiocommunications à l'intention de telle ou telle Commission d'études, y compris la présente Résolution;
- des projets de Recommandation et d'autres textes élaborés par des Groupes d'action ou des Groupes de travail;
- des propositions d'approbation de projets de Recommandation entre les Assemblées des radiocommunications (voir le § 10);
- des rapports d'avancement des travaux de chaque Groupe d'action, Groupe de travail et Rapporteur;
- les contributions devant être examinées en réunion;
- les documents établis par le Bureau, en particulier ceux qui ont trait à l'organisation ou à la procédure, ou à des fins de clarification, ou encore en réponse à une demande d'une Commission d'études;
- le rapport du Président résumant les conclusions des travaux effectués par correspondance et préparant les travaux à faire lors de la réunion;
- les conclusions de la réunion précédente, dans la mesure où elles ne figurent pas dans les textes officiels mentionnés ci-dessus;
- une ébauche d'ordre du jour indiquant: les projets de Recommandation et les projets de Question à examiner; les rapports attendus des Groupes d'action et des Groupes de travail et les projets de Décision, de Vœu, de Manuel et de Rapport devant être approuvés.

8 Contribution aux travaux des Commissions d'études des radiocommunications

8.1 Les lignes directrices établies par le Directeur (voir le *notant* et le § 2.11) contiennent des directives sur l'élaboration et les délais de soumission des contributions, ainsi que des informations détaillées sur les différents types de documents, dont les rapports et documents élaborés par les Présidents et les notes de liaison. Ces lignes directrices devraient également traiter de questions pratiques concernant l'efficacité de la diffusion de documents par voie électronique.

8.2 En particulier:

- les contributions sont présentées au Directeur sur support électronique, avec quelques exceptions pour les pays en développement qui ne sont pas en mesure de le faire;
- le Directeur peut renvoyer un document non conforme aux lignes directrices, pour mise en conformité;
- chaque contribution devrait indiquer clairement la Question, la Résolution ou le sujet, le groupe (Commission d'études, Groupe d'action, Groupe de travail) auquel elle est destinée et être accompagnée des coordonnées de la personne à contacter qui peuvent être nécessaires pour clarifier la contribution;
- les contributions devraient être envoyées au Président et aux Vice-Présidents, le cas échéant, du groupe concerné ainsi qu'au Président et aux Vice-Présidents de la Commission d'études;
- les contributions ne devraient pas être trop longues (si possible, pas plus de dix pages) et être élaborées à l'aide d'un logiciel de traitement de texte standard sans que soit utilisée une fonction de formatage automatique; les modifications de textes existants devraient être indiquées par des marques de révision (au moyen de la fonction «Suivi des modifications»).

8.3 Pour les réunions de toutes les Commissions d'études et des groupes qui leur sont subordonnés (Groupes de travail, Groupes d'action, etc.), les délais suivants s'appliquent pour la présentation des contributions:

- *lorsqu'une traduction est demandée*, les contributions devraient parvenir au moins trois mois avant la réunion, pour pouvoir être mises à disposition au plus tard quatre semaines avant le début de celle-ci. Pour les contributions qui parviennent tardivement, le secrétariat ne peut garantir que le document sera disponible à l'ouverture de la réunion dans toutes les langues requises;
- dans les autres cas, pour les documents dont *la traduction n'est pas demandée*, les Membres sont encouragés à soumettre les contributions (y compris les révisions, les Addenda et les Corrigenda aux contributions), de manière à ce qu'elles soient reçues douze jours civils avant le début de la réunion; en tout état de cause, les contributions devront être reçues au plus tard sept jours civils (16 heures UTC) avant le début de la réunion, afin d'être mises à disposition pour l'ouverture de la réunion. Ce délai ne s'applique qu'aux contributions des Membres. Le secrétariat poste les contributions telles qu'elles ont été reçues sur une page web créée à cette fin dans un délai d'un jour ouvrable et poste sur le site web dans un délai de trois jours ouvrables les versions officielles une fois reformatées. Les administrations devraient utiliser le gabarit publié par l'UIT-R pour soumettre leurs contributions.

Le secrétariat ne peut accepter les documents présentés après le délai indiqué ci-dessus. Les documents qui ne sont pas disponibles à l'ouverture de la réunion ne peuvent être examinés en séance.

8.4 A la suite des réunions des Groupes d'action ou des Groupes de travail, les Président(e)s des groupes concernés préparent un rapport pour les réunions suivantes dans lequel figurent des informations concernant les progrès accomplis et le travail en cours. Les rapports doivent être préparés dans le mois qui suit la fin de la réunion concernée. De plus, les annexes des rapports d'un Président, qui contiennent des propositions de textes devant être examinées plus en détail, devraient être publiées par le BR dans les deux semaines qui suivent la fin de la réunion.

8.5 Lorsque des articles sont cités dans des documents soumis au Bureau des radiocommunications, les références bibliographiques devraient renvoyer à des ouvrages publiés qui sont facilement disponibles auprès des services de bibliothèque.

9 Diffusion de l'information

9.1 Le Directeur publie, y compris sous forme électronique, à intervalles réguliers, des informations et notamment diffuse:

- une invitation à participer aux travaux des Commissions d'études pour la prochaine période d'études;
- un formulaire à remplir pour l'envoi de la documentation;
- un calendrier des réunions pour au moins les douze prochains mois avec des mises à jour, le cas échéant;
- des invitations à toutes les réunions des Commissions d'études;
- les documents préparatoires et les Rapports finals des RPC;
- les documents préparatoires de l'Assemblée des radiocommunications.

Les informations suivantes seront fournies sur demande:

- les circulaires des Commissions d'études comprenant les invitations à toutes les réunions des Groupes de travail, des Groupes d'action et des Groupes mixtes de Rapporteurs avec un formulaire de demande de participation et un projet d'ordre du jour;
- les documents des Commissions d'études, des Groupes de travail, des Groupes d'action et des Groupes mixtes de Rapporteurs;
- d'autres informations susceptibles d'aider les membres.

PARTIE 3

Adoption et approbation

10 Adoption et approbation des Recommandations

10.1 Introduction

10.1.1 Lorsque l'étude est parvenue à un degré d'élaboration avancé, sur la base de l'examen des documents de l'UIT-R et des contributions d'Etats Membres, de Membres de Secteur, d'Associés ou d'établissements universitaires, examen qui a abouti à un projet de Recommandation nouvelle ou révisée, la procédure d'approbation à suivre comprend deux étapes:

- adoption par la Commission d'études concernée; selon les circonstances, le projet peut être adopté à l'occasion d'une réunion de la Commission d'études ou par correspondance, après la réunion de la Commission d'études (voir le § 10.2);
- après l'adoption, l'approbation par les Etats Membres, soit par voie de consultation, dans l'intervalle entre les Assemblées, soit à l'occasion d'une Assemblée des radiocommunications (voir le § 10.4).

S'il n'y a pas d'objection de la part d'un Etat Membre participant à la réunion lorsque l'adoption d'un projet de Recommandation, nouvelle ou révisée, est recherchée par correspondance, la procédure d'approbation de ce projet de Recommandation se déroule simultanément (procédure PAAS). Cette procédure ne s'applique pas aux Recommandations UIT-R incorporées par référence dans le Règlement des radiocommunications.

10.1.2 Il peut arriver, à titre exceptionnel, qu'aucune réunion de Commission d'études ne soit prévue en temps utile avant une Assemblée des radiocommunications et qu'un Groupe d'action ou Groupe de travail ait élaboré des projets de propositions de Recommandations nouvelles ou révisées appelant une procédure d'urgence. En ce cas, si la Commission d'études en décide ainsi à sa réunion précédente, le Président de la Commission d'études peut présenter ces propositions directement à l'Assemblée des radiocommunications, justification à l'appui, et doit indiquer les motifs d'une telle procédure d'urgence.

10.1.3 L'approbation peut être recherchée uniquement pour un projet de Recommandation nouvelle ou révisée qui entre dans le cadre du mandat de la Commission d'études, tel qu'il est défini par les Questions qui lui ont été attribuées conformément aux numéros 129 et 149 de la Convention, ou par des sujets. Toutefois, elle peut aussi être recherchée pour la révision d'une Recommandation existante qui relève des attributions de la Commission d'études pour laquelle il n'existe pas de Question actuellement à l'étude.

10.1.4 Si un projet (ou une révision) de Recommandation relève, exceptionnellement, de la compétence de plusieurs Commissions d'études, le Président de la Commission d'études qui propose l'approbation devrait consulter tous les Présidents des autres Commissions d'études concernées et tenir compte de leurs points de vue avant d'entamer les procédures décrites ci-après.

10.1.5 Le Directeur fait connaître dans les plus brefs délais, par lettre circulaire, les résultats de l'application de la procédure susmentionnée, en y indiquant, s'il y a lieu, la date d'entrée en vigueur.

10.1.6 S'il apparaît nécessaire d'apporter de légères modifications de forme ou de corriger des omissions ou des incohérences manifestes dans le texte, le Directeur peut procéder à ces modifications avec l'accord du Président de la ou des Commissions d'études concernées.

10.1.7 L'UIT publiera, dès que possible, les Recommandations nouvelles ou révisées approuvées, dans les langues officielles de l'Union.

10.1.8 Un Etat Membre ou un Membre de Secteur qui s'estime lésé par une Recommandation approuvée au cours d'une période d'études peut exposer son cas au Directeur, qui le soumettra à la Commission d'études concernées, afin qu'elle l'examine rapidement.

10.1.9 Le Directeur communique à la prochaine Assemblée des radiocommunications tous les cas notifiés conformément au § 10.1.8.

10.2 Adoption des Recommandations

10.2.1 Principes régissant l'adoption d'une Recommandation nouvelle ou révisée

10.2.1.1 Un projet de Recommandation (nouvelle ou révisée) est considéré comme adopté par la Commission d'études si aucune délégation représentant un Etat Membre et participant à cette réunion ou répondant à la correspondance ne soulève d'objection à son sujet. En cas d'objection de la part d'un Etat Membre, le Président de la Commission d'études consulte la délégation concernée pour trouver une solution à cette objection. Si le Président de la Commission d'études ne peut trouver une solution à cette objection, l'Etat Membre doit motiver par écrit son objection.

10.2.1.2 S'il n'est pas possible de trouver une solution à une objection, on adoptera l'une des procédures suivantes, selon celle qui est applicable:

- a) si cette Recommandation fait suite à une Question de la Catégorie C1 (voir la Résolution UIT-R 5) ou à d'autres questions relatives à une CMR, le texte en question est transmis à l'Assemblée des radiocommunications;
 - b) dans les autres cas, le Président de la Commission d'études doit, compte tenu des vues exprimées par les délégations des Etats Membres assistant à la réunion,
 - transmettre le texte avec l'objection et les raisons de cette objection, comme indiqué ci-dessus, avec suffisamment d'éléments, obtenus par consensus, prouvant que l'objection technique a déjà été correctement examinée, à l'Assemblée des radiocommunications, si aucune réunion de la Commission d'études n'est prévue avant l'Assemblée des radiocommunications;
- ou
- si une réunion de la Commission d'études est prévue avant l'Assemblée des radiocommunications, renvoyer le texte au Groupe de travail ou au Groupe d'action, selon le cas, en précisant les raisons de l'objection, de sorte que la question puisse être examinée et résolue à la réunion pertinente. Si à la réunion suivante de la Commission d'études qui examinera le rapport du Groupe de travail, l'objection est maintenue, le Président de la Commission d'études transmet la question à l'Assemblée des radiocommunications.

Dans tous les cas, le Bureau des radiocommunications communique dès que possible à l'Assemblée des radiocommunications, au Groupe d'action ou au Groupe de travail, selon le cas, les raisons données par le Président de la Commission d'études, après consultation du Directeur, à l'appui de la décision prise, ainsi que l'objection détaillée formulée par l'administration qui a fait objection au projet de Recommandation nouvelle ou révisée.

10.2.2 Procédure d'adoption lors d'une réunion de Commission d'études

10.2.2.1 A la demande du Président de la Commission d'études, le Directeur annonce clairement l'intention de rechercher l'adoption de Recommandations nouvelles ou révisées à une réunion de la Commission d'études lors de l'annonce de la convocation de ladite réunion. Cette annonce contient des résumés des propositions (c'est-à-dire des résumés des Recommandations nouvelles ou révisées). Référence est faite au document dans lequel figure le texte du projet de Recommandation nouvelle ou révisée à examiner.

Ces renseignements sont diffusés à tous les Etats Membres et aux Membres du Secteur et doivent être envoyés par le Directeur de façon qu'ils soient reçus, autant que possible, au moins deux mois avant la réunion.

10.2.2.2 Une Commission d'études peut examiner et adopter des projets de Recommandation nouvelle ou révisée, lorsque les projets de textes ont été préparés suffisamment longtemps avant sa réunion, de sorte qu'ils auront été mis à disposition sous forme électronique, au moins quatre semaines avant le début de ladite réunion.

10.2.2.3 La Commission d'études devrait se mettre d'accord sur des résumés des projets de nouvelle Recommandation ainsi que des résumés des projets de révision de Recommandation, ces résumés étant inclus dans les Circulaires administratives ultérieures en rapport avec la procédure d'approbation.

10.2.3 Procédure d'adoption par une Commission d'études par correspondance

10.2.3.1 Lorsqu'il n'a pas été expressément prévu d'inscrire un projet de Recommandation nouvelle ou révisée à l'ordre du jour d'une réunion d'une Commission d'études, les participants à ladite réunion peuvent décider, après examen, de demander à la Commission d'études d'adopter le projet de Recommandation nouvelle ou révisée par correspondance (voir aussi le § 2.10).

10.2.3.2 La Commission d'études devrait se mettre d'accord sur des résumés des projets de nouvelle Recommandation ainsi que des résumés des projets de révision de Recommandation.

10.2.3.3 Immédiatement après la réunion de la Commission d'études, le Directeur devrait diffuser les projets de Recommandation nouvelle ou révisée à tous les Etats Membres et Membres de Secteur qui participent aux travaux de la Commission pour que celle-ci dans son ensemble les examine par correspondance.

10.2.3.4 La période d'examen par la Commission d'études est de deux mois à compter de la date de diffusion des projets de Recommandation nouvelle ou révisée.

10.2.3.5 Si, pendant la période d'examen par la Commission d'études, aucune objection n'est formulée par un Etat Membre, le projet de Recommandation nouvelle ou révisée est considéré comme ayant été adopté par la Commission d'études.

10.2.3.6 Un Etat Membre qui soulève des objections au sujet de l'adoption informe le Directeur et le Président de la Commission d'études des raisons de ces objections et le Directeur les communique à la prochaine réunion de la Commission d'études et du Groupe de travail concerné.

10.3 Procédure d'adoption et d'approbation simultanées par correspondance

10.3.1 Lorsqu'une Commission d'études n'est pas en mesure d'adopter un projet de Recommandation nouvelle ou révisée conformément aux dispositions des § 10.2.2.1 et 10.2.2.2, cette Commission d'études a recours à la procédure d'adoption et d'approbation simultanée (PAAS) par correspondance, s'il n'y a pas d'objection de la part d'un Etat Membre participant à la réunion.

10.3.2 Immédiatement après la réunion de la Commission d'études, le Directeur devrait communiquer les projets de Recommandation nouvelle ou révisée en question à tous les Etats Membres et à tous les Membres de Secteur.

10.3.3 La période d'examen est de deux mois à compter de la date de diffusion des projets de Recommandation nouvelle ou révisée.

10.3.4 Si, au cours de la période d'examen, aucun Etat Membre ne formule d'objection, le projet de Recommandation nouvelle ou révisée est considéré comme adopté par la Commission d'études. Puisque la procédure PAAS est appliquée, cette adoption est considérée comme valant approbation et il n'est donc pas nécessaire de recourir à la procédure d'approbation décrite au § 10.4.

10.3.5 Si, au cours de la période d'examen, un Etat Membre formule une objection, le projet de Recommandation nouvelle ou révisée n'est pas considéré comme adopté et la procédure décrite au § 10.2.1.2 s'applique. Un Etat Membre qui soulève des objections au sujet de l'adoption informe le Directeur et le Président de la Commission d'études des raisons de ces objections et le Directeur les communique à la prochaine réunion de la Commission d'études et du Groupe de travail concerné.

10.4 Procédure d'approbation des Recommandations nouvelles ou révisées

10.4.1 Une fois qu'un projet de Recommandation nouvelle ou révisée a été adopté par une Commission d'études, suivant les procédures indiquées au § 10.2, le texte est soumis pour approbation par les Etats Membres.

10.4.2 L'approbation de Recommandations nouvelles ou révisées peut être recherchée:

- par le biais d'une consultation des Etats Membres, dès que le texte a été adopté par la Commission d'études concernée à sa réunion ou par correspondance;
- si cela est justifié, lors d'une Assemblée des radiocommunications.

10.4.3 A la réunion de la Commission d'études au cours de laquelle un projet est adopté ou il est décidé de rechercher son adoption par correspondance, la Commission d'études décide de soumettre pour approbation le projet de Recommandation nouvelle ou révisée, soit à l'Assemblée des radiocommunications suivante, soit aux Etats Membres par voie de consultation, sauf si la Commission d'études a décidé d'utiliser la procédure PAAS décrite au § 10.3.

10.4.4 Lorsqu'il est décidé de soumettre pour approbation, justification détaillée à l'appui, un projet à l'Assemblée des radiocommunications, le Président de la Commission d'études en informe le Directeur et lui demande de prendre les mesures nécessaires pour faire inscrire ce projet à l'ordre du jour de l'Assemblée.

10.4.5 Lorsqu'il est décidé de soumettre un projet pour approbation par voie de consultation, les conditions et les procédures à appliquer sont les suivantes.

10.4.5.1 Aux fins de l'application de la procédure d'approbation par voie de consultation, le Directeur demande aux Etats Membres, dans le mois qui suit l'adoption par la Commission d'études d'un projet de Recommandation nouvelle ou révisée conformément à l'une des méthodes visées au § 10.2, de lui faire savoir, dans un délai de deux mois, s'ils acceptent ou non la proposition. Cette demande est accompagnée du texte final complet du projet de nouvelle Recommandation, ou du texte final complet, ou de passages modifiés, de la Recommandation révisée.

10.4.5.2 Par ailleurs, le Directeur informe les Membres du Secteur participant aux travaux de la Commission d'études concernée, conformément à l'Article 19 de la Convention, qu'il a été demandé aux Etats Membres de répondre à une consultation sur un projet de Recommandation nouvelle ou révisée. Il joint le texte final complet, ou les parties révisées des textes, à titre d'information uniquement.

10.4.5.3 Si au moins 70% des réponses des Etats Membres sont en faveur de l'approbation, la proposition est acceptée. Si la proposition n'est pas acceptée, elle est renvoyée à la Commission d'études.

Toutes les observations qui pourraient accompagner les réponses à la consultation seront rassemblées par le Directeur et soumises pour examen à la Commission d'études.

10.4.5.4 Les Etats Membres qui indiquent qu'ils n'approuvent pas le projet de Recommandation nouvelle ou révisée font connaître leurs raisons et devraient être invités à participer à l'examen futur mené par la Commission d'études, ses Groupes de travail et ses Groupes d'action.

10.4.6 S'il apparaît nécessaire d'apporter de légères modifications de forme ou de corriger des omissions ou des incohérences manifestes dans le texte tel qu'il a été soumis pour approbation, le Directeur peut procéder à ces modifications avec l'accord du Président de la ou des Commissions d'études.

10.4.7 L'UIT publiera, dès que possible, les Recommandations nouvelles ou révisées approuvées, dans les langues officielles de l'Union.

10.4.8 Un Etat Membre ou un Membre de Secteur qui s'estime lésé par une Recommandation approuvée au cours d'une période d'études peut exposer son cas au Directeur, qui le soumettra à la Commission d'études correspondante afin qu'elle l'examine rapidement.

10.4.9 Le Directeur communique à la prochaine Assemblée des radiocommunications tous les cas notifiés conformément au § 10.4.8.

11 Mise à jour ou suppression de Recommandations et de Questions UIT-R

11.1 En raison des coûts de traduction et de production des documents, il convient d'éviter autant que possible de mettre à jour des Recommandations ou des Questions UIT-R qui n'ont pas fait l'objet d'une révision de fond au cours des 10 à 15 dernières années.

11.2 Les Commissions d'études des radiocommunications (y compris le CCV) devraient poursuivre l'examen des Recommandations et des Questions maintenues et, si elles constatent qu'elles ne sont plus nécessaires ou qu'elles sont devenues caduques, s'agissant en particulier des textes les plus anciens, en proposer la mise à jour ou la suppression. Il convient à cet égard de tenir compte des facteurs suivants:

- si le contenu des Recommandations ou des Questions demeure en partie d'actualité, son utilité justifie-t-elle qu'il continue d'être applicable à l'UIT-R?
- existe-t-il une autre Recommandation ou Question élaborée ultérieurement qui traite du ou des mêmes sujets ou de sujets analogues et qui pourrait traiter des points figurant dans l'ancien texte?
- au cas où seule une partie de la Recommandation ou de la Question est considérée comme toujours utile, il faudrait envisager de transférer cette partie dans une autre Recommandation ou Question élaborée ultérieurement.

11.3 Pour faciliter l'examen, le Directeur s'efforce, avant chaque Assemblée des radiocommunications, d'entente avec les Présidents des Commissions d'études, d'établir des listes de Recommandations ou de Questions UIT-R répondant aux critères du § 11.1. Après l'examen par les Commissions d'études concernées, les résultats devraient être portés à l'attention de l'Assemblée des radiocommunications suivante, par l'intermédiaire des Présidents des Commissions d'études.

11.4 Les Commissions d'études des radiocommunications (y compris le CCV) sont encouragées, s'il y a lieu, à apporter des mises à jour d'ordre rédactionnel aux Recommandations ou aux Questions maintenues afin de tenir compte des changements récents, tels que:

- les changements structurels de l'UIT.
- la nouvelle numérotation des dispositions du Règlement des radiocommunications⁷ résultant de la simplification dudit Règlement, pour autant que le texte des dispositions ne soit pas modifié, par exemple la suppression du «S» dans les dispositions des Articles du Règlement des radiocommunications incorporées par référence.
- la mise à jour des renvois entre Recommandations UIT-R;
- la suppression des références à des Questions qui ne sont plus en vigueur.

11.5 Les modifications d'ordre rédactionnel ne devraient pas être considérées comme des projets de révision des Recommandations tels qu'ils sont décrits au § 10, mais chaque Recommandation ayant fait l'objet d'une mise à jour rédactionnelle devrait être assortie, jusqu'à la révision suivante, d'une note de bas de page indiquant que «La Commission d'études (*numéro à insérer*) des radiocommunications a apporté des modifications d'ordre rédactionnel à la présente Recommandation en (*indiquer l'année au cours de laquelle ces modifications ont été apportées*), conformément aux dispositions de la Résolution UIT-R 1».

⁷ Le Bureau des radiocommunications devrait être consulté à ce sujet.

11.6 En outre, les mises à jour d'ordre rédactionnel ne doivent pas s'appliquer à la mise à jour des Recommandations UIT-R incorporées par référence dans le Règlement des radiocommunications. Ce type de mise à jour doit être effectué en deux étapes selon les procédures d'adoption et d'approbation indiquées au § 10 de la présente Résolution.

11.7 Les décisions visant à supprimer des Recommandations ou des Questions devraient tenir compte de l'état d'avancement des technologies des télécommunications, qui peut ne pas être le même d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. C'est pourquoi, même si certaines administrations sont favorables à la suppression d'une ancienne Recommandation ou Question, il se peut que les critères techniques ou d'exploitation dont traite ladite Recommandation ou Question aient toujours de l'importance pour d'autres administrations.

11.8 La suppression de Recommandations et de Questions existantes se fait en deux étapes:
– la Commission d'études se met d'accord pour les supprimer;
– ensuite, les Etats Membres approuvent cette suppression, par voie de consultation.

La suppression de Recommandations ou de Questions peut être approuvée par voie de consultation en recourant à l'une ou à l'autre des procédures décrites aux § 10.3 ou 10.4. Les Recommandations et les Questions qu'il est proposé de supprimer peuvent être énumérées dans la Circulaire administrative traitant des projets de Recommandation, en application de l'une ou l'autre de ces deux procédures.

ANNEXE 1

Politique commune UIT-T/UIT-R/ISO/CEI en matière de brevets

La politique commune en matière de brevets est disponible à l'adresse:

<http://www.itu.int/ITU-T/dbase/patent/patent-policy.html>.

RESOLUTION UIT-R 2-6

Réunion de préparation à la Conférence

(1993-1995-1997-2000-2003-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

a) que les attributions et les fonctions de l'Assemblée des radiocommunications, pour les travaux préparatoires des Conférences mondiales des radiocommunications (CMR), sont énoncées dans l'article 13 de la Constitution et dans l'article 8 de la Convention de l'UIT, ainsi que dans les parties pertinentes des Règles générales régissant les conférences, assemblées et réunions de l'Union;

b) que des dispositions spéciales doivent être prises pour ces travaux préparatoires,

notant

que la Commission spéciale assume des fonctions importantes pour les travaux de préparation concernant les questions réglementaires et de procédure relatives aux points de l'ordre du jour de la Conférence, et que les règles régissant la commission sont énoncées dans la Résolution UIT-R 38,

décide

1 de convoquer et d'organiser une Réunion de préparation à la Conférence (RPC) sur la base des principes suivants:

- la RPC devrait être permanente;
- elle devrait s'attacher aux points inscrits à l'ordre du jour de la conférence qui se tiendra immédiatement après et préparer provisoirement la conférence suivante;
- les invitations à ses réunions devraient être envoyées à tous les Etats Membres de l'UIT et Membres du Secteur des radiocommunications;
- les documents devraient être distribués à tous les Etats Membres de l'UIT et aux Membres du Secteur des radiocommunications qui souhaitent participer à la RPC, compte tenu de la Résolution 167 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;
- le mandat de la RPC devrait comprendre la mise à jour, la simplification, la présentation et l'examen des documents provenant des commissions d'études des radiocommunications et de la Commission spéciale ainsi que l'examen des nouveaux documents dont elle a été saisie, y compris les contributions portant sur l'examen des Résolutions, Recommandations et contributions existantes des CMR que pourraient avoir soumis les Etats Membres, ainsi que les contributions concernant l'ordre du jour de la prochaine CMR et des CMR ultérieures. Ces contributions devraient figurer dans une Annexe au Rapport de la RPC, pour information uniquement;

- 2 que le domaine de compétence de la RPC est d'élaborer un rapport de synthèse destiné à être utilisé à l'appui des travaux en vue des Conférences mondiales des radiocommunications, sur la base:
- de contributions soumises par des administrations, la Commission spéciale, les commissions d'études des radiocommunications (voir également le numéro 156 de la Convention) ou venant d'autres sources (voir l'article 19 de la Convention) et concernant les questions de réglementation, de technique, d'exploitation et de procédure devant être examinées par lesdites Conférences;
 - dans la mesure du possible, des différences d'approche harmonisées ressortant des documents source ou, au cas où il ne serait pas possible de concilier les approches, des différents points de vue et de leur justification;
- 3 d'adopter les méthodes de travail exposées dans l'Annexe 1;
- 4 que les lignes directrices relatives à l'élaboration du projet de Rapport de la RPC sont présentées dans l'Annexe 2.

ANNEXE 1

Méthodes de travail de la Réunion de préparation à la Conférence

- 1 Les études des questions réglementaires, techniques, opérationnelles et de procédure seront confiées aux commissions d'études ou à la Commission spéciale, selon le cas.
- 2 La RPC tiendra normalement deux sessions entre les CMR.
- 2.1 La première session permettra de coordonner les programmes de travail des commissions d'études concernées de l'UIT-R et de préparer un projet de structure du Rapport de la RPC en fonction de l'ordre du jour des deux CMR suivantes et de tenir compte des directives émanant éventuellement des CMR précédentes. Cette session sera brève (en général, de deux jours au plus) et se tiendra normalement juste après la fin de la CMR précédente. Les Présidents et Vice-Présidents des commissions d'études seront invités à y participer.
- 2.2 La première session doit permettre d'identifier les sujets d'étude pour la préparation de la CMR à venir et, dans la mesure du possible, pour la CMR suivante. Ces sujets devraient découler du projet d'ordre du jour et de l'ordre du jour provisoire de la Conférence et devraient, dans la mesure du possible, être autonomes et indépendants. Pour chaque sujet, un seul groupe de l'UIT-R (qui pourrait être une commission d'études, un groupe d'action ou un groupe de travail, etc.) devrait avoir la responsabilité des travaux préparatoires et demander à d'autres groupes de l'UIT-R concernés*, s'il y a lieu, de soumettre des contributions et/ou de participer aux travaux. Dans la mesure du possible, les groupes déjà constitués devraient être utilisés pour les travaux ci-dessus, les nouveaux groupes étant constitués uniquement en cas de nécessité.

* Un groupe de l'UIT-R concerné peut être un groupe présentant une contribution sur un point particulier ou un groupe intéressé qui suivra les travaux sur une question particulière et prendra des mesures, si nécessaire.

2.3 La seconde session permettra d'élaborer le rapport destiné à la CMR suivante. La durée de cette session sera suffisante pour permettre la réalisation des travaux nécessaires (en général, pas plus de deux semaines) et sera programmée de façon que le Rapport final soit publié au moins six mois avant la CMR suivante.

2.4 Les réunions des groupes de l'UIT-R désignés (c'est-à-dire les groupes responsables) devraient être programmées de manière à faciliter une participation maximale de tous les membres intéressés, en évitant, dans la mesure du possible, tout chevauchement de réunions susceptible d'avoir une incidence négative sur la participation efficace des Etats Membres. Les groupes devraient fonder leurs activités sur les éléments existants et les contributions nouvelles. Les rapports finals des groupes responsables peuvent être soumis directement dans le cadre de la Réunion de préparation à la Conférence (RPC), habituellement lors de la réunion de l'Equipe de gestion de la RPC ou, exceptionnellement, par l'intermédiaire de la commission d'études compétente.

2.5 Afin de permettre à tous les participants de mieux comprendre la teneur du projet de Rapport de la RPC, un résumé analytique sur chaque question (voir le § 2.3 ci-dessus) sera rédigé par le groupe responsable et utilisé par le BR pour informer les groupes régionaux tout au long du cycle d'étude de la CMR, le résumé final étant élaboré en vue du projet de texte final de la RPC par le groupe responsable et incorporé dans le Rapport de la RPC.

3 Les travaux de la RPC seront dirigés par un Président et des Vice-Présidents. Le Président sera chargé d'élaborer le Rapport destiné à la CMR suivante. Le Président et les Vice-Présidents de la RPC ne peuvent accomplir qu'un seul mandat à leur poste¹. La procédure à suivre pour la désignation du Président et des Vice-Présidents de la RPC doit être conforme à la procédure de désignation des Présidents et des Vice-Présidents prévue dans la Résolution UIT-R 15.

4 Le Président ou la RPC peut désigner des Rapporteurs pour les Chapitres pour aider à diriger l'élaboration du texte sur lequel se fondera le Rapport de la RPC et à regrouper les textes des groupes responsables en un projet complet de Rapport de la RPC.

5 Le Président et les Vice-Présidents de la RPC, ainsi que les Rapporteurs pour les Chapitres, le Président et les Vice-Présidents de la Commission spéciale, constitueront une commission appelée Commission de direction de la RPC.

6 Le Président convoquera une réunion de la Commission de direction de la RPC conjointement avec les Présidents des groupes responsables et les Présidents des commissions d'études. Cette réunion (appelée réunion de l'Equipe de gestion de la RPC) rassemblera les résultats des travaux des groupes responsables sous forme du projet de Rapport de la RPC, qui constituera une contribution à la seconde session de la RPC.

7 Le projet de Rapport de synthèse de la RPC sera traduit dans les six langues officielles de l'Union et envoyé aux Etats Membres au moins deux mois avant la date prévue de la seconde session de la RPC.

8 Tout sera mis en œuvre pour limiter au minimum le nombre de pages du Rapport final de la RPC. A cette fin, les groupes responsables sont instamment priés, quand ils élaborent les textes de la RPC, de tirer le meilleur parti possible des références renvoyant, selon le cas, à des Recommandations ou à des Rapports UIT-R approuvés.

9 En ce qui concerne l'organisation des travaux, la RPC est considérée comme une réunion de l'UIT, conformément au numéro 172 de la Constitution.

¹ A compter de la période d'études commençant immédiatement après la CMR-15.

10 Dans la préparation de la RPC, on s'efforcera d'utiliser au maximum des moyens électroniques pour communiquer les contributions aux participants.

11 Pour le reste, le travail sera organisé conformément aux dispositions pertinentes de la Résolution UIT-R 1.

ANNEXE 2

Lignes directrices relatives à l'élaboration du projet de Rapport de la RPC

1 Résumé analytique sur chaque point de l'ordre du jour

Conformément au § 2.5 de l'Annexe 1 de la présente Résolution, un résumé analytique sur chaque point de l'ordre du jour de la CMR doit être incorporé dans les projets de texte final de la RPC. Si un Rapporteur pour un chapitre a été désigné, il peut aider à la rédaction du résumé analytique.

En particulier, pour chaque point de l'ordre du jour de la CMR, le résumé analytique devrait présenter brièvement l'objet dudit point, récapituler les résultats des études effectuées et, surtout, décrire succinctement la ou les méthodes permettant de traiter le point de l'ordre du jour. Le résumé analytique ne devrait pas dépasser une demi-page.

2 Section «Considérations générales»

La section «Considérations générales» a pour objet de fournir de façon concise des informations générales sur les fondements sur lesquels reposent les points de l'ordre du jour (ou la ou les question(s)) et ne devrait pas dépasser une demi-page.

3 Limitation du nombre de pages et présentation des projets de texte de la RPC

Les groupes responsables devraient élaborer les projets de texte de la RPC selon la présentation et la structure convenues, conformément à la décision prise par la RPC à sa première session.

La longueur de tous les textes nécessaires ne devrait pas dépasser dix pages par point de l'ordre du jour ou par question.

Pour parvenir à cet objectif, il convient d'observer les instructions suivantes:

- les projets de texte de la RPC devraient être clairs et rédigés de façon cohérente et non ambiguë;
- le nombre de méthodes proposées pour traiter chaque point de l'ordre du jour doit être limité au minimum;
- si des sigles sont utilisés, leur signification doit être donnée in extenso la première fois qu'ils apparaissent dans le texte et la liste de tous les sigles doit figurer au début des Chapitres;
- l'utilisation des références pertinentes est préconisée afin d'éviter de citer des textes qui figurent déjà dans d'autres documents officiels de l'UIT-R.

4 Méthodes à appliquer pour traiter les points de l'ordre du jour de la CMR

Le nombre de méthodes proposées pour traiter chaque point de l'ordre du jour devrait être limité au minimum et la description de chaque méthode devrait être aussi concise que possible.

Dans les cas où plusieurs méthodes sont présentées, il sera possible d'indiquer les avantages et inconvénients de chaque méthode. Cependant, en pareils cas, les groupes responsables sont vivement encouragés à limiter à trois (3) au plus le nombre d'avantages et d'inconvénients pour chaque méthode.

Si une méthode consistant à n'apporter aucune modification est toujours envisageable et ne devrait, en principe, pas figurer au nombre des méthodes, on pourrait admettre, au cas par cas, l'inclusion d'une méthode qui prévoit expressément de n'apporter aucune modification, à condition que cette méthode soit proposée par une administration et soit accompagnée du ou des motif(s) la justifiant.

Des exemples de textes réglementaires pourraient également être élaborés pour les méthodes et présentés dans les sections pertinentes des projets de texte de la RPC consacrées aux considérations touchant à la réglementation et aux procédures.

5 Références aux Recommandations et Rapports de l'UIT-R, etc.

L'utilisation des références pertinentes est préconisée afin d'éviter de citer les textes qui figurent déjà dans des Recommandations de l'UIT-R. Il y a lieu de suivre une approche analogue pour les Rapports UIT-R au cas par cas, selon qu'il conviendra.

Si des documents de l'UIT-R sont encore au stade de la procédure d'adoption ou d'approbation de l'UIT-R ou à l'état de projets de document lorsque les projets de texte de la RPC doivent être établis sous leur forme finale, il peut y être fait référence dans les projets de texte de la RPC, étant entendu que les références seront examinées de façon plus approfondie à la seconde session de la RPC. Il ne doit pas être fait mention de documents de travail ou d'avant-projets de document dans les projets de texte de la RPC, à moins qu'ils puissent être prêts pour être examinés par l'Assemblée des radiocommunications avant la CMR.

Il y a lieu d'indiquer, si possible, le numéro exact de la version des Recommandations ou des Rapports existants de l'UIT-R dont il est fait mention dans les projets de texte de la RPC.

6 Références au Règlement des radiocommunications, aux Résolutions ou Recommandations des C(A)MR dans les projets de texte de la RPC

Outre les sections pertinentes relatives aux considérations touchant à la réglementation et aux procédures, il peut être nécessaire de faire mention de certaines dispositions du Règlement des radiocommunications, Résolutions ou Recommandations adoptées par des conférences. Toutefois, afin de limiter le nombre de pages, le texte de ces dispositions du Règlement des radiocommunications ou d'autres références réglementaires ne devrait pas être reproduit ou cité.

RÉSOLUTION UIT-R 4-6

Structure des commissions d'études des radiocommunications

(1993-1995-1997-2000-2003-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) le numéro 133 et l'article 11 de la Convention de l'UIT;
- b) que les travaux des Commissions d'études des radiocommunications sont liés à la définition des bases techniques, d'exploitation et de procédure pour l'utilisation efficace du spectre des fréquences radioélectriques et de l'orbite des satellites géostationnaires;
- c) que la coopération entre le Secteur des radiocommunications et les organisations internationales ou régionales dans le domaine de l'élaboration de normes applicables aux systèmes de radiocommunication et à leur exploitation présenterait des avantages considérables,

décide

- 1 que six Commissions d'études des radiocommunications seront constituées comme indiqué à l'Annexe 1;
- 2 que, en liaison avec le Secteur de la normalisation des télécommunications, le Secteur du développement des télécommunications, le Secrétariat général de l'UIT et les autres organisations intéressées, le Bureau des radiocommunications organisera les travaux d'un Comité de coordination pour le vocabulaire, dont le domaine de compétence est spécifié à l'Annexe 2.

ANNEXE 1

Commissions d'études des radiocommunications

COMMISSION D'ÉTUDES 1

(GESTION DU SPECTRE)

(Planification, exploitation, ingénierie, partage et contrôle du spectre)

Domaine de compétence:

Principes et techniques de gestion du spectre, principes généraux de partage, contrôle des émissions, stratégies à long terme pour l'utilisation du spectre, méthodes économiques de gestion nationale du spectre, techniques automatisées et assistance aux pays en développement en collaboration avec le Secteur du développement des télécommunications.

<i>Président:</i>	Dr S.Y. PASTUKH	(Fédération de Russie)
<i>Vice-Présidents:</i>	M. N. AL-RASHEDI	(Emirats arabes unis)
	Dr E. AZZOUZ	(Égypte)
	M. R. CHANG	(Chine)
	M. C. ELANGMANE	(Gabon)
	M. R. GARCIA DE SOUZA	(Brésil)
	Mme L. JEANTY	(Pays-Bas)
	M. L. KIBET BORUETT	(Kenya)
	Dr H. MAZAR	(Israël)
	M. V.V. SINGH	(Inde)
	M. D. SWARD	(Canada)
	M. R. TRAUTMANN	(Allemagne)

COMMISSION D'ÉTUDES 3

(PROPAGATION DES ONDES RADIOÉLECTRIQUES)

Domaine de compétence:

Propagation des ondes radioélectriques dans les milieux ionisés et les milieux non ionisés et caractéristiques du bruit radioélectrique, dans le but d'améliorer les systèmes de radiocommunication.

<i>Président:</i>	M. B. ARBESSER-RASTBURG	(ESA)
<i>Vice-Présidents:</i>	M. S. AL-MASABI	(Emirats arabes unis)
	M. F.Y.N. DAUDU	(Nigéria)
	M. S. KONE	(Côte d'Ivoire)
	M. L. OLSON	(Etats-Unis)
	Mlle M. PONTES	(Brésil)
	Dr S.I. STARCHENKO	(Fédération de Russie)
	Mme C.D. WILSON	(Australie)
	M. H. ZHU	(Chine)

COMMISSION D'ÉTUDES 4

(SERVICES PAR SATELLITE)¹

Domaine de compétence:

Systèmes et réseaux du service fixe par satellite, du service mobile par satellite, du service de radiodiffusion par satellite et du service de radiorepérage par satellite.

<i>Président:</i>	M. C. HOFER	(Etats-Unis)
<i>Vice-Présidents:</i>	M. O. BAIYE	(Nigéria)
	M. K. BINI	(Côte d'Ivoire)
	M. F. CARRILLO VALDERRÁBANO	(Mexique)
	M. A. DARVISHI	(Iran (République islamique d'))
	M. X. GAO	(Chine)
	M. N. KAWAI	(Japon)
	Mlle E. NEASMITH	(Canada)
	Dr M.M. SIMONOV	(Fédération de Russie)
	M. M. SOLIMAN	(Égypte)
	M. A. VALLET	(France)

¹ Les Commissions d'études 4 et 6 sont invitées à collaborer pour des activités conjointes, en particulier à organiser éventuellement des réunions conjointes pour décider de l'assignation des Questions liées au service de radiodiffusion par satellite, en suivant les lignes directrices ci-après:

- 1) L'ensemble ou une partie des Questions traitant de partage seront assignées à la Commission d'études 4.
- 2) L'ensemble ou une partie des Questions traitant d'utilisation des fréquences seront assignées à la Commission d'études 4.
- 3) L'ensemble ou une partie des Questions traitant d'objectifs de qualité de fonctionnement et de qualité de service seront assignées à la Commission d'études 6.
- 4) L'ensemble ou une partie des Questions traitant des critères de qualité de fonctionnement radioélectrique des liaisons par satellite pour répondre aux exigences de service spécifiées par la Commission d'études 6 seront assignées à la Commission d'études 4.

COMMISSION D'ÉTUDES 5

(SERVICES DE TERRE)

Domaine de compétence:

Systèmes et réseaux des services fixe, mobile, de radiorepérage, d'amateur et d'amateur par satellite.

<i>Président:</i>	Dr A. HASHIMOTO	(Japon)
<i>Vice-Présidents:</i>	M. E.H. ABDOURAMANE	(Cameroun)
	M. A. AL-AMRI	(Arabie saoudite)
	M. BUI HA LONG	(Viet Nam)
	M. R. CASTAÑEDA ALVAREZ	(Mexique)
	M. J. COSTA	(Canada)
	M. M. FENTON	(Royaume-Uni)
	M. A.I. KLYUCHAREV	(Fédération de Russie)
	M. G. OSINGA	(Pays-Bas)
	M. W.M. SAYED	(Égypte)
	M. I. K. SQUARE	(Guinée)
	M. L. SUN	(Chine)

COMMISSION D'ÉTUDES 6 (SERVICE DE RADIODIFFUSION)¹

Domaine de compétence:

Radiodiffusion par radiocommunications, y compris les services visuels, sonores, multimédias et de transmission de données conçus principalement pour être utilisés par le grand public.

La radiodiffusion repose sur l'utilisation de systèmes de diffusion de l'information «tous azimuts à partir d'un point fixe» offerts au grand public par l'intermédiaire de récepteurs largement disponibles sur le marché. Lorsqu'il faut disposer de la capacité d'un canal de retour (par exemple, pour le contrôle d'accès, l'interactivité, etc.), la radiodiffusion utilise le plus souvent une infrastructure de distribution asymétrique qui permet le transfert à haute capacité de l'information au public, une liaison en retour à faible capacité étant établie vers le fournisseur de services, la production et la distribution des programmes (services visuels, sonores, multimédias et de transmission de données, etc.), et qui comprend des circuits de contribution entre les studios, des circuits de collecte de l'information (ENG, SNG, etc.), la distribution primaire aux noeuds de diffusion et la distribution secondaire aux consommateurs.

Reconnaissant que la radiodiffusion par radiocommunications englobe la production de programmes et leur diffusion au grand public, comme indiqué ci-dessus, la Commission d'études examine les aspects liés à la production et aux radiocommunications, dont l'échange international de programmes ainsi que la qualité globale du service.

<i>Président:</i>	M. C. DOSCH	(Allemagne)
<i>Vice-Présidents:</i>	M. M. AYOUB	(Liban)
	M. A.O. BOLARINWA	(Nigéria)
	M. R. BUNCH	(Australie)
	Prof. O.V. GOFAÏZEN	(Ukraine)
	Mlle C. HOLIDAY	(Etats-Unis)
	M. A. KESSE	(Côte d'Ivoire)
	Dr K.-M. KIM	(Corée (Rép. de))
	M. A.H. NAFEZ	(Iran (République islamique d'))
	M. Y. NISHIDA	(Japon)
	M. M. SAAD	(Emirats arabes unis)
	M. P. ZACCARIAN	(Italie)
	M. Q. ZENG	(Chine)

COMMISSION D'ÉTUDES 7

(SERVICES SCIENTIFIQUES)

Domaine de compétence:

- 1 Systèmes d'exploitation et de recherche spatiales, d'exploration de la Terre et de météorologie, y compris l'utilisation corrélative des liaisons du service intersatellites.
- 2 Systèmes de télédétection, y compris les systèmes de détection passive et les systèmes de détection active, fonctionnant sur des plates-formes au sol ou sur des plates-formes spatiales.
- 3 Radioastronomie et radarastronomie.
- 4 Diffusion, réception et coordination des services de fréquences étalon et de signaux horaires, y compris l'application des techniques par satellite, à l'échelon mondial.

<i>Président:</i>	M. V. MEENS	(France)
<i>Vice-Présidents:</i>	Dr A. AL-ARAIMI	(Oman)
	Dr H.-S. CHUNG	(Corée (Rép. de))
	M. U.K. SRIVASTAVA	(Inde)
	M. A.V. VASSILIEV	(Fédération de Russie)
	M. J. ZUZEK	(Etats-Unis)

ANNEXE 2

CCV

(COMITÉ DE COORDINATION POUR LE VOCABULAIRE)

Domaine de compétence:

Coordination et approbation en étroite collaboration avec les Commissions d'études des radiocommunications, le Secrétariat général (Département des conférences et des publications) et les autres organisations intéressées, principalement la Commission électrotechnique internationale (CEI), en ce qui concerne:

- le vocabulaire, y compris les abréviations et sigles;
- les sujets associés (grandeurs et unités, symboles graphiques et littéraux).

<i>Président:</i>	M. I. HOBALLAH	(Liban)
<i>Vice-Présidents:</i>	Mme A. LORIDAN-BAUDRIER	(France)
	M. V.M. MINKIN	(Fédération de Russie)
	M. P. NAJARIAN	(Etats-Unis)
	M. J. RIESGO	(Espagne)
	M. M. SADIQ	(Qatar)
	M. F. XIE	(Chine)

RÉSOLUTION UIT-R 5-6

Programme de travail et Questions des Commissions d'études des radiocommunications

(1993-1995-1997-2000-2003-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) les parties de la Résolution UIT-R 1 concernant les Questions qui doivent être étudiées par les Commissions d'études des radiocommunications;
- b) que, pour une utilisation efficace des ressources disponibles, il est nécessaire que les Commissions d'études des radiocommunications se concentrent sur les questions principales et n'entreprennent pas d'études sur des sujets qui ne font pas partie du mandat de l'UIT-R;
- c) que la quantité de travail effectuée par le Bureau dépend du nombre de contributions présentées pour donner suite aux Questions attribuées aux Commissions d'études;
- d) qu'il incombe aux Commissions d'études de procéder à l'examen continu de leur programme de travail et des Questions qui leur ont été attribuées;
- e) que les fonctions dévolues aux Commissions d'études pour qu'elles contribuent à la réalisation de l'objet de l'Union sont décrites dans diverses dispositions de la Constitution et de la Convention de l'UIT,

décide

- 1 que le programme de travail d'une Commission d'études des radiocommunications sera le suivant:
 - des études, relevant du domaine de compétence de la Commission d'études, sur des sujets touchant aux points de l'ordre du jour, aux Résolutions et aux Recommandations des conférences des radiocommunications, ou encore aux Résolutions de l'UIT-R;
 - les Questions, énumérées dans les Annexes 1 à 6, attribuées à la Commission d'études.
 - des études, relevant du domaine de compétence de la Commission d'études, qui seront menées conformément au § 3.3 de la Résolution UIT-R 1.

Les textes des Questions dont la liste figure dans les Annexes 1 à 6 sont reproduits dans le Document 1 de la série de documents correspondant à la prochaine période d'études pour les différentes Commissions d'études, compte tenu du point *d)* du *considérant*;

- 2 que les catégories suivantes doivent être utilisées pour classer les Questions quant à leur priorité et leur urgence:

C: Questions concernant les conférences, dans le cadre de la préparation proprement dite des conférences mondiales ou régionales des radiocommunications et les décisions de celles-ci:

- C1: études très urgentes et prioritaires requises pour la Conférence mondiale des radiocommunications suivante;
- C2: études urgentes que l'on pense nécessaires pour d'autres conférences des radiocommunications;

- S: Questions qui sont élaborées pour tenir compte:
- des sujets que la Conférence de plénipotentiaires, toute autre conférence, le Conseil et le Comité du Règlement des radiocommunications transmettent pour étude à l'Assemblée des radiocommunications;
 - des progrès dans les techniques des radiocommunications ou des améliorations apportées à la gestion du spectre;
 - de l'évolution observée dans l'utilisation et l'exploitation des radiocommunications:
 - S1: études urgentes qui doivent être terminées dans un délai de deux ans;
 - S2: études importantes nécessaires pour le développement des radiocommunications;
 - S3: études requises qui devraient faciliter le développement des radiocommunications.

Le cas échéant, suite à une conférence mondiale ou régionale des radiocommunications, le Directeur du Bureau des radiocommunications, en consultation avec les Présidents des Commissions d'études concernées, peut classer dans les catégories appropriées les Questions dont l'étude est liée aux décisions de la conférence considérée ou à l'ordre du jour de futures conférences mondiales ou régionales des radiocommunications;

- 3 que chaque Question devra:
 - être modifiée pour tenir compte des réponses partielles;
 - identifier les Commissions d'études travaillant dans des domaines apparentés auxquelles le texte de la Question devrait être envoyé pour examen;
- 4 que les Commissions d'études examineront toutes les Questions qui leur sont assignées et adresseront à chaque Assemblée des propositions visant à:
 - identifier et classer les Questions par catégorie;
 - les supprimer lorsque les études ont été menées à bien, lorsque aucune contribution n'est attendue pendant la prochaine période d'études ou bien lorsque, conformément au § 1.7 de la Résolution UIT-R 1, aucune contribution n'a été présentée; ces Questions seront classées dans la catégorie D;
- 5 que chaque Commission d'études des radiocommunications rendra compte à chaque Assemblée des radiocommunications des progrès qui ont été faits concernant chaque Question relevant de la catégorie C1, C2 ou S1 qui lui a été attribuée;
- 6 que, dans le cadre de son programme de travail, une Commission d'études peut également entreprendre des études relevant de son mandat.

ANNEXE 1

Questions assignées à la Commission d'études 1 des radiocommunications

Gestion du spectre

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>205-1/1</u>	Stratégies à long terme pour l'utilisation du spectre	S2
<u>208/1</u>	Autres méthodes de gestion nationale du spectre	S2
<u>210-2/1</u>	Transmission d'énergie par faisceau radiofréquence	S3
<u>214/1</u>	Contrôle des signaux de radiodiffusion numérique	S2
<u>216/1</u>	Redéploiement du spectre en tant que méthode de gestion nationale du spectre	S2
<u>221-2/1</u>	Compatibilité entre systèmes de radiocommunication et systèmes de télécommunication à haut débit utilisant le réseau d'alimentation électrique câblé	S1
<u>222/1</u>	Définition des caractéristiques spectrales des émissions	S1
<u>224/1</u>	Convergence technique des applications de terre multimédia interactives fixes, mobiles et de radiodiffusion et environnement réglementaire associé	C1
<u>232/1</u>	Méthodes et techniques utilisées dans le contrôle des émissions spatiales	S2
<u>233-1/1</u>	Mesure de l'occupation du spectre	S3
<u>235/1</u>	Evolution du contrôle des émissions radioélectriques	S3
<u>236/1</u>	Incidence sur les systèmes de radiocommunication des technologies de transmission de données hertziennes ou filaires utilisées pour les systèmes de gestion des réseaux de distribution électrique	S3

ANNEXE 2

Questions assignées à la Commission d'études 3 des radiocommunications

Propagation des ondes radioélectriques

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>201-3/3</u>	Données radiométéorologiques nécessaires pour la planification des systèmes de communication de Terre et spatiale et les applications à la recherche spatiale	S2
<u>202-3/3</u>	Méthodes de prévision de la propagation à la surface de la Terre	S2
<u>203-4/3</u>	Méthodes de prévision de la propagation pour les services de radiodiffusion, fixe (accès à large bande) et mobile de Terre utilisant les fréquences au-dessus de 30 MHz	S1
<u>204-4/3</u>	Données de propagation et méthodes de prévision nécessaires aux systèmes de Terre en visibilité directe	S2
<u>205-1/3</u>	Données de propagation et méthodes de prévision nécessaires aux systèmes transhorizon	S2
<u>206-3/3</u>	Données de propagation et méthodes de prévision pour les services fixe par satellite et de radiodiffusion par satellite	S2
<u>207-4/3</u>	Données de propagation et méthodes de prévision nécessaires pour les services mobiles et de radiorepérage par satellite au-dessus de 0,1 GHz environ	S2
<u>208-3/3</u>	Facteurs de propagation relatifs aux questions de partage des bandes de fréquences affectant les services fixes par satellite et les services de Terre	S2
<u>209/3</u>	Paramètres de variabilité et de risque dans l'analyse de la qualité de fonctionnement des systèmes	S3
<u>211-5/3</u>	Données et modèles de propagation à utiliser dans la gamme des fréquences comprises entre 300 MHz et 100 GHz pour la conception des systèmes de radiocommunication hertziens de courte portée et des réseaux radioélectriques locaux d'entreprise (RRLE)	S1
<u>212-2/3</u>	Propriétés de l'ionosphère	S3
<u>213-2/3</u>	Prévisions à court terme des paramètres d'exploitation pour les services de radiocommunication et de radionavigation aéronautique transionosphériques	S3
<u>214-3/3</u>	Bruit radioélectrique	S3
<u>218-4/3</u>	Effets de l'ionosphère sur les systèmes spatiaux	S2
<u>221-1/3</u>	Propagation par l'intermédiaire de l'ionisation sporadique de la Région E et d'autres phénomènes d'ionisation	S3
<u>222-2/3</u>	Mesures et banques de données des caractéristiques et du bruit ionosphériques	S2
<u>225-5/3</u>	Prévision des facteurs de propagation qui influent sur les systèmes en ondes kilométriques et hectométriques, y compris ceux qui utilisent des techniques de modulation numérique	S3
<u>226-3/3</u>	Caractéristiques ionosphériques et troposphériques le long des trajets de satellite à satellite	S2
<u>227-1/3</u>	Simulation de canaux à ondes décimétriques	S3

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>228-1/3</u>	Données de propagation requises pour la planification des systèmes de radiocommunications spatiales et des systèmes des services scientifiques spatiaux fonctionnant au-dessus de 275 GHz	C1
<u>229-1/3</u>	Prévision des conditions de propagation de l'onde ionosphérique, de l'intensité des signaux, de la qualité de fonctionnement et de la fiabilité des circuits aux fréquences comprises entre 1,6 et 30 MHz environ, en particulier pour les systèmes qui utilisent des techniques de modulation numérique	S2
<u>230-1/3</u>	Méthodes et modèles de prévision applicables aux systèmes de télécommunication à courants porteurs sur lignes électriques	S1
<u>231/3</u>	Effet des rayonnements électromagnétiques provenant des sources artificielles sur la qualité de fonctionnement des systèmes et réseaux de radiocommunication	S2

ANNEXE 3

Questions assignées à la Commission d'études 4* des radiocommunications

Services par satellite

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>42-1/4</u>	Caractéristiques des antennes de station terrienne du service fixe par satellite	S1
<u>46-3/4</u>	Caractéristiques d'accès multiple préférées dans le service fixe par satellite	S2
<u>70-1/4</u>	Protection de l'orbite des satellites géostationnaires contre des brouillages inacceptables provenant de stations terriennes d'émission appartenant au service fixe par satellite et fonctionnant à des fréquences supérieures à 15 GHz	S3
<u>73-2/4</u>	Disponibilité des conduits ou circuits numériques dans le service fixe par satellite et interruptions de trafic	S2
<u>75-3/4</u>	Objectifs de qualité des liaisons de transmission numériques internationales dans le service fixe par satellite	S1
<u>83-6/4</u>	Utilisation efficace du spectre radioélectrique et partage des fréquences dans le service mobile par satellite	S1
<u>84-4/4</u>	Utilisation d'orbites autres que celle des satellites géostationnaires dans les services mobiles par satellite	S2
<u>87-4/4</u>	Caractéristiques de transmission d'un système de télécommunication mobile par satellite	S2
<u>88-1/4</u>	Caractéristiques de propagation et caractéristiques des antennes de stations terriennes mobiles pour les services mobiles par satellite	S3
<u>91-1/4</u>	Caractéristiques techniques et d'exploitation du service de radiorepérage par satellite	S2
<u>109-1/4</u>	Caractéristiques du système mondial de détresse et de sécurité en mer requises pour les systèmes des services mobiles par satellite fonctionnant dans les bandes 1 530-1 544 MHz et 1 626,5-1 645,5 MHz	S1
<u>110-1/4</u>	Brouillage du service mobile aéronautique (R) par satellite	S2
<u>201-1/4</u>	Partage des fréquences entre les services mobiles par satellite et d'autres services	S2
<u>203-1/4</u>	Incidence de l'emploi de petites antennes sur l'efficacité d'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires	S2
<u>205-1/4</u>	Partage des fréquences entre les liaisons de connexion aux satellites non géostationnaires du service mobile par satellite utilisant les fréquences attribuées au service fixe par satellite	S2
<u>208/4</u>	Utilisation de méthodes statistiques et stochastiques d'évaluation du brouillage entre réseaux à satellite du service fixe par satellite	S3

* Voir la note de bas de page relative à cette Commission d'études dans la Résolution UIT-R 4.

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
209/4	Utilisation des bandes de fréquences attribuées au service fixe par satellite, à la fois pour les liaisons montantes et les liaisons descendantes des systèmes à satellites géostationnaires	S2
210-1/4	Caractéristiques techniques des stations terriennes mobiles fonctionnant avec des systèmes non géostationnaires (non OSG) du service mobile par satellite utilisables à l'échelle mondiale dans la bande 1-3 GHz	S1
211-2/4	Critères de brouillage et méthodes de calcul pour le service mobile par satellite	S2
214/4	Incidences d'ordre technique de l'utilisation de faisceaux de satellite orientables et reconfigurables	S1
217-2/4	Brouillages causés au service de radionavigation par satellite et en particulier au système mondial de navigation par satellite de l'OACI	S1
218-1/4	Compatibilité entre les satellites du service fixe par satellite avec traitement du signal à bord et les réseaux de Terre	S2
227/4	Caractéristiques techniques et opérationnelles des communications d'urgence dans le service mobile par satellite	S1
231/4	Partage entre réseaux du service fixe par satellite à satellites non géostationnaires et d'autres réseaux du service fixe par satellite	S2
233/4	Systèmes numériques de télécommunication par satellite et leurs architectures associées conçus pour l'utilisateur	S2
236/4	Critères de brouillage applicables au service fixe par satellite et méthodes de calcul associées	S2
244/4	Partage entre les liaisons de connexion du service mobile par satellite (non géostationnaire) dans la bande 5 091-5 250 MHz et le service de radionavigation aéronautique dans la bande 5 000-5 250 MHz	S2
245-1/4	Limites des émissions hors bande et des rayonnements non essentiels	S1
248/4	Partage de fréquences entre systèmes du service fixe par satellite et réseaux numériques sans fil aux environs de 5 GHz	S3
263-1/4	Objectifs de qualité de fonctionnement des liaisons numériques du service fixe par satellite pour la transmission de paquets en protocole Internet ou de couche supérieure	S1
264/4	Caractéristiques techniques et opérationnelles des réseaux du service fixe par satellite fonctionnant au-dessus de 275 GHz	S2
266/4	Caractéristiques techniques des stations terriennes à haute densité du service fixe par satellite fonctionnant avec des réseaux du service fixe par satellite OSG dans les bandes des 20/30 GHz	S2
267/4	Considérations techniques et opérationnelles relatives à la publication anticipée, la coordination et la notification des réseaux du service fixe par satellite	S2
268/4	Elaboration de méthodes permettant d'évaluer les niveaux des rayonnements non désirés provenant des satellites avant leur lancement	S3
270-1/4	Systèmes du service fixe par satellite utilisant des signaux avec étalement sur une très large bande	S2
271/4	Brouillages entre porteuses utilisées pour le reportage d'actualités par satellite (RAS) causés par un accès involontaire	S1
272/4	Utilisation en partage de fréquences entre le SFS et le service de recherche spatiale dans les bandes 37,5-38 GHz et 40-40,5 GHz	S2

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
273/4	Faciliter la modernisation des systèmes de télécommunication de l'aviation civile et le développement des systèmes de télécommunication dans les régions reculées et en développement à l'aide des réseaux à satellite existants et en projet	S1
274/4	Méthodes techniques permettant d'améliorer l'utilisation du spectre et de l'orbite	S1
275/4	Objectifs de qualité de fonctionnement des liaisons numériques du service fixe par satellite et du service mobile par satellite faisant partie des réseaux de prochaine génération	S2
276/4	Disponibilité des circuits numériques des services mobiles par satellite	S2
277/4	Objectifs de qualité des services mobiles numériques par satellite	S2
278/4	Mesures opérationnelles visant à respecter la limitation de la puissance surfacique au titre de l'Article 21 du Règlement des radiocommunications	S1
279/4	Radiodiffusion par satellite de télévision à haute définition	S1
280/4	Antennes de station terrienne de réception pour le service de radiodiffusion par satellite	S1
281/4	Utilisation des techniques numériques dans le service de radiodiffusion par satellite (radiodiffusion sonore et télévisuelle)	S1
282/4	Questions relatives au partage des fréquences en vue de la mise en oeuvre du service de radiodiffusion par satellite (sonore) dans la gamme de fréquences 1-3 GHz	S1
283/4	Etudes sur le partage entre la télévision à haute définition dans le service de radiodiffusion par satellite et d'autres services	S1
284/4	Questions de gestion du spectre liées à la mise en oeuvre du service de radiodiffusion par satellite (sonore) dans la gamme de fréquences 1-3 GHz	S1
285/4	Radiodiffusion numérique de plusieurs services et programmes dans le service de radiodiffusion par satellite	S1
286/4	Contributions des services mobile et d'amateur et des services par satellite correspondants à l'amélioration des communications en cas de catastrophe	S2
287/4	Caractéristiques techniques et opérationnelles de la transmission en mode paquet dans les services mobiles par satellite	S1
288/4	Systèmes du service de radionavigation par satellite (espace vers Terre, espace-espace, Terre vers espace): caractéristiques et besoins d'exploitation	S2
289/4	Systèmes de radiodiffusion interactive par satellite (télévision, son et données)	S1
290/4	Moyens de radiodiffusion par satellite pour l'alerte du public, l'atténuation des effets des catastrophes et les secours en cas de catastrophe	S1

ANNEXE 4

Questions assignées à la Commission d'études 5 des radiocommunications

Services de Terre

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>1-4/5</u>	Protection contre les brouillages et champs minima nécessaires dans les systèmes du service mobile terrestre	S2
<u>7-6/5</u>	Caractéristiques des appareils pour le service mobile terrestre entre 25 et 6 000 MHz	S2
<u>37-5/5</u>	Systèmes mobiles terrestres numériques pour un trafic de dispatching	S2
<u>48-6/5</u>	Techniques et fréquences utilisées dans le service d'amateur et le service d'amateur par satellite	S2
<u>62-2/5</u>	Brouillages causés au service mobile aéronautique et au service de radionavigation aéronautique	S2
<u>77-7/5</u>	Examen des besoins des pays en développement en matière d'élaboration et mise en oeuvre des IMT	S2
<u>99-1/5</u>	Brouillages dus aux produits d'intermodulation dans le service mobile terrestre entre 25 et 6 000 MHz	S2
<u>101-4/5</u>	Exigences de qualité de service dans le service mobile terrestre	S2
<u>106-1/5</u>	Critères de partage à appliquer entre les services de radiodiffusion sonore par satellite et de radiodiffusion de terre complémentaire et les services mobile et d'amateur dans la gamme 1-3 GHz	C2
<u>110-2/5</u>	Diagrammes de rayonnement des antennes des stations hertziennes fixes point à point, à utiliser dans les études sur le partage des fréquences	S2
<u>111-3/5</u>	Critères de partage entre le service de radiodiffusion (sonore et télévisuelle) par satellite et le service fixe	C1
<u>113-2/5</u>	Partage des fréquences et compatibilité entre les systèmes du service fixe et les systèmes des services d'exploration de la Terre par satellite et de recherche spatiale	C1
<u>118-4/5</u>	Critères de partage entre les services mobiles par satellite et le service fixe	C1
<u>133-1/5</u>	Critères pour le partage entre les services fixe et mobile terrestre dans les bandes de fréquences supérieures à 0,5 GHz environ	S2
<u>145-2/5</u>	Caractéristiques requises pour la transmission de données à grande rapidité de modulation sur des circuits radioélectriques en ondes décimétriques	S2
<u>158-1/5</u>	Protocoles de transmission de données par paquets pour les systèmes fonctionnant à des fréquences inférieures à environ 30 MHz	S3
<u>202-3/5</u>	Rayonnements non désirés émanant de radars primaires	S2
<u>205-4/5</u>	Systèmes de transport intelligents	S2
<u>208-1/5</u>	Evolution des systèmes mobiles terrestres aux IMT-2000	S2
<u>209-3/5</u>	Contributions des services mobile et d'amateur et des services par satellite correspondant à l'amélioration des communications en cas de catastrophe	S2

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
212-3/5	Systèmes d'accès hertzien nomades, en particulier réseaux locaux hertziens pour applications mobiles	S2
215-3/5	Bandes de fréquences, caractéristiques techniques et spécifications opérationnelles des systèmes d'accès hertzien fixes dans les services fixe ou mobile terrestre	S2
225/5	Brouillages causés aux services mobile maritime et mobile aéronautique dans les bandes d'ondes décimétriques par des stations non autorisées	S1
229-3/5	Poursuite du développement de la composante de Terre des systèmes IMT	S1
230-2/5	Techniques radioélectriques logicielles	S2
231/5	Exploitation du service de télémesure aéronautique à large bande dans les bandes au-dessus de 3 GHz	S2
233/5	Critères de partage entre stations du service fixe et stations du service mobile aéronautique dans les bandes comprises entre 37 GHz et 50 MHz	S2
235/5	Critères de protection applicables aux systèmes aéronautiques et maritimes	S2
238-1/5	Systèmes d'accès hertzien large bande pour le service mobile	S2
240/5	Caractéristiques techniques et opérationnelles et besoins en fréquence des systèmes radar haute fréquence à ondes de surface fonctionnant dans la gamme de fréquences comprises entre 3 et 50 MHz	S2
241-1/5	Systèmes de radiocommunication cognitifs dans le service mobile	S2
242/5	Diagrammes de rayonnement de référence d'antennes équidirectives et sectorielles de systèmes point-à-multipoint destinés à être utilisés dans les études de partage	S2
243/5	Caractéristiques des systèmes du service fixe exploités dans les bandes de fréquences inférieures à 1 GHz et critères de partage associés	S2
245/5	Applications du service fixe dans les fréquences supérieures à 3 000 GHz	C1
246/5	Caractéristiques techniques et disposition des canaux requise pour les systèmes adaptatifs à ondes décimétriques	S2
247/5	Dispositions des canaux radioélectriques pour les systèmes hertziens fixes	S2
248/5	Caractéristiques techniques et opérationnelles pour les systèmes du service fixe utilisés pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours	S2
249/5	Caractéristiques techniques et prescriptions opérationnelles des communications hertziennes entre équipements d'avionique à bord d'un aéronef (WAIC)	S2
250/5	Systèmes d'accès sans fil du service mobile terrestre fournissant des télécommunications à un grand nombre de capteurs ubiquitaires et/ou d'actionneurs dispersés sur des zones étendues	S2
251/5	Aspects techniques et opérationnels des antennes de stations de base passives et actives pour les systèmes IMT	S1

ANNEXE 5

Questions assignées à la Commission d'études 6* des radiocommunications

Service de radiodiffusion

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>2/6</u>	Caractéristiques de mesure audio à utiliser pour la production sonore numérique	S1
<u>4-2/6</u>	Paramètres de planification pour la radiodiffusion télévisuelle numérique dans les canaux de Terre	S2
<u>9/6</u>	Émetteurs et réémetteurs universels pour la radiodiffusion télévisuelle analogique et numérique par voie hertzienne de Terre	S2
<u>11/6</u>	Polarisation des émissions dans le service de radiodiffusion de Terre	S2
<u>12-2/6</u>	Codage générique avec réduction du débit binaire des signaux vidéonumériques pour la production, la contribution, la distribution primaire et secondaire, la diffusion et les applications connexes	S2
<u>14/6</u>	Téléviseurs numériques et analogiques-numériques et caractéristiques d'antenne de réception nécessaires pour la planification des fréquences attribuées à la radiodiffusion télévisuelle de Terre	S2
<u>15-2/6</u>	Imagerie numérique sur grand écran (LSDI)	S2
<u>16-2/6</u>	Radiodiffusion numérique interactive	S2
<u>19-1/6</u>	Codage, avec réduction du débit binaire, des signaux audio pour les applications de radiodiffusion	S2
<u>21/6</u>	Caractéristiques des systèmes de réception du service de radiodiffusion par satellite (radiodiffusion sonore et télévisuelle)	S2
<u>23/6</u>	Caractéristiques des systèmes du service de radiodiffusion par satellite (sonore) pour la réception individuelle au moyen de récepteurs portatifs et à bord de véhicules	C2
<u>27/6</u>	Récepteurs pour la radiodiffusion sonore en-dessous de 30 MHz	S2
<u>29/6</u>	Emission d'informations supplémentaires avec le même émetteur en radiodiffusion sonore à modulation de fréquence	S2
<u>30/6</u>	Antennes d'émission et de réception en ondes métriques et décimétriques	S2
<u>32-1/6</u>	Protection requise des systèmes de radiodiffusion contre les brouillages causés par les rayonnements provenant de systèmes de télécommunication filaires, d'appareils industriels, scientifiques et médicaux et de dispositifs à courte portée	S1
<u>34-2/6</u>	Formats de fichiers et transport pour l'échange de signaux audio, de signaux vidéo, de données et de métadonnées dans les milieux professionnels de la télévision et de l'imagerie numérique sur grand écran	S2
<u>40-2/6</u>	Imagerie à extrêmement haute résolution	S2
<u>44-4/6</u>	Paramètres de qualité objective des images et méthodes de mesure et de contrôle associées pour les images de télévision numérique	S3
<u>45-3/6</u>	Radiodiffusion d'applications multimédia et d'applications de données	S2

* Voir la note de bas de page relative à cette Commission d'études dans la Résolution UIT-R 4.

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
46-1/6	Besoins de l'utilisateur en ce qui concerne les métadonnées associées à la production, la post-production, l'enregistrement et l'archivage numériques de programmes radiophoniques et télévisuels en radiodiffusion	S1
48/6	Contrôle en service de la qualité audio perçue dans les réseaux de distribution et de radiodiffusion	S1
49-1/6	Systèmes de radiodiffusion à accès conditionnel	S2
51/6	Réception par onde ionosphérique en radiodiffusion (B.km, B.hm et B.dam)	S1
52-1/6	Couverture en radiodiffusion (B.km, B.hm et B.dam)	S1
53/6	Normes pour la diffusion de plusieurs voies son dans un canal de télévision en radiodiffusion de Terre ou par satellite y compris la télévision à haute définition et à définition améliorée	S2
55/6	Evaluation subjective de la qualité du son en radiodiffusion utilisant des techniques numériques	S2
56-1/6	Caractéristiques de systèmes de radiodiffusion sonore numérique de Terre pour récepteurs à bord de véhicules, portatifs et fixes	S1
59-1/6	Archivage de programmes sonores en radiodiffusion	S2
60/6	Radiodiffusion numérique aux fréquences en dessous de 30 MHz	S2
62/6	Evaluation subjective des dégradations faibles, moyennes ou importantes de la qualité sonore	S2
64-1/6	Paramètres de planification pour la radiodiffusion numérique aux fréquences inférieures à 30 MHz	S1
65/6	Besoins en fréquence de la radiodiffusion sonore	S1
69-1/6	Conditions nécessaires au fonctionnement satisfaisant d'un service de télévision en présence de signaux réfléchis	S1
80/6	Codage pour la radiodiffusion dans des canaux de Terre à bande étroite de signaux de télévision à codage numérique	S1
88/6	Evaluation subjective des images de télévision stéréoscopiques	S3
89-1/6	Exigences des utilisateurs concernant le reportage électronique d'actualités	S1
93/6	Besoins de fréquences associés aux reportages d'actualités par satellite	S2
95/6	Utilisation des technologies informatiques dans les applications de radiodiffusion télévisuelle	S2
96-1/6	Besoins de l'utilisateur dans le domaine des protocoles de gestion et de transfert de contenus multimédias pour la production, l'enregistrement et l'archivage de programmes de télévision	S3
99/6	Relations entre qualité, méthode d'évaluation de la qualité et type d'application dans un environnement multimédia	S2
100/6	Niveaux de qualité des images de télévision et des images multimédias	S1
102-1/6	Méthodes d'évaluation subjective de la qualité audio et de la qualité vidéo	S1
105/6	Spectre nécessaire à la radiodiffusion télévisuelle	S1
108/6	Radiodiffusion sonore numérique dans la bande 7 (ondes décimétriques) en Zone tropicale	S1

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>109/6</u>	Surveillance en service de la qualité audiovisuelle perçue pour les réseaux de radiodiffusion et de distribution	S1
<u>111-1/6</u>	Méthodes techniques pour la protection des données personnelles des utilisateurs finals de systèmes de radiodiffusion interactive (télévision, son, données)	S1
<u>112-1/6</u>	Lignes directrices relatives aux fonctionnalités des installations utilisant des serveurs numériques pour l'enregistrement, l'archivage et la lecture de programme de radiodiffusion	S2
<u>113/6</u>	Diffusion d'informations interactives en provenance et à destination de salles de projection d'images numériques sur grand écran au moyen de systèmes de radiodiffusion	S2
<u>114/6</u>	Caractéristiques des téléviseurs et des antennes de réception de télévision, essentielles pour la planification des fréquences	S2
<u>118-1/6</u>	Moyens de radiodiffusion pour l'alerte du public, l'atténuation des effets des catastrophes et les secours en cas de catastrophe	S1
<u>120/6</u>	Radiodiffusion sonore numérique en Région 2	S1
<u>121/6</u>	Microphones sans fil: spécifications en ce qui concerne l'utilisation du spectre et spécifications relatives aux utilisateurs	S1
<u>122/6</u>	Méthodes de mesure objectives perceptuelles de la qualité audio	S1
<u>123/6</u>	Méthodes concernant la production des programmes destinées à améliorer la qualité d'image perçue des programmes numériques de radiodiffusion télévisuelle à définition normale et de radiodiffusion télévisuelle à haute définition	S1
<u>124/6</u>	Méthodes de mesure pour la vérification et la validation des procédures de planification de la radiodiffusion télévisuelle et sonore numérique	S1
<u>125/6</u>	Télévision stéréoscopique	S1
<u>126-1/6</u>	Pratiques d'exploitation recommandées pour adapter les émissions télévisuelles à des applications de radiodiffusion ayant des niveaux de qualité, des dimensions et des formats d'image différents	S2
<u>127/6</u>	Techniques de limitation des brouillages nécessaires pour l'utilisation de la modulation numérique dans la bande de radiodiffusion à «26 MHz» pour une couverture locale	S3
<u>128-1/6</u>	Radiodiffusion télévisuelle numérique tridimensionnelle (3D)	S3
<u>129/6</u>	Incidence des techniques de traitement et de compression des signaux audio sur les émissions de radiodiffusion sonore de Terre en modulation de fréquence en ondes métriques	S2
<u>130/6</u>	Interfaces numériques pour les applications de production et de postproduction dans les systèmes de radiodiffusion	S2
<u>131/6</u>	Format de données pour le noyau commun dans le cas de la radiodiffusion multimédia	S2
<u>132-2/6</u>	Radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre: technologies et planification	S3
<u>133/6</u>	Améliorations de la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre	S3
<u>134/6</u>	Enregistrement de programmes audionumériques pour les échanges internationaux	S2
<u>135/6</u>	Paramètres des systèmes audionumériques	S2

ANNEXE 6

Questions assignées à la Commission d'études 7 des radiocommunications

Services scientifiques

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>110-2/7</u>	Codes horaires	S2
<u>111-1/7</u>	Retards dus aux antennes et aux autres circuits et étalonnage nécessaire pour le transfert de signaux horaires de haute précision	S2
<u>118-2/7</u>	Facteurs intervenant dans le partage des fréquences entre les systèmes à satellites relais de données et les systèmes relevant d'autres services	S2
<u>129-3/7</u>	Rayonnements non désirés produits et reçus par les stations des services scientifiques	S2
<u>139-4/7</u>	Transmission de données pour les systèmes à satellites d'exploration de la Terre	S2
<u>141-4/7</u>	Transmission de données pour les systèmes de météorologie par satellite	S2
<u>145-2/7</u>	Facteurs techniques dont dépend la protection des observations de radioastronomie	S2
<u>146-2/7</u>	Critères à appliquer pour l'évaluation des brouillages causés à la radioastronomie	S2
<u>149-1/7</u>	Utilisation des fréquences sur la face cachée de la Lune	S2
<u>152-2/7</u>	Emissions de fréquences étalon et de signaux horaires par satellite	S2
<u>207-3/7</u>	Transfert du temps et des fréquences sur des liaisons de communication numériques	S2
<u>211/7</u>	Partage des fréquences entre le service de recherche spatiale et d'autres services dans les bandes 37-38 GHz et 40-40,5 GHz	S2
<u>221/7</u>	Bandes de fréquences préférées et critères de protection pour les observations du service de recherche spatiale (passive)	S2
<u>222-2/7</u>	Liaisons de radiocommunication entre stations terriennes et missions lunaires et planétaires par l'intermédiaire de satellites relais de données lunaires et/ou planétaires	S2
<u>226-1/7</u>	Partage des fréquences entre le service de radioastronomie et d'autres services dans les bandes au-dessus de 70 GHz	S2
<u>230-1/7</u>	Bandes de fréquences préférées et critères de protection applicables aux mesures de radioastronomie effectuées dans l'espace	S2
<u>231/7</u>	SETS (active) et Service de recherche spatiale (active) au-dessus de 100 GHz	S2
<u>232-1/7</u>	Partage de fréquences entre les détecteurs passifs spatioportés et d'autres services dans les bandes 10,60-10,68 GHz, 31,5-31,8 GHz et 36-37 GHz	S2
<u>234/7</u>	Partage de fréquences entre systèmes de détection actifs du service d'exploration de la Terre par satellite et systèmes exploités dans d'autres services dans la bande 1 215-1 300 MHz	S2
<u>235-1/7</u>	Caractéristiques techniques et opérationnelles des applications des services scientifiques fonctionnant au-dessus de 275 GHz	S2
<u>236/7</u>	Evolution de l'échelle de temps UTC	S2

Numéro de la Question UIT-R	Titre	Catégorie
<u>237/7</u>	Facteurs techniques et opérationnels relatifs aux méthodes de réduction des brouillages pour les stations de radioastronomie	S2
<u>238/7</u>	Source de signaux horaires sécurisée pour autorité de pointage temporel	S2
<u>239/7</u>	Codes horaires pour l'instrumentation	S2
<u>242/7</u>	Zones de silence radioélectrique	S2
<u>244/7</u>	Brouillages entre les services de fréquences étalon et de signaux horaires exploités entre 20 et 90 kHz	S2
<u>245/7</u>	Brouillages causés par du bruit provenant de sources électriques au service des fréquences étalon et des signaux horaires exploités dans la bande d'ondes kilométriques	S2
<u>246/7</u>	Besoins futurs de largeur de bande pour le service de recherche spatiale (espace lointain)	S2
<u>247/7</u>	Radiocommunications d'urgence pour les vols spatiaux habités	S2
<u>248/7</u>	Informations horaires provenant des systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS) et de leurs systèmes complémentaires	S2
<u>249/7</u>	Informations horaires et fréquentielles fournies par le système LORAN (LOng Range Aid to Navigation) «amélioré» (eLORAN)	S2
<u>250/7</u>	Application et amélioration du transfert bidirectionnel par satellite de signaux horaires et de fréquence (TWSTFT)	S2
<u>251/7</u>	DéTECTEURS passifs au sol	S2
<u>252/7</u>	Paramètres nécessaires pour l'enregistrement des systèmes de radioastronomie répartis	S2
<u>253/7</u>	Effets de la relativité dans le transfert du temps et des fréquences à proximité de la Terre et dans le système solaire	S2

RÉSOLUTION UIT-R 6-1*

Liaison et collaboration avec le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT

(1993-2000)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que les Commissions d'études des radiocommunications (UIT-R) sont chargées de s'occuper essentiellement des aspects suivants dans l'étude des Questions qui leur sont attribuées:
 - «a) l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques dans les radiocommunications de Terre et les radiocommunications spatiales ainsi que de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites de satellite;
 - b) les caractéristiques et la qualité de fonctionnement des systèmes radioélectriques;
 - c) le fonctionnement des stations de radiocommunication;
 - d) les aspects «radiocommunication» des questions relatives à la détresse et à la sécurité» (article 11 de la Convention de l'UIT, numéros 151 à 154);
- b) que les Commissions d'études de la normalisation des télécommunications (UIT-T) sont chargées:
 - «... d'étudier les questions techniques, d'exploitation et de tarification et de rédiger des Recommandations à ce sujet en vue de la normalisation universelle des télécommunications, notamment des Recommandations sur l'interconnexion des systèmes radioélectriques dans les réseaux de télécommunication publics et sur la qualité requise de ces interconnexions» (article 14 de la Convention, numéro 193);
- c) que les deux Secteurs ont été chargés de s'entendre sur l'attribution des tâches et d'évaluer en permanence leur répartition (numéros 158 et 195 de la Convention);
- d) que la répartition initiale des tâches entre l'UIT-T et l'UIT-R a été achevée,

considérant en outre

la Résolution 16 de la Conférence de plénipotentiaires (Rév. Minneapolis, 1998),

notant

que la Résolution 18 de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (Montréal, 2000) prévoit des mécanismes relatifs à l'examen continu de la répartition des tâches et de la coopération entre l'UIT-R et l'UIT-T,

décide

1 d'attirer l'attention du Groupe consultatif des radiocommunications en collaboration avec le Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications, au besoin, lors de réunions conjointes, sur la nécessité de poursuivre l'examen des tâches nouvelles et actuelles ainsi que de

* La présente Résolution doit être portée à l'attention du Secteur de la normalisation des télécommunications.

leur répartition entre ces deux Secteurs, pour approbation par les Membres, conformément aux procédures applicables à l'approbation de Questions nouvelles ou révisées et compte tenu des activités et des résultats de la restructuration en cours entreprise à l'UIT;

2 que les principes de répartition des tâches entre le Secteur des radiocommunications et le Secteur de la normalisation des télécommunications (voir l'Annexe 1) devraient être appliqués pour orienter la répartition des tâches entre les Secteurs;

3 que, au cas où les deux Secteurs indiqueraient qu'ils ont de lourdes responsabilités dans un domaine particulier:

- a) la procédure décrite à l'Annexe 2 devrait être appliquée, ou
- b) une réunion commune pourra être organisée par les Directeurs, ou
- c) la question devrait être étudiée par les Commissions d'études concernées des deux Secteurs dans le cadre d'une coordination appropriée (voir l'Annexe 3),

invite

les Directeurs du Bureau des radiocommunications et du Bureau de la normalisation des télécommunications à respecter rigoureusement les dispositions du § 3 du *décide* et à rechercher des moyens de renforcer cette coopération.

ANNEXE 1

Principes de la répartition des tâches entre le Secteur des radiocommunications et le Secteur de la normalisation des télécommunications

1 Généralités

Principe 1

Dans chaque Secteur, la méthode de travail doit être adaptée aux tâches à effectuer, la coordination étant confiée à une Commission d'études compétente (ou à un Groupe désigné à cette fin). Les tâches détaillées relevant d'un même programme de travail ou d'un même domaine d'études devraient être ensuite à nouveau réparties et des dispositions particulières devraient être prises pour l'exécution des travaux qui relèvent des domaines de compétence des deux Secteurs.

La planification des travaux peut aller de la définition de concepts de service ou de système jusqu'à la spécification et la corrélation plus détaillées des différentes tâches en passant par la mise au point d'architectures globales de réseaux et de services et l'identification des interfaces requises.

Les activités liées au réexamen régulier des Recommandations existantes doivent relever d'un domaine de travail général.

2 Rôle respectif des deux Secteurs

Cette formule, qui privilégie la répartition des tâches, devrait permettre aux experts des deux Secteurs de travailler au sein d'une équipe bien gérée.

Principe 2

Les travaux du Secteur de la normalisation des télécommunications englobent l'interfonctionnement des systèmes radioélectriques dans les réseaux de télécommunication publics ou des systèmes radioélectriques qui doivent être interconnectés pour acheminer la correspondance publique.

NOTE 1 – Correspondance publique: Toute télécommunication que les bureaux ou les stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.

De plus, les Recommandations élaborées par le Secteur de la normalisation des télécommunications doivent tenir compte des caractéristiques particulières des systèmes radioélectriques. De même, les travaux du Secteur des radiocommunications doivent venir compléter ceux du Secteur de la normalisation des télécommunications, en particulier lorsqu'ils touchent à l'emploi de techniques propres aux systèmes radioélectriques dans des réseaux de télécommunication. Les deux Secteurs devront donc examiner les questions d'interface.

L'expression «correspondance publique» ne doit pas être interprétée de façon trop restrictive dans le Principe 2 (et ailleurs). Le verbe «englober» sous-entend que l'acheminement de catégories apparentées de trafic (communications gouvernementales de service par exemple) ou d'applications d'utilisateur n'est pas exclu.

Principe 3

Les travaux du Secteur des radiocommunications liés aux normes de réseaux comprennent des études sur les caractéristiques, la qualité de fonctionnement, l'exploitation et les aspects «spectre» des matériels ou systèmes radioélectriques nécessaires pour prendre en charge les mécanismes d'interconnexion et d'interfonctionnement recensés par le Secteur de la normalisation des télécommunications.

Les caractéristiques des matériels radioélectriques sont celles qui touchent aux matériels proprement dits et au milieu physique dans lequel ces matériels doivent fonctionner. A titre d'exemple, on peut citer la qualité de fonctionnement, la modulation, le codage, la correction des erreurs, la maintenance et d'autres éléments qui peuvent influencer sur les signaux d'interface et les protocoles qui seront pris en charge.

Principe 4

Avant d'attribuer des tâches spécifiques, il convient d'identifier aussi précisément que possible les services, les architectures de réseau et les interfaces.

Par exemple, le Secteur de la normalisation des télécommunications et le Secteur des radiocommunications devraient définir ensemble les interfaces acceptées par le système considéré. Le Secteur des radiocommunications devra en outre déterminer le domaine d'application et les fonctionnalités des systèmes radioélectriques qui devront être mis en œuvre pour satisfaire les besoins d'interface et pour assurer une utilisation optimale du spectre et de l'orbite.

Principe 5

Les travaux propres au Secteur des radiocommunications portent sur les questions liées à l'utilisation efficace du spectre et des orbites et, entre autres, sur tous les aspects des services non utilisés pour la correspondance publique, par exemple le service de radiorepérage, les services de radiocommunication mobiles indépendants, la radiodiffusion, les communications de détresse et de sécurité, la télédétection, le service d'amateur et la radioastronomie.

Principe 6

Les études d'un Secteur doivent compléter celles de l'autre Secteur lorsqu'une tâche relève des domaines de compétence des deux Secteurs (qui devront peut-être, solution la plus pratique, mener ensemble des études). Pour l'attribution des tâches proprement dites, le Secteur assurant la coordination (en tant qu'utilisateur) pourra donner des indications sur «les caractéristiques souhaitables/requises». Le Secteur fournisseur potentiel (ou la Commission d'études) pourra, de sa propre initiative, ou en réponse à une demande, donner des indications sur les possibilités offertes par telle ou telle technologie en termes de «caractéristiques réalisables/types».

Du fait de leur interdépendance, les deux Secteurs devront coopérer de manière suivie dans les domaines d'intérêt commun. Le Secteur assurant la coordination devra utiliser au mieux les compétences et les connaissances reconnues lorsqu'il définira les tâches liées à l'élaboration des normes applicables à un service utilisant une technologie qui sera du ressort des deux Secteurs. Des Groupes ad hoc mixtes pourraient au besoin être créés pour que les travaux se déroulent le mieux possible ou que l'échange d'informations soit optimal.

3 Coordination des nouvelles Questions

Il est nécessaire de coordonner les nouvelles Questions. A cet égard, il est indispensable de maintenir un bon rythme de travail et une qualité satisfaisante des résultats obtenus et d'éviter tout retard dans le déroulement des travaux en cours.

Principe 7

Les travaux de normalisation devraient se poursuivre dans l'un et l'autre Secteur tandis que des dispositions appropriées seront prises pour maintenir le rythme de travail et la qualité des résultats obtenus.

La coordination des Questions devrait être suivie et réexaminée par les Groupes consultatifs afin de produire, dans les meilleurs délais et régulièrement, des résultats.

Certaines nouvelles Questions pourront comprendre des éléments qui relèvent des deux Secteurs. Conformément à l'approche adoptée et dans un souci de bonne gestion, il conviendra de modifier ces Questions afin de définir clairement les tâches qui reviennent à chaque Secteur ou de prendre, au besoin, des dispositions communes.

Principe 8

Les Commissions d'études devraient rester efficaces et compétentes dans un environnement privilégiant les tâches.

Privilégier les tâches ne doit pas se traduire par la création de nombreux groupes chargés de projets indépendants qui risquent de faire double emploi ou de s'écarter des objectifs fixés. Lorsqu'il y a lieu de constituer un Groupe spécial (par exemple pour s'occuper de problèmes d'interfaces ou d'interfonctionnement), ce groupe doit faire appel aux Commissions d'études concernées et limiter le domaine d'action du Groupe chargé du projet, tout en se conformant aux directives du § 3 du *décide*, de façon à garantir la compatibilité et la cohérence entre plusieurs applications. Les Recommandations de ces Groupes spéciaux doivent, en tout état de cause, être approuvées par la Commission d'études concernée avant d'être soumises aux Membres de l'UIT pour approbation.

ANNEXE 2

Procédure de coopération

En ce qui concerne le point a) du § 3 du *décide*, il convient d'appliquer la procédure suivante:

- a) le Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications et le Groupe consultatif des radiocommunications peuvent désigner conjointement le Secteur qui sera responsable des travaux et approuvera en dernier ressort le projet à réaliser;
- b) le Secteur responsable demandera à l'autre Secteur d'indiquer les conditions qu'il juge essentiel d'intégrer dans le résultat à obtenir;
- c) le Secteur responsable fondera ses travaux sur ces conditions essentielles et les intégrera dans le résultat à obtenir;
- d) au cours du processus de mise au point du résultat à obtenir, le Secteur responsable consultera l'autre Secteur au cas où ces conditions essentielles poseraient des problèmes. Si un accord intervient au sujet de conditions essentielles modifiées, ce seront les conditions ainsi modifiées qui serviront de base pour la suite des travaux;
- e) lorsque le résultat à obtenir sera pratiquement atteint, le Secteur responsable s'efforcera à nouveau d'obtenir le point de vue de l'autre Secteur.

Afin de déterminer la responsabilité des travaux, il pourra être approprié, pour faire avancer les travaux, de faire appel aux compétences des deux Secteurs.

ANNEXE 3

Coordination des activités du Secteur des radiocommunications et du Secteur de la normalisation des télécommunications par l'intermédiaire de Groupes de coordination intersectorielle

En ce qui concerne le § 3 c) du dispositif, la procédure ci-après sera appliquée:

- a) la réunion commune des Groupes consultatifs dont il est question au point 1 du *décide* peut, dans des cas exceptionnels, constituer un Groupe de coordination intersectorielle (GCI) chargé de coordonner les travaux des deux Secteurs et d'aider les Groupes consultatifs à coordonner les activités pertinentes de leurs Commissions d'études respectives;
- b) la réunion commune désignera en même temps le Secteur qui sera responsable des travaux;
- c) la réunion commune définira clairement le mandat de chaque GCI, en tenant compte des circonstances particulières et des questions qui se poseront au moment de la constitution du Groupe; la réunion commune fixera également une date souhaitable pour la fin des activités du GCI;
- d) le GCI désignera un(e) Président(e) et un(e) Vice-Président(e), représentant chaque Secteur;
- e) le GCI sera ouvert aux Membres des deux Secteurs conformément aux numéros 86 à 88 et 110 à 112 de la Constitution;
- f) le GCI n'élaborera pas de Recommandations;

- g)* le GCI établira des rapports sur ses activités de coordination qui seront soumis au Groupe consultatif de chaque Secteur; ces rapports seront soumis par les Directeurs aux deux Secteurs;
- h)* un GCI pourra aussi être constitué par l'Assemblée des radiocommunications ou par l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications ou sur recommandation du Groupe consultatif de l'autre Secteur;
- j)* les deux Secteurs assumeront à égalité les coûts afférents à un GCI et chaque Directeur inscrira au budget de son Secteur les crédits nécessaires à ces réunions.

RÉSOLUTION UIT-R 7-2

Développement des télécommunications y compris la liaison et la collaboration avec le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT

(1993-2000-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) qu'un des objets de l'Union est d'encourager «la coopération et la solidarité internationales en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition...» (numéro 14 de la Constitution de l'UIT);
- b) que, par ailleurs, l'Union «procède à des études, arrête des réglementations, adopte des Résolutions, formule des Recommandations et des Vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications» (numéro 18 de la Constitution);
- c) qu'aux termes de la Constitution et de la Convention de l'UIT, les activités de l'UIT touchant aux radiocommunications ont été regroupées dans le Secteur des radiocommunications et celles concernant la coopération technique avec les pays en développement et l'aide à ces pays dans le Secteur du développement des télécommunications;
- d) que, conformément au numéro 78 de la Constitution de l'UIT, les fonctions du Secteur des radiocommunications consistent, en gardant à l'esprit les préoccupations particulières des pays en développement, à répondre à l'objet de l'Union concernant les radiocommunications, tel qu'il est énoncé à l'Article 1 de la Constitution;
- e) qu'en vertu des numéros 159 et 160 de la Convention, les Commissions d'études des radiocommunications «doivent porter dûment attention à l'étude des Questions et à l'élaboration des Recommandations directement liées à la création, au développement et à l'amélioration des télécommunications dans les pays en développement, aux niveaux régional et international», et qu'afin de faciliter l'examen des activités du Secteur des radiocommunications, «...il convient de prendre des mesures propres à encourager la coopération et la coordination avec le Secteur du développement des télécommunications»;
- f) que, par sa Résolution 5 (Rév. Hyderabad, 2010), la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) charge en outre le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en étroite collaboration avec les Directeurs des Bureaux des radiocommunications et de la normalisation des télécommunications, d'examiner et de mettre en œuvre les meilleurs moyens d'aider les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés, à se préparer et à participer activement aux travaux des trois Secteurs, notamment aux travaux des groupes consultatifs, des assemblées et des conférences des Secteurs et aux travaux des Commissions d'études qui intéressent tout particulièrement les pays en développement;
- g) que, par la Résolution 66 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, le Directeur du Bureau du développement des télécommunications est chargé de mettre en œuvre en priorité, en étroite coordination avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et avec le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications, des stratégies et des mécanismes visant à encourager et à faciliter l'utilisation efficace par les pays

en développement¹, et en particulier par les pays les moins avancés, des documents et publications de l'Union mis sur le web;

h) qu'en vertu de la Résolution 9 (Rév.Hyderabad, 2010) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, relative à la participation des pays, en particulier des pays en développement, à la gestion du spectre radioélectrique, le Directeur du Bureau des radiocommunications est invité à veiller à ce que l'UIT-R continue de collaborer avec l'UIT-D pour la mise en œuvre de cette Résolution;

j) que, par sa Résolution 47 (Rév.Hyderabad, 2010), la Conférence mondiale de développement des télécommunications charge le Directeur du Bureau de développement des télécommunications de travailler en étroite collaboration avec le Directeur du Bureau des radiocommunications pour intégrer de bonnes pratiques dans l'application des Recommandations UIT-R;

k) qu'aux termes du point *a)* du *décide* de la Résolution 167 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, l'UIT doit perfectionner encore ses moyens et ses capacités de participation à distance, par voie électronique, aux réunions appropriées de l'Union, et, qu'aux termes du point *c)* du *décide* de cette même Résolution, elle doit continuer de perfectionner ses méthodes de travail électroniques concernant l'élaboration, la distribution ainsi que l'approbation des documents et de promouvoir la tenue de réunions sans papier,

notant

a) que les moyens matériels et financiers très limités dont disposent les pays en développement ne leur permettent pas de participer régulièrement aux travaux des Commissions d'études des radiocommunications;

b) que l'absence des pays en développement aux travaux des Commissions d'études porte préjudice à l'universalité des décisions des Commissions d'études et à leurs possibilités d'application;

c) que la procédure d'adoption des Recommandations par correspondance nécessite des échanges d'information suffisants en vue d'obtenir l'adhésion la plus large à ces Recommandations;

d) que les travaux des Commissions d'études des radiocommunications couvrent la préparation des Conférences des radiocommunications, y compris les procédures et d'autres questions touchant au Règlement des radiocommunications, d'où la nécessité pour tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, d'être pleinement informés de l'évolution des études;

e) que les réunions d'information et les réunions informelles pour la préparation des Conférences mondiales des radiocommunications offrent aux participants l'occasion d'échanger des informations et des points de vue sur les études touchant aux points de l'ordre du jour des CMR;

f) que les réunions électroniques permettront peut-être d'accroître l'efficacité des activités de l'UIT, par exemple en réduisant la nécessité des déplacements,

considérant en outre

a) que le Bureau du développement des télécommunications est appelé à jouer un rôle important pour offrir des services de consultance bien conçus aux pays en développement et qu'à cet

¹ Par pays en développement, on entend aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition.

égard, il faut tirer parti des compétences techniques qui existent déjà au Secrétariat et dans les Commissions d'études du Bureau des radiocommunications;

b) que, bien coordonnées, les activités complémentaires des deux Secteurs pourraient être très bénéfiques aux pays en développement,

reconnaissant

1 qu'en ce qui concerne les pays en développement, il conviendrait que ces pays, dans la mesure du possible:

1.1 participent d'une manière active aux travaux des Commissions d'études des radiocommunications et fournissent toutes les informations techniques pertinentes qu'ils possèdent sur les conditions qui leur sont propres;

1.2 échangent entre eux des renseignements techniques sur des sujets relevant de la compétence des Commissions d'études dans des domaines d'intérêt commun,

1.3 mettent à profit la participation aux réunions des Commissions d'études de pays faisant partie de leur région;

1.4 que lorsque les pays en développement se heurtent à des difficultés qui peuvent intéresser d'autres administrations pour l'exploitation de leurs services de radiocommunication, ils soient encouragés à soumettre au Bureau des radiocommunications des contributions faisant état de ces difficultés. Le Directeur du Bureau des radiocommunications communiquera ces contributions à la Commission d'études ou aux Commissions d'études compétentes;

2 que les méthodes de travail électroniques, par exemple, mais pas uniquement, la diffusion audio et vidéo sur le web, l'utilisation de la visioconférence, le sous-titrage en temps réel ainsi que les outils de collaboration utilisant le web, qui sont actuellement mises en œuvre à l'UIT, faciliteront la participation à distance des pays en développement aux travaux de l'UIT;

3 que la fourniture d'un accès en ligne gratuit aux Recommandations UIT-R permet aux pays en développement de mieux connaître les travaux de l'UIT-R et d'y participer plus facilement;

4 que la participation par voie électronique réduira les frais de mission et facilitera une participation accrue des pays en développement aux travaux des réunions de l'UIT-R pour lesquelles leur présence est nécessaire,

reconnaissant en outre

que, conformément au numéro 134 de la Convention, l'Assemblée des radiocommunications «regroupe, autant que possible, les Questions qui intéressent les pays en développement, afin de faciliter la participation de ces derniers à leur étude»,

convaincue

de la nécessité d'améliorer la participation des pays en développement aux travaux de l'UIT,

décide

1 que le Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) et le Directeur du Bureau des radiocommunications doivent continuer de coopérer activement avec le Groupe consultatif du développement des télécommunications (GCDT) et le Directeur du Bureau du développement des télécommunications afin de définir et de mettre en œuvre les moyens facilitant la participation des pays en développement aux activités des Commissions d'études;

2 de continuer de faciliter la participation des pays en développement en généralisant l'utilisation de la participation à distance par voie électronique, selon le cas, aux réunions des

commissions d'études, des groupes de travail et des groupes d'action de l'UIT-R, et de prier instamment le Bureau du développement des télécommunications d'examiner les possibilités de mettre ces moyens à la disposition des pays en développement;

3 qu'aux termes du numéro 224 de la Convention, le Directeur du Bureau des radiocommunications apporte son concours au Directeur du Bureau du développement des télécommunications dans l'organisation de réunions d'information, de séminaires et d'ateliers, mondiaux et/ou régionaux qui permettront aux pays en développement d'obtenir les informations dont ils ont besoin sur les activités de l'UIT-R;

4 qu'aux termes du numéro 166 de la Convention, le Directeur du Bureau des radiocommunications apporte son assistance aux pays en développement dans les travaux préparatoires des conférences des radiocommunications;

5 qu'aux termes du numéro 175B de la Convention de l'UIT, le Directeur du Bureau des radiocommunications prend des mesures concrètes pour faciliter la participation des pays en développement aux travaux des commissions d'études des radiocommunications et autres groupes;

6 que, le Directeur du Bureau des radiocommunications, assisté par les Commissions d'études des radiocommunications, doit apporter au Bureau de développement des télécommunications l'assistance nécessaire dans l'élaboration et la mise à jour des Manuels et des Rapports;

7 que le Directeur du Bureau des radiocommunications, assisté par les Commissions d'études des radiocommunications, doit contribuer et participer aux travaux des Commissions d'études du développement des télécommunications lors de l'examen de questions à l'étude desquelles ils peuvent contribuer utilement;

8 que le Directeur du Bureau des radiocommunications doit coopérer avec les Directeurs des autres Bureaux pour les activités liées à l'élaboration et à la mise à jour des Manuels et des Rapports afin d'éviter les chevauchements;

9 que, dans le cadre de la coopération active avec le Bureau du développement des télécommunications, toutes les activités de l'Union touchant aux radiocommunications dans le domaine du développement des télécommunications doivent être étroitement coordonnées dans un souci d'efficacité et pour éviter toute duplication des travaux;

10 que, conformément à l'Objectif 5 de l'UIT-R défini dans la Résolution 71 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, le Directeur du Bureau des radiocommunications doit fournir un appui et une assistance aux membres, essentiellement aux pays en développement, pour les questions de radiocommunication, l'infrastructure des réseaux d'information et de communication et les applications associées, en particulier pour ce qui est de a) la réduction de la fracture numérique; b) l'accès équitable au spectre des fréquences radioélectriques et aux orbites de satellite; et c) la formation et l'élaboration de matériels didactiques aux fins du renforcement des capacités,

charge les Présidents des Commissions d'études et le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour mettre en œuvre la présente Résolution et notamment d'inciter tous les participants aux activités du Secteur des radiocommunications à assister le Secteur du développement des télécommunications,

prie instamment les administrations et les membres du Secteur des radiocommunications

1 de prendre une part active à l'application de la présente Résolution et notamment de faciliter le détachement d'experts pour aider les pays en développement, de participer aux réunions d'information, aux séminaires et aux ateliers en apportant les connaissances techniques nécessaires sur les questions examinées par les Commissions d'études du développement des télécommunications et d'accueillir des stagiaires de pays en développement.

RÉSOLUTION UIT-R 8-1

Etudes et campagnes de mesure de la propagation des ondes radioélectriques dans les pays en développement

(1993-2000)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) l'importance des campagnes de mesure de propagation des ondes radioélectriques pour l'acquisition de données aux fins de la planification et la coordination de différents services de radiocommunication dans les pays en développement, particulièrement à l'échelle régionale et sous-régionale;
- b) que diverses recommandations de conférences mondiales des radiocommunications ont demandé aux Commissions d'études des radiocommunications d'encourager et d'aider à entreprendre l'étude de la propagation et des bruits radioélectriques dans les régions où les mesures sont peu nombreuses ou inexistantes;
- c) que la Résolution 5 (Rév.CMR-2000) invite le Secrétaire général à offrir l'assistance de l'Union aux pays en développement situés dans les régions tropicales qui s'efforcent de faire des études de propagation sur leur propre territoire et à rechercher des fonds et des ressources à cette fin, et qu'elle invite instamment les administrations à présenter aux Commissions d'études les résultats de ces mesures de propagation, y compris les niveaux de bruit pour la radiodiffusion sonore,

reconnaissant

- a) qu'il reste de nombreuses régions du monde, surtout dans les zones tropicales, pour lesquelles on ne dispose pas de données de propagation,

notant avec satisfaction

- a) les contributions apportées par certains Etats Membres et Membres de Secteur, aux mesures de propagation radioélectrique dans certaines régions d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie,

décide

1 que la Commission d'études 3 des radiocommunications doit déterminer, dans le cadre de son programme de travail et en consultation avec les pays intéressés, des thèmes d'études en matière de propagation des ondes radioélectriques, relatifs aux régions tropicales et subtropicales où l'on constate une pénurie de données. Le programme de travail de la Commission d'études 3 des radiocommunications devrait clairement spécifier les programmes d'études auxquels ingénieurs et scientifiques des pays en développement pourraient également contribuer en recueillant des données et en élaborant des méthodes d'analyse;

2 que les scientifiques et ingénieurs des pays en développement doivent être encouragés à participer activement à ces programmes d'études et à effectuer des études sur des thèmes définis par la Commission d'études 3 des radiocommunications:

- en entreprenant des recherches dans leur propre pays;

- en participant, si possible, à des réunions organisées en connexion avec celles des Commissions d'études ou des Groupes de travail des radiocommunications, dans les régions concernées;
- en visitant les laboratoires de propagation radioélectrique des Etats Membres et Membres de Secteur participant aux travaux des Commissions d'études des radiocommunications;

3 que le Bureau des radiocommunications, agissant avec l'appui de la Commission d'études 3 des radiocommunications, doit collaborer étroitement avec le Bureau du développement des télécommunications pour définir des campagnes bien conçues de mesures de propagation dans les régions présentant de l'intérêt et donner au Bureau du développement des télécommunications tous les conseils techniques nécessaires pour la mise en œuvre de ces mesures;

4 de charger le Directeur du Bureau des radiocommunications de définir, en coopération étroite avec le Directeur du Bureau du développement des télécommunications et les administrations concernées, les objectifs et l'étendue des campagnes de mesure de propagation identifiées, ainsi que les moyens techniques et le personnel nécessaires, et de rechercher, par l'intermédiaire du Secrétaire général, des sources de financement et d'autres arrangements auprès de sources appropriées afin d'appliquer les décisions susmentionnées relativement aux activités de mesure de propagation;

5 de prier instamment les Etats Membres et Membres de Secteur de faire des contributions volontaires (en espèce et/ou en nature) afin de soutenir les campagnes de mesure de propagation radioélectrique dans les pays en développement;

6 de prier les administrations intéressées par les campagnes de mesure de désigner le personnel dûment qualifié pour participer activement à ces campagnes.

RÉSOLUTION UIT-R 9-4*

Liaison et collaboration avec d'autres organisations concernées, en particulier l'ISO et la CEI

(1993-2000-2003-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

tenant compte

de l'Article 50 de la Constitution de l'UIT,

considérant

- a) la Résolution 71 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative au Plan stratégique de l'Union pour la période 2012-2015;
- b) qu'un certain nombre d'organisations, notamment l'ISO et la CEI, s'occupent de la normalisation des radiocommunications;
- c) que ces organisations ont les moyens d'identifier, de définir et de proposer des solutions aux problèmes particuliers intéressant les Commissions d'études des radiocommunications et d'assumer la responsabilité de la tenue à jour des normes applicables à ces systèmes;
- d) que l'un des objectifs des Commissions d'études des radiocommunications est d'harmoniser les travaux dans le domaine des radiocommunications avec ceux des organismes régionaux/nationaux et d'autres organismes internationaux;
- e) qu'en faisant mention d'organisations qui s'occupent de radiocommunications dans les Recommandations de l'UIT-R, on peut réduire au minimum les coûts de publication et de traduction à la charge de l'UIT, mais qu'il peut en résulter une augmentation du coût total de l'acquisition de ces Recommandations de l'UIT-R pour le client, lorsque les coûts des documents cités n'émanant pas de l'UIT sont également pris en compte;
- f) que ces organisations peuvent offrir un moyen d'améliorer la diffusion et l'efficacité des Recommandations de l'UIT-R;
- g) qu'il est souhaitable de mettre en place avec d'autres organisations des dispositions appropriées pour ce qui est des problèmes de droits d'auteur;
- h) que le rôle du groupe «Coopération en matière de normes mondiales» (WSC) est de renforcer et de promouvoir les systèmes d'élaboration de normes internationales d'application volontaire fondés sur un consensus qui sont en place à l'UIT-R, à l'UIT-T, à l'ISO et à la CEI,

notant

- a) qu'il n'est pas approprié de faire mention de normes publiées en dehors de l'UIT-R dans des Recommandations de l'UIT-R qui peuvent être incorporées par référence dans le Règlement des radiocommunications;

* Cette Résolution doit être portée à l'attention du Secteur de la normalisation des télécommunications et du Secteur du développement des télécommunications.

- b) que des groupes ont été créés (par exemple la réunion annuelle des organisations de normalisation), au niveau international, en vue d'échanger des renseignements sur la normalisation, de faciliter l'harmonisation des normes et de compléter les procédures formelles suivies par des organismes de normalisation, en particulier par l'UIT, pour l'élaboration de normes internationales;
- c) que les procédures élaborées par les Commissions d'études en liaison avec le Directeur du Bureau des radiocommunications et régissant la collaboration avec d'autres organisations pour des Recommandations spécifiques, notamment l'utilisation des références, sont en place depuis 1999 et donnent toute satisfaction depuis lors;
- d) qu'en outre, en application des décisions de l'Assemblée des radiocommunications (Istanbul, 2000), le Directeur du Bureau des radiocommunications a, en 2001, fixé des modalités officielles qui régissent de façon satisfaisante la collaboration, l'échange de documents et les problèmes de droits d'auteur entre l'UIT et d'autres organisations¹;
- e) que l'élaboration de textes communs, dont des Recommandations par l'UIT-T et l'ISO/CEI, dans le cadre d'activités conjointes, est une pratique courante depuis de nombreuses années,

reconnaissant

- a) que la Constitution de l'UIT (numéro 145A) et la Convention de l'UIT (numéro 129A) ont été amendées par la Conférence de plénipotentiaires (Marrakech, 2002) de façon à habiliter expressément l'Assemblée des radiocommunications à adopter les méthodes de travail ainsi que les procédures applicables à la gestion des activités du Secteur;
- b) que, conformément au numéro 248A de la Convention de l'UIT, selon une procédure élaborée par le Secteur concerné, le Directeur d'un Bureau peut, après consultation du Président de la Commission d'études concernée, inviter une organisation qui ne participe pas aux travaux du Secteur à envoyer des représentants pour participer à l'étude d'une question précise dans telle ou telle Commission d'études ou dans des groupes relevant de celle-ci,

décide

- 1 qu'il conviendrait que les administrations encouragent les organisations s'occupant de radiocommunications à tenir compte des activités globales des Commissions d'études des radiocommunications;
- 2 que les Recommandations de l'UIT-R, telles qu'elles auront été déterminées par la Commission d'études concernée, pourraient faire mention des normes approuvées qui sont tenues à jour par d'autres organisations;
- 3 que les Commissions d'études des radiocommunications ou les groupes créés par les Commissions d'études peuvent, conformément aux principes établis (voir l'Annexe 1), assurer une liaison, collaborer ou échanger des informations avec d'autres organisations comme les organisations de normalisation, les universités et les organismes industriels et avec les projets de partenariat, les forums, les consortiums, les programmes de recherche;
- 4 qu'il convient de suivre les «Principes régissant les relations entre l'UIT-R et d'autres organisations» figurant dans l'Annexe 1 pour les activités de liaison et de collaboration avec d'autres organisations,

¹ Des modalités ont été convenues entre l'UIT et l'Institut européen des normes de télécommunication (ETSI) ainsi qu'entre l'UIT et la Société des ingénieurs en images animées et télévision (SMPTE).

charge le Directeur, dans le cadre de l'Annexe 1

1 d'élaborer des lignes directrices en ce qui concerne les procédures que doivent suivre d'autres organisations pour soumettre des documents aux travaux des Commissions d'études ou des groupes créés par les Commissions d'études, notamment l'utilisation des références aux documents d'autres organisations dans les Recommandations de l'UIT-R;

2 d'élaborer, conformément au numéro 248A de la Convention de l'UIT, une procédure pour inviter les organisations qui ne participent pas aux travaux du Secteur à prendre part à l'étude de questions spécifiques,

charge en outre le Directeur, conformément aux points 1 et 2 du charge le Directeur

3 d'élaborer, s'il y a lieu, des arrangements ainsi que des accords appropriés en matière de droits d'auteur avec les autres organisations qui ne sont pas parties aux arrangements communs convenus avec l'ISO et la CEI:

a) pour autoriser l'utilisation de références aux documents d'autres organisations dans les Recommandations de l'UIT-R; et

b) pour faciliter la collaboration et la coordination avec d'autres organisations lors des réunions des Commissions d'études ou de groupes créés par les Commissions d'études ainsi que la soumission de contributions à ces réunions,

charge le Groupe consultatif des radiocommunications

d'examiner ces lignes directrices.

ANNEXE 1

Principes régissant les relations entre l'UIT-R et d'autres organisations

1 Les relations entre, d'une part, les Commissions d'études des radiocommunications ou des groupes créés par les Commissions d'études (collectivement désignés ici par commissions d'études) et, d'autre part, d'autres organisations concernent essentiellement deux grands domaines:

a) les références aux documents d'autres organisations dans les Recommandations de l'UIT-R;

b) la coopération et la coordination avec d'autres organisations lors des réunions des commissions d'études et la soumission de contributions à ces réunions, ainsi que l'élaboration éventuelle de textes communs, y compris des Recommandations.

2 S'agissant des relations avec l'UIT-R, on entend par autres organisations les organisations dont les travaux présentent un intérêt direct pour les activités des Commissions d'études et qui ont des compétences reconnues dans le domaine de travail considéré. Ces autres organisations sont notamment les organisations de normalisation, les projets de partenariat, les forums, les consortiums, les programmes de recherche, les universités, les organismes industriels mais la liste n'est pas exhaustive.

3 Les relations entre les Commissions d'études et d'autres organisations devraient concerner directement les travaux des Commissions d'études.

4 La conclusion d'accords de collaboration entre d'autres organisations et l'UIT-R ne saurait être une alternative au statut de «membre» de l'UIT-R, lequel devrait toujours être encouragé, si nécessaire. Il faut reconnaître toutefois, que cela n'est pas toujours possible, et que des arrangements de collaboration peuvent donc être souhaitables. La participation d'autres organisations aux travaux de l'UIT-R, dans le cadre d'arrangements de collaboration, ne devrait pas nuire aux droits et aux privilèges des membres.

5 Des arrangements de collaboration devraient être conclus, selon les besoins. Ils devraient tenir compte de la nature des relations et ne pas être plus complexes que nécessaire. Par exemple, des lignes directrices et une procédure globales «générales» seront peut-être mieux indiquées que des dispositions ponctuelles pour des contacts plus «informels» de courte durée.

6 La circulation et l'échange d'information entre les commissions d'études et d'autres organisations devraient se faire officiellement au niveau du Bureau des radiocommunications qui constitue le point de contact unique avec l'UIT-R et permet à ce dernier de gérer, d'actualiser, d'examiner, de contrôler cet échange d'information.

7 Il est prudent que les arrangements de collaboration conclus avec d'autres organisations aient une période de validité bien définie, qu'ils soient réexaminés à intervalles réguliers par le Directeur et que des rapports soient communiqués à la Commission d'études et/ou au Groupe consultatif des radiocommunications en ce qui concerne les relations entre l'UIT-R et d'autres organisations.

8 Pour ce qui est de l'utilisation des références, les lignes directrices et les procédures devraient également traiter, entre autres choses, des cas où il convient d'utiliser des références dans les Recommandations de l'UIT-R ainsi que de la façon dont il convient de citer des références normatives ou informatives et d'établir et de tenir à jour les références.

9 Les références aux documents d'autres organisations peuvent concerner des questions commerciales, des questions juridiques notamment la conformité avec la politique de l'UIT en matière de droits d'auteur et de brevets. Ces questions devraient être examinées par le Directeur, au besoin, au cas par cas.

10 L'élaboration des modalités détaillées des lignes directrices en ce qui concerne les procédures à suivre pour les relations entre l'UIT-R et d'autres organisations devrait relever de la compétence du Directeur.

RÉSOLUTION UIT-R 11-4

Perfectionnement du Système de gestion du spectre pour les pays en développement

(1993-1995-1997-2003-2007)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) qu'un système amélioré de gestion du spectre comportant des modifications logicielles du Système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC) actuel faciliterait la gestion des fréquences et le contrôle des émissions à l'échelon national, la coordination entre administrations et la notification au Bureau des radiocommunications (BR);
- b) que le Système SMS4DC a été développé en Unicode par le Bureau de développement des télécommunications (BDT) en étroite collaboration avec le BR sur la base des spécifications techniques élaborées par le groupe d'experts de l'UIT-R et de l'UIT-D;
- c) que des éléments de données utilisés dans le Système SMS4DC étaient basés sur les Recommandations UIT-R pertinentes relatives à la gestion du spectre, notamment ceux utilisés pour la notification et la coordination;
- d) que les administrations doivent tenir à jour leurs données sur la gestion du spectre à l'aide d'un système de gestion automatisée de base de données;
- e) que de nombreuses administrations ont réussi à mettre en œuvre des systèmes de gestion automatisée de base de données (SGBD) pour développer et tenir à jour leurs données nationales de gestion du spectre,

notant

- a) que les Recommandations UIT-R relatives à la propagation des ondes radioélectriques sont actuellement prises en considération pour le développement du Système,

décide

- 1 que la Commission d'études 1 et les experts du BR devraient continuer à prêter leur concours au perfectionnement du Système SMS4DC, conformément aux décisions de la CMR et aux Recommandations, Manuels et Rapports pertinents de l'UIT-R;
- 2 que le BR devrait continuer d'aider le BDT à mettre en œuvre le Système de gestion du spectre dans différents pays, dans le cadre de la participation de la Commission d'études 1 et d'experts du BR à des projets de formation pertinents.

RÉSOLUTION UIT-R 12-1

Manuels et Publications spéciales concernant le développement des services de radiocommunication

(1993-2000)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) qu'il y a lieu d'assurer une étroite coopération entre le Secteur des radiocommunications, le Secteur de la normalisation des télécommunications et le Secteur du développement des télécommunications (numéro 79 de la Constitution de l'UIT);
- b) que les Manuels et les Publications spéciales sur les radiocommunications constituent une documentation technique qui fait autorité et peut directement intéresser les pays en développement,

consciente

- a) de la nécessité de diffuser les informations rassemblées dans les Manuels et les Publications spéciales le plus largement possible auprès des membres de l'UIT sous forme aisément compréhensible et applicable dans la pratique, notamment dans le cadre de la formation des techniciens et ingénieurs des pays en développement,

décide

- 1 qu'il convient, lors de la détermination des priorités d'élaboration et de publication des Manuels et Publications spéciales, d'accorder une attention particulière aux besoins des pays en développement,

invite

- 1 le Secteur du développement des télécommunications à indiquer les sujets spécifiques qu'il serait le plus utile, s'agissant des pays en développement, de prendre en compte dans la planification des Manuels et des Publications spéciales.

RESOLUTION UIT-R 15-5

Désignation et durée maximale du mandat des Présidents et des Vice-Présidents des Commissions d'études des radiocommunications, du Comité de coordination pour le vocabulaire et du Groupe consultatif des radiocommunications

(1993-1995-1997-2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que l'article 12 de la Constitution définit les fonctions et la structure du Secteur des radiocommunications, notamment en faisant mention, aux numéros 84 et 84A, du fonctionnement assuré par les Commissions d'études et par le Groupe consultatif des radiocommunications;
- b) que les dispositions des numéros 133 et 148 de la Convention de l'UIT prévoient la création de Commissions d'études des radiocommunications;
- c) que le numéro 149 et d'autres dispositions connexes de la Convention précisent la nature des travaux des Commissions d'études;
- d) que les dispositions du numéro 242 de la Convention prévoient que l'Assemblée des radiocommunications nomme des Présidents et des Vice-Présidents des Commissions d'études, en tenant compte des critères de compétence et de l'exigence d'une répartition géographique équitable ainsi que de la nécessité de favoriser une participation plus efficace des pays en développement;
- e) qu'une limitation précise du mandat permettrait un apport périodique d'idées nouvelles et la nomination de Présidents et de Vice-Présidents des Commissions d'études de différents Etats Membres;
- f) que le numéro 244 de la Convention prévoit qu'une Commission d'études élit un Président dans l'intervalle entre deux assemblées ou conférences si un Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions;
- g) que les dispositions relatives au Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) ont été incluses dans l'article 11A de la Convention;
- h) que, conformément au numéro 160G de la Convention, le Groupe consultatif des radiocommunications adopte ses propres méthodes de travail compatibles avec celles adoptées par l'Assemblée des radiocommunications,

en vertu de

la Résolution 166 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative au nombre de Vice-Présidents des Groupes consultatifs, des Commissions d'études et des autres groupes des Secteurs,

notant

- a) l'article 19 de la Convention, intitulé «Participation d'entités et organisations autres que les administrations aux activités de l'Union»;

b) la Résolution 58 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, relative au renforcement des relations entre l'UIT et les organisations régionales de télécommunication et aux travaux préparatoires régionaux en vue de la Conférence de plénipotentiaires;

c) en particulier le point 2 du *décide* de la Résolution 58 (Rév. Guadalajara, 2010);

d) la Résolution UIT-R 48, relative au renforcement de la présence régionale dans les travaux des Commissions d'études des radiocommunications,

compte tenu

a) qu'une durée maximale de deux mandats pour les Présidents et Vice-Présidents des Commissions d'études, du Comité de coordination pour le Vocabulaire (CCV) et du Groupe consultatif (GCR) (désignés ci-après par Président et Vice-Présidents) permet de conserver une certaine stabilité tout en offrant la possibilité à différentes personnes de remplir ces fonctions;

b) du point 6) sous *décide* de la Résolution 166 (Guadalajara, 2010), concernant l'application, dans la mesure du possible, des lignes directrices mentionnées dans ladite Résolution à la Réunion de préparation à la Conférence (RPC) et à la Commission spéciale chargée d'examiner les questions réglementaires et de procédure de l'UIT-R,

décide

1 que les Etats Membres de l'UIT et les Membres du Secteur des radiocommunications devraient désigner des candidats aux fonctions de Président et de Vice-Président. Les procédures à appliquer sont exposées dans l'Annexe 1, en particulier au § 3; les qualifications exigées pour ces fonctions sont indiquées dans l'Annexe 2 et les lignes directrices applicables à la nomination du nombre optimal de Vice-Présidents des Commissions d'études des radiocommunications, du Comité de coordination pour le vocabulaire et du Groupe consultatif des radiocommunications sont présentées dans l'Annexe 3;

2 que des candidats aux fonctions de Président et de Vice-Président devraient être identifiés, compte tenu du fait que, pour chaque fonction, l'Assemblée nommera le Président et autant de Vice-Présidents qu'elle l'estimera nécessaire;

3 que les candidatures aux fonctions de Président et de Vice-Président devraient être accompagnées d'une notice biographique faisant ressortir les compétences des candidats, y compris les informations demandées dans l'Annexe 2. Le Directeur transmettra les curriculum vitae aux Chefs de délégation présents à l'Assemblée;

4 que la durée du mandat des Présidents ou des Vice-Présidents ne devrait pas dépasser deux intervalles entre deux Assemblées consécutives;

5 que l'intervalle entre deux assemblées dans lequel un Président ou un Vice-Président est élu conformément au numéro 244 de la Convention n'est pas pris en compte dans la durée du mandat;

6 qu'à cet égard, l'exercice de l'une de ces fonctions (par exemple, Vice-Président) n'est pas pris en compte dans le calcul de l'exercice d'une autre de ces fonctions (par exemple, Président); il faudrait envisager les mesures à prendre pour instaurer une certaine forme de continuité entre les fonctions de Président et de Vice-Président.

ANNEXE 1

Procédure à suivre pour la désignation des Présidents et Vice-Présidents des Commissions d'études des radiocommunications, du Comité de coordination pour le vocabulaire et du Groupe consultatif des radiocommunications

- 1 Le Directeur du Bureau des radiocommunications demandera aux Etats Membres et aux Membres de Secteur de proposer des candidats aux fonctions de Présidents et Vice-Présidents des Commissions d'études, du CCV et du GCR.
- 2 Pour aider l'Assemblée des radiocommunications à désigner les Présidents et les Vice-Présidents, les Etats Membres et les Membres du Secteur sont encouragés à signaler au Directeur du Bureau des radiocommunications les candidats qualifiés de préférence trois mois, mais au plus tard deux semaines, avant l'ouverture de l'Assemblée des radiocommunications.
- 3 Les Membres du Secteur des radiocommunications doivent mener des consultations préalables avec l'administration ou l'Etat Membre concerné, afin d'éviter tout désaccord éventuel concernant la désignation du candidat jugé compétent.
- 4 Sur la base des propositions qu'il aura reçues, le Directeur communiquera aux membres la liste des candidats, qui devrait être assortie d'une indication des qualifications de chacun d'entre eux, conformément aux dispositions de l'Annexe 2.
- 5 A la lumière de ce document et de toutes observations pertinentes qui auront été reçues, les Chefs de délégation devraient être invités, à un moment opportun pendant l'Assemblée, à élaborer, en concertation avec le Directeur, une liste complète des Présidents et Vice-Présidents désignés des Commissions d'études, destinée à être soumise dans un document à l'Assemblée des radiocommunications pour approbation finale.

ANNEXE 2

Qualifications des Présidents et Vice-Présidents

En ce qui concerne la compétence, les qualifications et critères ci-dessous, notamment, paraissent avoir une importance déterminante lors de la désignation des Présidents et Vice-Présidents:

- connaissances et expérience;
- participation suivie aux travaux de la Commission d'études concernée ou, pour les Présidents et Vice-Présidents du Comité de coordination pour le vocabulaire et du Groupe consultatif des radiocommunications, aux travaux du Secteur des radiocommunications de l'UIT;
- compétences de gestion;
- disponibilité.

Les biographies que diffusera le Directeur devraient mettre l'accent sur les critères et qualifications ci-dessus.

ANNEXE 3

Lignes directrices applicables à la nomination du nombre optimal de Vice-Présidents du Groupe consultatif des radiocommunications, du Comité de coordination pour le vocabulaire et des Commissions d'études

1 Conformément à la Résolution 166 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires et au numéro 242 de la Convention, il conviendrait de tenir compte d'une répartition géographique équitable entre les régions de l'UIT, de la nécessité d'encourager une participation plus efficace des pays en développement, de l'équilibre hommes-femmes et des compétences¹.

2 La charge de travail devrait être un facteur à prendre en compte pour déterminer le nombre approprié de Vice-Présidents, afin de faire en sorte que toutes les questions relevant de la compétence du GCR, du CCV et de la Commission d'études soient dûment gérées.

3 Le nombre total de Vice-Présidents proposé par une administration doit être suffisamment raisonnable pour respecter le principe de la répartition équitable des postes entre les Etats Membres concernés.

4 Les Etats Membres de chaque région de l'UIT² sont encouragés, lorsqu'ils proposent différents professionnels expérimentés pour les postes, à respecter pleinement le principe de la répartition géographique équitable entre les régions de l'UIT et la nécessité d'encourager une participation plus efficace des pays en développement.

5 Il conviendrait de tenir compte de la représentation régionale dans les groupes consultatifs, les commissions d'études et les autres groupes des trois Secteurs, de sorte qu'une personne ne puisse pas occuper plus d'un poste de Vice-Président de ces groupes dans l'un quelconque des Secteurs, et ne puisse occuper un tel poste dans plus d'un Secteur qu'à titre exceptionnel³.

¹ Pour les régions regroupant un grand nombre d'administrations et présentant des niveaux de développement économique et technique différents, le nombre de représentants de ces régions peut être augmenté dans la mesure du possible, selon qu'il convient.

² Compte tenu de la Résolution 58 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires relative aux six principales organisations régionales de télécommunication, à savoir la Télécommunauté Asie-Pacifique (APT), la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT), la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL), l'Union africaine des télécommunications (UAT), le Conseil des ministres arabes des télécommunications et de l'information représentés par le Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes (LAS) et la Communauté régionale des communications (RCC).

³ Le critère indiqué dans ce paragraphe ne devrait pas empêcher le Vice-Président d'un groupe consultatif donné ou le Vice-Président d'une commission d'études donnée d'occuper un ou des postes de Président ou de Vice-Président d'un groupe de travail donné ou encore un poste de Rapporteur ou de Rapporteur associé d'un groupe relevant du mandat de ce groupe de Secteur.

RÉSOLUTION UIT-R 17-4

Intégration des télécommunications mobiles internationales (IMT-2000 et IMT évoluées) dans les réseaux existants

(1993-1997-2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que la Résolution 56 dispose que le terme «IMT» est le nom racine qui englobe à la fois les IMT-2000 et les IMT évoluées;
- b) que l'évolution de l'environnement des radiocommunications nécessite le développement d'un processus d'harmonisation technologique mondial afin d'assurer, entre autres, l'interconnexion et l'interfonctionnement sur le plan mondial;
- c) que l'introduction de nouvelles techniques et de nouveaux services est d'une grande importance pour la modernisation et l'extension des réseaux de télécommunication;
- d) que les systèmes IMT constitueront un moyen privilégié pour la croissance de ces réseaux;
- e) que les IMT comprennent aussi bien des composantes de Terre que des composantes satellite;
- f) que les travaux sur les IMT entrepris dans le cadre de la Question UIT-R 77/5 ont bien avancé et continueront de progresser;
- g) que les études concernant le développement futur des IMT entreprises dans le cadre de la Question UIT-R 229/5 progressent,

décide de prier le Secrétaire général

1 de continuer à rechercher, en liaison avec les Directeurs des Bureaux des radiocommunications, de la normalisation des télécommunications et du développement des télécommunications, les mesures appropriées permettant à tous les pays, et notamment aux pays en développement, de mieux planifier l'intégration harmonieuse des systèmes IMT (IMT-2000 et IMT évoluées) dans leurs réseaux publics existants.

RÉSOLUTION UIT-R 19-3

Diffusion des textes de l'UIT-R

(1978-1986-1990-1993-2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que les renseignements contenus dans les textes de l'UIT-R ont une importance décisive pour les radiocommunications;
- b) qu'une plus large diffusion des renseignements contenus dans ces textes contribuera fortement au progrès technique;
- c) que l'UIT a créé les services d'échange d'information sur les télécommunications (TIES) et a publié des textes sur son site web;
- d) que l'utilisation élargie des moyens électroniques de communication et de distribution des documents favorise une diffusion plus rapide de l'information et se traduit par des économies pour l'Union et pour ses membres;
- e) la Décision 12 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires intitulée «Accès en ligne gratuit aux publications de l'UIT»;
- f) la Résolution 154 (Antalya, 2006) «Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité» de la Conférence de plénipotentiaires, les décisions du Conseil prises en application de cette Résolution, ainsi que le suivi par le Groupe consultatif des radiocommunications,

notant

que le Directeur du Bureau des radiocommunications publie périodiquement des lignes directrices actualisées sur les méthodes de travail qui viennent s'ajouter à celles visées dans la Résolution UIT-R 1 et les complètent, et qui peuvent traiter des aspects pratiques de la diffusion des textes de l'UIT-R, notamment par voie électronique,

décide

- 1 que les administrations doivent se charger de diffuser les textes de l'UIT-R sur le territoire de leurs pays respectifs, par les moyens qu'elles considéreront les plus adéquats, et dans les domaines les plus appropriés;
- 2 que le Directeur du Bureau des radiocommunications doit prendre toutes les dispositions nécessaires en étroite collaboration avec le Secrétaire général de l'Union, pour promouvoir une plus large diffusion et une meilleure connaissance des textes de l'UIT-R;
- 3 que les textes du Secteur des radiocommunications doivent être diffusés, dans toute la mesure possible, par des moyens électroniques,

charge

le Directeur du Bureau des radiocommunications de prendre les mesures nécessaires, en collaboration avec le Secrétaire général, dans le cadre de la mise en œuvre des décisions connexes du Conseil et en s'appuyant sur les avis formulés par le Groupe consultatif des radiocommunications, en vue de faciliter le recours aux moyens électroniques pour communiquer

ou échanger des informations ou pour diffuser les textes de l'UIT-R, y compris des mesures comme l'utilisation d'hyperliens stables dans les courriers électroniques.

RÉSOLUTION UIT-R 22-3

Amélioration des pratiques et des techniques de gestion nationale du spectre radioélectrique

(Question UIT-R 45/1)

(1990-1997-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que les administrations de nombreux pays en développement ont besoin d'améliorer l'organisation de leurs services nationaux de gestion du spectre, afin de s'acquitter efficacement de leurs responsabilités nationales et internationales;
- b) que les administrations des pays en développement tiennent compte des directives contenues dans des documents pertinents de l'UIT, notamment les Manuels de l'UIT-R sur la gestion nationale du spectre, sur le contrôle du spectre et sur l'application des techniques informatiques à la gestion du spectre radioélectrique (CAT);
- c) que la Commission d'études 1 des radiocommunications continue à s'efforcer d'élaborer des Recommandations, des Manuels et des Rapports de l'UIT-R sur la gestion nationale des fréquences, qui traitent également de l'application des techniques informatiques à la gestion du spectre,

décide

- 1 que la Commission d'études 1 des radiocommunications devrait continuer de prendre note des besoins particuliers des organismes nationaux de gestion des fréquences des pays en développement, tels qu'identifiés dans les Résolutions 9 et 10 (Rév.Hyderabad, 2010) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, et consacrer une attention particulière à ces questions durant les réunions ordinaires de la Commission d'études et de ses Groupes de travail;
- 2 que ces réunions doivent avoir pour but l'élaboration de pratiques et de techniques propres à améliorer la gestion des fréquences et que l'établissement de systèmes informatisés de gestion du spectre doit y être examiné;
- 3 d'inviter tout particulièrement les responsables de la gestion des fréquences des pays en développement et de pays développés, ainsi que les représentants du BR à participer aux études de gestion des fréquences effectuées par la Commission d'études 1 des radiocommunications.

RÉSOLUTION UIT-R 23-2

Extension à l'échelle mondiale du système de contrôle international des émissions

(1963-1970-1993-2000-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que l'Article 16, Contrôle international des émissions, du Règlement des radiocommunications (RR) prévoit que les administrations conviennent de continuer à étendre les moyens de contrôle des émissions pour faciliter, dans la mesure pratiquement possible, l'application des dispositions dudit Règlement, pour tendre à une utilisation efficace et économique du spectre des fréquences radioélectriques et contribuer à l'élimination rapide des brouillages préjudiciables, en tenant compte des Recommandations pertinentes de l'UIT-R;
- b) que l'Article 16 prévoit également que les administrations effectuent, dans la mesure où elles l'estiment possible, les contrôles qui peuvent leur être demandés par d'autres administrations ou par le Bureau;
- c) que la Recommandation 36 (CMR-97) invite l'UIT-R à procéder à des études et à présenter des recommandations au sujet des installations (de contrôle) permettant d'obtenir une couverture suffisante du monde dans le but de garantir une utilisation efficace des ressources dans le cadre du contrôle international des émissions visant à réduire l'encombrement apparent des ressources de l'orbite et du spectre;
- d) qu'il existe encore de grandes régions du monde où les moyens de contrôle dont dispose le système de contrôle international des émissions sont insuffisants voire inexistants, dans la mesure en particulier où les installations de contrôle des émissions provenant de stations spatiales coûtent cher;
- e) que le Secrétariat général tient à jour et publie la Nomenclature des stations de contrôle international des émissions (Liste VIII) où sont indiqués les fonctions, numéros de téléphone, numéros de télécopie et adresses postales et électroniques de ces stations;
- f) qu'il est de la plus grande importance de satisfaire les besoins du Bureau des radiocommunications déterminés par le RR et que tous les pays qui disposent de moyens nationaux de contrôle les mettent, dans toute la mesure possible, à la disposition du système de contrôle international des émissions,

décide

- 1 de demander à toutes les administrations participant actuellement au système de contrôle international des émissions, y compris pour le contrôle des niveaux d'émission des stations spatiales, de maintenir leur participation dans toute la mesure possible;
- 2 de demander aux administrations qui ne participent pas actuellement au système de contrôle international des émissions de mettre des moyens de contrôle à la disposition de ce système, conformément à l'Article 16 du RR utilisant les informations pertinentes qui figurent dans le Manuel sur le contrôle du spectre de l'UIT-R, dernière révision;

3 d'encourager et d'améliorer la coopération entre les stations de contrôle des émissions relevant d'administrations différentes en vue d'échanger des informations en la matière, y compris des informations relatives aux émissions de stations spatiales, et de régler les problèmes de brouillage préjudiciable causés par des stations d'émission difficiles ou impossibles à identifier;

4 de demander aux administrations de pays situés dans des zones du monde où les moyens de contrôle sont actuellement insuffisants de promouvoir l'installation de stations de contrôle pour leur propre usage et de les mettre à disposition du système de contrôle international des émissions, conformément à l'Article 16 du RR;

5 que les données fournies par les stations de contrôle des émissions participant au système de contrôle international des émissions peuvent être utilisées par le Bureau pour établir et publier des résumés des résultats de contrôle utiles, conformément à l'Article 16 du RR;

6 de demander aux administrations disposant d'équipements de contrôle des émissions évolués de recevoir des fonctionnaires d'autres administrations pour les former aux techniques de contrôle des émissions, de radiogoniométrie et de localisation géographique. Les premiers contacts en vue de cette formation peuvent être établis avec le bureau centralisateur compétent, tel qu'indiqué dans la Nomenclature des stations de contrôle international des émissions (Liste VIII) publiée par le Secrétariat général de l'UIT.

NOTE 1 – Les Administrations de l'Allemagne (République fédérale d'), de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, d'Israël (Etat d'), de l'Italie, du Japon, du Portugal, de la Chine (République populaire de), de la Corée (République de) et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont proposées pour recevoir des fonctionnaires d'autres administrations.

RÉSOLUTION UIT-R 25-3

Programmes informatiques et données numériques de référence associées pour les études sur la propagation des ondes radioélectriques

(1978-1982-1986-1990-1993-1995-2000-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que les Recommandations UIT-R contiennent la description de méthodes de prévision de l'état du milieu de propagation ainsi que des caractéristiques de propagation des ondes radioélectriques ou leur font référence;
- b) que des produits numériques tels que les programmes informatiques, les cartes numérisées, les données numériques de référence associées et les banques de données de mesure sont nécessaires à l'application efficace et au développement des méthodes en question;
- c) que l'établissement de leurs propres programmes informatiques peut s'avérer onéreux pour les diverses organisations effectuant ces prévisions;
- d) que, dans certains cas, les produits numériques qui viennent compléter les Recommandations UIT-R de la Série P (Propagation des ondes radioélectriques) sont disponibles sur le site web de l'UIT-R, dans la partie consacrée à la Commission d'études 3 des radiocommunications;
- e) que, dans certains cas, les Recommandations UIT-R de la Série P peuvent nécessiter l'utilisation de produits numériques;
- f) que la cohérence entre le texte des Recommandations UIT-R de la Série P et les produits numériques est essentielle pour une utilisation et une application correctes desdites Recommandations,

reconnaissant

que toute modification d'un produit numérique requise dans toute Recommandation UIT-R de la Série P constituerait une modification de la Recommandation elle-même,

décide

- 1 de charger le Directeur du Bureau des radiocommunications d'inviter les Administrations, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires qui disposent de produits numériques relatifs aux Recommandations UIT-R de la Série P à communiquer officiellement les informations concernant ces produits sous la forme d'une contribution adressée à la Commission d'études 3 des radiocommunications;
- 2 que, lorsqu'un logiciel exécutable dont le code source n'est pas accessible au public est soumis, il conviendra de communiquer le code source à la Commission d'études 3 des radiocommunications pour qu'elle en examine la mise en oeuvre;
- 3 que les produits numériques qui viennent compléter des Recommandations UIT-R de la Série P devront continuer à être mis à disposition sur le site web de l'UIT-R, dans la partie consacrée à la Commission d'études 3 des radiocommunications;

4 que les produits numériques dont l'utilisation est requise pour l'application d'une Recommandation UIT-R donnée de la Série P devront être considérés comme faisant partie intégrante de la Recommandation elle-même et devront être approuvés selon la même procédure que celle utilisée pour le reste de la Recommandation,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

de prendre les mesures nécessaires pour faciliter la fourniture sur le site web de l'UIT-R de produits numériques, qu'ils viennent compléter des Recommandations de la Série P ou qu'ils soient essentiels à ces Recommandations.

RÉSOLUTION UIT-R 28-2

Emissions de fréquences étalon et de signaux horaires

(1963-1966-1970-1974-1986-2000-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

a) les dispositions de l'Article 26 du Règlement des radiocommunications (RR),

décide

1 que, dès la mise en service d'une assignation de fréquence à une station de fréquences étalon, l'administration intéressée doit notifier cette assignation au Bureau des radiocommunications, conformément aux dispositions du Chapitre III du RR; cependant, aucune notification ne doit être adressée au Bureau des radiocommunications jusqu'à ce que la coopération opérationnelle soit terminée et avant que les recherches expérimentales et la coordination opérationnelle n'aient été achevées en conformité avec les dispositions du Chapitre III du RR;

2 que chaque administration doit adresser, en outre, tous autres renseignements utiles sur les stations de fréquences étalon (tels que stabilité de fréquence, changement de phase des impulsions de signaux horaires, modification des horaires d'émission) au Rapporteur principal de la Commission d'études 7 des radiocommunications, au Directeur du Bureau des radiocommunications et, en vue de la publication officielle de ces renseignements, au Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM);

3 que la Commission d'études 7 des radiocommunications doit collaborer avec l'Union astronomique internationale (UAI), l'Union radioscientifique internationale (URSI), l'Union géodésique et géophysique internationale (UGGI), l'Union internationale de physique pure et appliquée (UIPPA) et le BIPM.

RÉSOLUTION UIT-R 33-3

Elaboration des textes relatifs à la terminologie

(1982-1990-1993-2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

reconnaissant

- a) l'adoption, par la Conférence de plénipotentiaires, de la Résolution 154 (Rév. Guadalajara, 2010) «Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité» en vertu de laquelle le Conseil et le Secrétariat général sont chargés de veiller à assurer l'égalité de traitement des six langues;
- b) les décisions prises par le Conseil de l'UIT en vue de centraliser les fonctions d'édition des langues au sein du Secrétariat général (Département des conférences et des publications), les Secteurs étant invités à présenter les textes définitifs en anglais seulement (cela s'applique aussi aux termes et définitions),

considérant

- a) qu'il est essentiel que les travaux de terminologie effectués au sein de l'UIT bénéficient d'une très large diffusion, en ce qui concerne à la fois les termes et les définitions;
- b) que les usagers ne disposent généralement que de l'édition des ouvrages de l'UIT dans une seule langue, mais sont souvent conduits à lire ou à écrire des textes dans une des autres langues officielles de l'UIT;
- c) que les textes de vocabulaire et les glossaires ne sont généralement pas à la disposition directe des usagers qui s'intéressent à une des publications de l'UIT-R en particulier,

décide

- 1 que les textes de vocabulaire et les parties de texte consacrés spécialement à des définitions de termes, publiés par le Secteur des radiocommunications en particulier le Règlement des radiocommunications (RR), doivent indiquer pour tous les termes définis les équivalents dans chacune des langues officielles de l'UIT;
- 2 que la solution pour indiquer les équivalents des termes en plus du texte complet des termes et définitions dans une des langues autres que l'anglais est laissée maintenant au Secrétariat général (Département des conférences et des publications) comme cela a été précisé précédemment dans les décisions pertinentes du Conseil et confirmé par le point 3 du *décide* de la Résolution 154 (Rév. Guadalajara, 2010);
- 3 qu'une étroite collaboration entre le CCV (voir la Résolution UIT-R 36) et le Secrétariat général de l'UIT (Département des conférences et des publications) doit être maintenue afin d'aboutir à des textes qui seront adoptés d'un commun accord sur ces termes et définitions.

RÉSOLUTION UIT-R 34-3

Lignes directrices pour l'élaboration des termes et des définitions

(1986-1990-1993-2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

reconnaissant

- a) l'adoption, par la Conférence de plénipotentiaires, de la Résolution 154 (Rév. Guadalajara, 2010) «Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité» en vertu de laquelle le Conseil et le Secrétariat général sont chargés de veiller à assurer l'égalité de traitement des six langues;
- b) les décisions prises par le Conseil de l'UIT de centraliser les fonctions d'édition des langues au sein du Secrétariat général (Département des conférences et des publications), les Secteurs étant invités à présenter les textes définitifs en anglais seulement (cela s'applique aussi aux termes et définitions),

considérant

- a) que les différentes Commissions d'études des radiocommunications sont responsables des termes et définitions qu'elles proposent en langue anglaise;
- b) que la mise en œuvre pratique fait parfois appel à des méthodes très différentes;
- c) qu'il existe un besoin d'uniformiser cette mise en œuvre;
- d) que la Constitution et la Convention de l'UIT ainsi que les règlements administratifs contiennent des définitions,

décide

1 que lorsqu'elles proposent des termes et définitions, les Commissions d'études des radiocommunications doivent appliquer les lignes directrices données dans l'Annexe 1 ci-après,

invite

1 le Secrétariat général de l'UIT à revoir ces lignes directrices et à fournir tout commentaire utile au CCV (voir la Résolution UIT-R 36) en vue d'une mise en œuvre par les Commissions d'études.

ANNEXE 1

Lignes directrices pour l'élaboration des termes et des définitions

1 Introduction

Les paragraphes suivants contiennent des lignes directrices pour:

- proposer des termes;

- des propositions de définition.

2 Termes

2.1 Qu'est-ce qu'un terme?

Un terme est un mot ou groupe de mots utilisé pour désigner une notion donnée.

2.2 Concision des termes

Les termes doivent être choisis de façon à être aussi concis que possible sans pour autant nuire à la compréhension des textes qui les contiennent.

Quand un terme est employé dans plusieurs domaines, pour désigner des notions différentes ou des variantes d'une même notion, le domaine d'application peut être précisé entre parenthèses si cela est justifié. Par exemple:

- zone de couverture (d'une station spatiale);
- zone de couverture (d'une station d'émission de Terre).

2.3 Termes ambigus

L'utilisation de termes polysémiques, c'est-à-dire de termes qui ont plusieurs sens, est parfois inévitable. Il y a alors risque de confusion, dans les cas suivants:

- les sens sont très proches;
- les termes apparaissent dans le même texte avec des sens différents.

Dans ces cas, il faudra chercher des termes différents pour exprimer les différents sens des termes ambigus.

2.4 Termes composés

Un terme composé doit refléter la combinaison des notions contenues dans la définition. Cependant, il ne doit pas comprendre chacun des éléments constitutifs de la combinaison de notions figurant dans la définition.

Il convient d'éviter la prolifération inutile de termes et définitions lorsqu'une combinaison de termes existants est utilisable avec un sens qui se déduit sans ambiguïté de ceux des termes composants.

3 Définitions

3.1 Qu'est-ce qu'une définition?

Une définition consiste à décrire avec clarté, exactitude et précision une notion, de préférence en une seule phrase, et exprime donc le sens du terme employé pour désigner la notion.

Une définition doit décrire complètement la notion et contenir les éléments suffisants pour que la notion considérée soit bien comprise et bien délimitée. La définition doit être simple, claire et relativement courte. Elle peut être complétée par des notes si cela est approprié.

3.2 Utilisation des termes dans les définitions

Les principes généraux suivants sont recommandés:

- tous les termes qui figurent dans une définition doivent, soit être connus soit être définis dans une autre partie du texte;

- le terme ou les termes représentant une notion à définir ne doivent pas figurer dans la définition;
- le sens d'un terme ne doit pas être expliqué à l'aide d'un autre terme qui est lui-même défini à l'aide du premier terme.

3.3 Précision des définitions

Le degré de précision des définitions dépend de l'application prévue. La recherche d'une précision plus grande risque d'allonger inutilement le texte et d'entraîner l'emploi de termes plus spécifiques et donc moins connus, ce qui rendrait la définition plus difficile à comprendre.

3.4 Modification de termes généralement acceptés ou limitation de leur sens

Aucune tentative ne doit être faite pour modifier ou limiter l'usage établi d'un terme, à moins qu'il ne résulte de cet usage des confusions ou des ambiguïtés. Dans ce cas, l'utilisation du terme entraînant des confusions peut être déconseillée.

Quand certains termes généraux ont un sens particulier dans le domaine des télécommunications, la définition doit mentionner cette restriction.

3.5 Formulation des définitions

Le libellé de la définition doit indiquer clairement si le terme est un nom, un verbe ou un adjectif.

3.6 Définitions incomplètes

Il faut prendre soin de ne pas omettre dans la définition d'un terme certaines de ses caractéristiques spécifiques, faute de quoi elle serait incomplète. Le terme et sa définition doivent être interchangeables.

3.7 Emploi de synonymes

Lorsque plusieurs termes expriment une même notion, on peut indiquer le ou les synonymes, en les séparant par un point-virgule, à condition que cela ne prête pas à confusion.

3.8 Illustrations

On utilise souvent des illustrations pour expliquer ou préciser une définition. Le type d'illustration dépendra de chaque cas précis; on trouvera dans la Recommandation UIT-R P.341 (voir aussi la sous-section A4 de la Recommandation UIT-R V.573) un exemple de représentation graphique de la signification des termes utilisés pour décrire la notion d'affaiblissement de transmission.

3.9 Autre utilisation des termes et définitions

Les définitions doivent rester parfaitement compréhensibles, même en dehors de leur contexte, de façon à pouvoir être insérées telles quelles dans un dictionnaire.

4 Autres références

Pour d'autres indications plus précises concernant l'élaboration de termes et définitions, on peut consulter la norme internationale ISO 704 «Principes et méthodes de la terminologie» (1987), et toute mise à jour pertinente de ces principes ainsi que tout principe adopté par d'autres organisations reconnues par l'UIT à cet effet.

RÉSOLUTION UIT-R 35-3

Organisation des travaux de vocabulaire concernant les termes et définitions

(1990-1993-2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

reconnaissant

a) l'adoption, par la Conférence de plénipotentiaires, de la Résolution 154 (Rév. Guadalajara, 2010) «Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité» en vertu de laquelle le Conseil et le Secrétariat général sont chargés de veiller à assurer l'égalité de traitement des six langues;

b) les décisions prises par le Conseil de l'UIT de centraliser les fonctions d'édition des langues au sein du Secrétariat général (Département des conférences et des publications), les Secteurs étant invités à présenter les textes définitifs en anglais seulement (cela s'applique aussi aux termes et définitions),

considérant

a) qu'il est important pour les travaux de l'UIT et en particulier ceux du Secteur des radiocommunications qu'il existe, dans la mesure du possible, une coopération avec d'autres organisations concernées s'occupant des termes et définitions;

b) qu'il importe d'éviter tout malentendu au sein de l'UIT et en particulier avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et la Commission électrotechnique internationale (CEI), dans l'utilisation commune de termes et définitions,

décide

1 que, dans le cadre de leur mandat, les Commissions d'études des radiocommunications doivent continuer en anglais seulement leurs travaux sur les termes et définitions techniques ou d'exploitation qui peuvent être nécessaires également aux activités de réglementation ainsi que sur les termes spécialisés aussi en anglais, dont elles peuvent avoir besoin dans l'accomplissement de leurs tâches;

2 que chaque Commission d'études des radiocommunications doit assumer la responsabilité de proposer de la terminologie dans son domaine d'intérêt particulier, avec l'assistance du Comité de coordination pour le vocabulaire (CCV) si besoin est (voir la Résolution UIT-R 36);

3 que chaque Commission d'études des radiocommunications doit désigner un Rapporteur permanent pour le vocabulaire, chargé de coordonner les travaux de sa Commission d'études concernant les termes et définitions ainsi que les sujets analogues et d'assurer la liaison avec l'extérieur dans ce domaine;

4 que les tâches confiées au Rapporteur pour le vocabulaire sont définies dans l'Annexe 1;

5 que chaque Commission d'études des radiocommunications doit examiner les termes figurant dans ses textes et proposer des définitions, si nécessaire, ou au moins expliquer les notions nouvelles et clarifier les textes ambigus exprimant des notions existantes;

- 6 que, lorsque plusieurs Commissions d'études des radiocommunications définissent le même terme et/ou la même notion, elles doivent s'efforcer de choisir un seul terme et une seule définition qui soient acceptables pour toutes les Commissions d'études des radiocommunications concernées;
- 7 que, lors du choix des termes et de l'élaboration des définitions, la Commission d'études des radiocommunications tiendra compte de l'usage établi des termes et définitions existant à l'UIT ainsi que des termes et définitions qui figurent dans le Vocabulaire électrotechnique international (VEI);
- 8 que le BR doit recueillir tous les nouveaux termes et définitions proposés par les Commissions d'études des radiocommunications et les communiquer au CCV (voir la Résolution UIT-R 36) qui fera fonction d'interface avec la CEI;
- 9 que, en étroite collaboration avec le Secrétariat général de l'UIT (Département des conférences et des publications), le CCV (voir la Résolution UIT-R 36) entrera en relation avec les différents Rapporteurs pour le vocabulaire et, si nécessaire, encouragera des réunions d'experts, lorsque des incohérences sont constatées entre les termes et définitions au Secteur des radiocommunications, au Secteur de la normalisation des télécommunications ou à la CEI. Ces efforts de conciliation ont pour but la recherche d'un accord, dans la mesure où un accord est réalisable, les divergences qui subsistent étant dûment notées;
- 10 que les Commissions d'études des radiocommunications, les administrations et autres participants aux travaux du Secteur des radiocommunications peuvent soumettre au CCV (voir la Résolution UIT-R 36) des contributions relatives au vocabulaire et sujets analogues;
- 11 que les Rapporteurs pour le vocabulaire doivent prendre en compte les listes de termes et définitions nouveaux disponibles auprès de tel ou tel Secteur de l'UIT ainsi que les projets de chapitres du VEI afin d'assurer la cohérence de la terminologie utilisée par le Secteur des radiocommunications chaque fois que cela est possible.

ANNEXE 1

Tâches confiées aux Rapporteurs pour le vocabulaire

- 1 Les Rapporteurs doivent étudier le vocabulaire et les sujets analogues qui leur sont communiqués par:
- les groupes de travail ou groupes d'action d'une même Commission d'études des radiocommunications;
 - la Commission d'études des radiocommunications elle-même;
 - le Rapporteur pour le vocabulaire d'une autre Commission d'études des radiocommunications;
 - le CCV (voir la Résolution UIT-R 36).
- 2 Les Rapporteurs doivent être chargés de la coordination du vocabulaire et des sujets analogues au sein de leur propre Commission d'études des radiocommunications ainsi qu'avec d'autres Commissions d'études des radiocommunications, l'objectif étant d'obtenir l'accord des Commissions d'études concernées sur les termes et définitions proposés.
- 3 Les Rapporteurs sont chargés de la liaison entre leur Commission d'études des radiocommunications et le CCV (voir la Résolution UIT-R 36) et sont encouragés à participer à des réunions de type présentiel du CCV (voir la Résolution UIT-R 36), le cas échéant.

RÉSOLUTION UIT-R 36-3

Coordination du vocabulaire

(1990-1993-2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

reconnaissant

- a) l'adoption, par la Conférence de plénipotentiaires, de la Résolution 154 (Rév. Guadalajara, 2010) «Utilisation des six langues officielles de l'Union sur un pied d'égalité» en vertu de laquelle le Conseil et le Secrétariat général étaient chargés de veiller à assurer l'égalité de traitement des six langues;
- b) les décisions prises par le Conseil de l'UIT en vue de centraliser les fonctions d'édition des langues au sein du Secrétariat général (Département des conférences et des publications), les Secteurs étant invités à fournir les textes définitifs en anglais seulement (cela s'applique aussi aux termes et définitions),

considérant

- a) qu'il est important pour les travaux de l'UIT et en particulier ceux du Secteur des radiocommunications qu'il existe une coopération avec d'autres organisations intéressées, en ce qui concerne les termes et définitions, les symboles graphiques pour la documentation, les symboles littéraux et autres moyens d'expression, les unités de mesure, etc., l'objectif étant de normaliser ces données;
- b) qu'il est difficile d'obtenir un accord sur des définitions lorsque plusieurs Commissions d'études des radiocommunications sont concernées;
- c) que l'UIT collabore avec la Commission électrotechnique internationale (CEI) afin d'établir et maintenir un vocabulaire des termes de télécommunication agréé sur le plan international;
- d) que les Secteurs des radiocommunications et de la normalisation collaborent avec la CEI (CT 3) afin d'établir des symboles graphiques pour schémas et utilisables sur le matériel, qui soient agréés sur le plan international, ainsi que des règles agréées pour l'établissement de la documentation et pour la désignation des éléments;
- e) que les Secteurs des radiocommunications et de la normalisation collaborent avec la CEI (CT 25) afin d'établir des symboles littéraux et des unités agréés sur le plan international, etc.;
- f) qu'il est en permanence nécessaire de publier les termes et définitions utilisés au sein du Secteur des radiocommunications;
- g) qu'une coordination et une adoption efficaces de tous les travaux relatifs au vocabulaire et aux sujets analogues entrepris par les Commissions d'études des radiocommunications doivent être assurées pour éliminer les travaux inutiles ou qui feraient double emploi;
- h) que l'objectif à long terme des travaux de terminologie doit être la préparation d'un vocabulaire de télécommunication complet dans les langues officielles de l'UIT,

décide

- 1 que la coordination des travaux relatifs au vocabulaire au sein du Secteur des radiocommunications sera fondée sur la soumission par les commissions d'études en anglais, avec l'examen, la résolution et l'adoption de la traduction dans les cinq autres langues officielles, comme proposé par le Secrétariat général et sera assurée par un Comité de coordination pour le vocabulaire (CCV) composé de spécialistes de la terminologie dans les différentes langues officielles, et de membres désignés par les administrations et autres participants aux travaux du Secteur des radiocommunications qui souhaitent participer, avec la participation des Rapporteurs pour le vocabulaire désignés par les Commissions d'études des radiocommunications en étroite collaboration avec le Secrétariat général de l'UIT (Département des conférences et des publications) et l'éditeur du BR;
- 2 que le mandat du CCV est donné dans l'Annexe 1;
- 3 que le CCV doit mettre à jour et réviser si nécessaire les Recommandations existantes de la Série V. Les Recommandations nouvelles et révisées doivent être adoptées par le CCV et soumises pour approbation, conformément à la Résolution UIT-R 1;
- 4 que les administrations et autres participants aux travaux du Secteur des radiocommunications peuvent soumettre au CCV et aux Commissions d'études des radiocommunications des contributions concernant le vocabulaire et les sujets analogues;
- 5 que le Président du CCV et les six Vice-Présidents qui représentent chacun une des langues officielles doivent être nommés par l'Assemblée des radiocommunications.

ANNEXE 1

Mandat du Comité de coordination pour le vocabulaire

- 1 Adopter des termes et définitions pour les travaux de vocabulaire, en étroite collaboration avec le Secrétariat général (Département des conférences et des publications) y compris les symboles graphiques pour la documentation, les symboles littéraux et autres moyens d'expression, les unités de mesure, etc., au sein du Secteur des radiocommunications et rechercher une harmonisation entre toutes les Commissions d'études des radiocommunications concernées en ce qui concerne les termes et définitions.
- 2 Assurer la liaison avec le Département des conférences et des publications et avec d'autres organisations effectuant des travaux de vocabulaire dans le domaine des télécommunications, par exemple avec la Commission électrotechnique internationale (CEI) et l'Organisation internationale de normalisation (ISO), ainsi que le Comité technique mixte CEI/ISO pour les technologies de l'information (JTC 1) afin d'éliminer les double emplois de termes et définitions.
- 3 Fournir aux commissions d'études les symboles graphiques unifiés pertinents à utiliser dans la documentation, les symboles littéraux et autres moyens d'expression, les unités de mesure, etc., aux fins d'utilisation dans tous les documents des Commissions d'études.

RÉSOLUTION UIT-R 37

Etudes sur la propagation des ondes radioélectriques intéressant la conception des systèmes et la planification des services

(1995)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que la Commission d'études 3 des radiocommunications est chargée d'étudier les caractéristiques et la variabilité de la propagation des ondes radioélectriques et de recommander les procédures de prévision adaptées à la planification des services et à l'évaluation des performances;
- b) que, puisque les caractéristiques de propagation dépendent de la situation géographique, du climat, de l'environnement local et de la variabilité atmosphérique, l'établissement de procédures de prévision de la propagation par la Commission d'études 3 des radiocommunications est subordonné, entre autres, à la disponibilité de données de mesures et à la tenue de banques de données étalonnées;
- c) que l'acquisition de données de mesures, et leur utilisation ultérieure par la Commission d'études 3 des radiocommunications pour l'établissement et l'amélioration des procédures de prévision, est un travail à moyen ou à long terme,

reconnaissant

- a) que les Commissions d'études des radiocommunications sur les services ont souvent besoin, à court terme, de renseignements se rapportant à de nouveaux systèmes et réseaux;
- b) que, lors de la conception de systèmes de ce genre, des données relatives à la propagation sont parfois communiquées directement à la Commission d'études des radiocommunications concernée;
- c) que ces données, bien qu'elles permettent de satisfaire un besoin particulier à court terme, peuvent être d'une valeur limitée dans d'autres circonstances et nécessiter une analyse plus approfondie avant leur utilisation dans le cadre d'études consacrées à la mise au point de méthodes de prédiction de la propagation en vue d'autres applications,

décide

- 1 que, chaque fois que cela est possible, la Commission d'études 3 des radiocommunications devrait être consultée au sujet des informations sur la propagation qui sont les mieux adaptées à chaque cas, lorsqu'une Recommandation existante ne semble pas entièrement applicable;
- 2 que toutes les contributions contenant des informations sur la propagation et destinées à d'autres Commissions d'études des radiocommunications devraient être signalées à la Commission d'études 3 des radiocommunications pour que ces informations puissent être utilisées non seulement dans les travaux de la Commission d'études des radiocommunications à laquelle elles étaient destinées, mais aussi dans les futurs travaux de la Commission d'études 3 des radiocommunications;
- 3 que l'ensemble des Questions dont l'étude est confiée à la Commission d'études 3 des radiocommunications devrait être examiné par toutes les Commissions d'études sur les services pour qu'elles recensent les Questions appelant des études supplémentaires.

RÉSOLUTION UIT-R 38-4

Etude des questions réglementaires et de procédure

(1995-1997-2000-2003-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que la Convention de l'UIT prévoit notamment parmi les fonctions des Commissions d'études des radiocommunications l'étude des questions techniques, d'exploitation et de procédure qui seront soumises à l'examen des Conférences mondiales et régionales des radiocommunications (CV 156);
- b) que l'Assemblée des radiocommunications de 1995 (Résolution UIT-R 38) a établi une Commission spéciale chargée de traiter les questions réglementaires et de procédure dans le cadre des travaux préparatoires des Conférences mondiales des radiocommunications;
- c) que la Commission spéciale chargée des questions réglementaires et de procédure a entrepris un travail très utile de préparation des Conférences mondiales des radiocommunications (CMR);
- d) qu'il se peut que la préparation d'une future CMR et/ou Conférence régionale des radiocommunications (CRR) donne lieu à un important volume de travail en matière réglementaire et de procédure;
- e) qu'un mécanisme doit être maintenu pour faciliter ces travaux préparatoires,

notant

- a) que l'étude des questions réglementaires et de procédure peut également être effectuée dans le cadre des Commissions d'études et des Groupes de travail compétents;
- b) que les activités de la Commission spéciale sont subdivisées en deux catégories:
 - 1) les travaux que la RPC à sa première session a confiés directement à la Commission spéciale; et
 - 2) les tâches liées aux aspects réglementaires des travaux que la RPC, à sa première session, a confiés aux Commissions d'études et à leurs Groupes de travail,

décide

- 1 qu'il convient de conserver l'infrastructure de la Commission spéciale pour traiter les questions réglementaires et de procédure, dont les résultats pourraient être utilisés par les administrations lorsqu'elles prépareront la CMR ou la CRR compétente selon le cas;
- 2 que la RPC à sa première session ou la CRR convoquera cette Commission spéciale, le Président de la Commission spéciale et au moins deux Vice-Présidents sont nommés par l'Assemblée des radiocommunications ou la CRR, selon le cas;
- 3 que les résultats des études de la Commission spéciale doivent figurer dans des rapports sous la forme de contributions aux travaux de la RPC en vue de l'établissement du rapport de cette Réunion à la CMR ou CRR compétente selon le cas;

- 4 que la participation à la Commission spéciale doit être ouverte à tous les membres de l'UIT-R;
- 5 que la Commission spéciale doit adopter les méthodes de travail des Commissions d'études des radiocommunications chaque fois que cela est possible, y compris en créant un Groupe de travail, s'il y a lieu;
- 6 que pour les activités relevant de la première catégorie dont il est question au point *b*) du *notant* ci-dessus, la Commission spéciale ou son Groupe de travail pourra commencer ses études selon qu'il conviendra;
- 7 que pour les activités relevant de la seconde catégorie dont il est question au point b) ci-dessus, la Commission spéciale et son Groupe de travail commencent l'étude des textes relatifs à des questions réglementaires ou de procédure sur la base des contributions soumises par les Commissions d'études/Groupes de travail et les Membres, la première réunion de la Commission spéciale ou de son Groupe de travail sur des activités relevant de cette catégorie se tiendra après consultation du Président de la RPC et du Président de la Commission d'études ou du Groupe de travail concerné, charge le Directeur du Bureau des radiocommunications*

de prendre les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la présente Résolution.

RESOLUTION UIT-R 40-3*

Bases de données mondiales sur l'altitude du terrain et les caractéristiques de surface

(1997-2003-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) qu'aux fins de la planification, il faut disposer de meilleures méthodes au niveau mondial pour prévoir l'intensité de champ, qui tiennent compte de l'altitude du terrain et des caractéristiques de surface (y compris la couverture du terrain, par exemple bâtiments, végétation, etc.);
- b) que l'on dispose couramment de cartes numériques d'altimétrie sous divers formats de données et avec diverses résolutions et que des cartes ayant une résolution de 1 seconde d'arc en latitude et en longitude sont disponibles pour le monde entier;
- c) que l'on améliore les prévisions de propagation en introduisant des informations plus détaillées sur l'altitude du terrain et les caractéristiques de surface et que l'on commence à disposer des cartes numériques adéquates sur le plan national;
- d) que la disponibilité de cartes topographiques numériques et de caractéristiques de surface serait un avantage considérable pour les pays en développement en ce qui concerne la planification de leurs services, existants et récemment introduits;
- e) que les données topographiques peuvent permettre d'optimiser les études techniques et faciliter la gestion nationale du spectre;
- f) que la Commission d'études 3 des radiocommunications conduit activement un programme de travail concernant la mise au point de méthodes de prévision améliorées,

décide

- 1 qu'une base de données topographiques avec une résolution horizontale de 1 seconde d'arc en latitude et en longitude convient à l'emploi au niveau mondial de méthodes de prévision de la propagation dans la gamme au-dessus de 30 MHz;
- 2 que les administrations devraient passer en revue les données topographiques disponibles dans ce format et fournir des données supplémentaires avec davantage d'informations sur les caractéristiques de surface et des mises à jour régulières, au besoin, pour tenir compte des évolutions, de façon à étendre au niveau mondial la base de données;
- 3 que les administrations devraient être encouragées à mettre les bases de données topographiques à la libre disposition des usagers, dans le cadre de l'UIT;

* La présente Résolution doit être portée à l'attention de la Commission d'études 1 des radiocommunications pour examen de l'utilisation d'une base de données concernant le terrain à des fins de gestion nationale du spectre.

La présente Résolution doit aussi être portée à l'attention du Secteur du développement des télécommunications.

- 4 que les administrations devraient inviter les organisations engagées dans la production de cartes topographiques à constituer des bases de données sur l'altitude du terrain et les caractéristiques de surface avec une résolution égale à la résolution actuellement disponible (ou meilleure);
- 5 d'encourager les administrations à utiliser les données topographiques pour les prévisions de propagation et la gestion nationale du spectre;
- 6 que les données topographiques devraient être utilisées conformément aux Recommandations de l'UIT-R.

RÉSOLUTION UIT-R 43

Droits des Associés

(2000)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que la rapidité du changement dans le monde et dans l'industrie des radiocommunications encourage la participation accrue des entités et des organisations intéressées par les activités de radiocommunication;
- b) que des entités ou organisations dont le domaine d'activité est hautement spécialisé peuvent ne souhaiter participer qu'à une partie limitée des activités de l'UIT-R, mais risquent d'être découragées de le faire par l'obligation financière imposée aux Membres du Secteur;
- c) qu'en application de l'article 19 de la Convention de l'UIT, le Secteur des radiocommunications peut décider d'admettre une entité ou organisation à participer comme Associé aux travaux d'une Commission d'études donnée et de ses groupes subordonnés;
- d) que les articles 19, 20 et 33 de la Convention comportent des dispositions relatives à la participation des Associés,

décide

- 1 que les entités ou organisations intéressées peuvent adhérer au Secteur des radiocommunications comme Associés et être autorisées à participer aux travaux d'une seule et unique Commission d'études choisie et de ses groupes subordonnés;
- 2 que les Associés peuvent prendre part au travail d'élaboration de Recommandations au sein d'une seule et unique Commission d'études, et en particulier participer aux réunions, soumettre des contributions et faire part de leurs observations, le cas échéant, avant l'adoption des Recommandations;
- 3 que les Associés doivent pouvoir avoir accès à toute la documentation de la Commission d'études qu'ils ont choisie et à celles d'autres Commissions d'études, suivant les exigences du programme de travail;
- 4 que les Associés ne peuvent pas participer aux procédures de vote ou d'approbation des Questions et Recommandations;
- 5 qu'un Associé peut faire office de Rapporteur (voir le § 2.11 de la Résolution UIT-R 1) dans le cadre de la Commission d'études qu'il a choisie, sauf pour ce qui est des activités de liaison qui doivent être exercées séparément,

invite

- 1 le Conseil à déterminer pour les membres Associés une contribution financière aux dépenses du Secteur des radiocommunications et des Commissions d'études concernées conformément aux dispositions de l'Article 33 de la Convention et à encourager une plus grande participation,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 de prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre la présente Résolution dès que possible.

RÉSOLUTION UIT-R 47-2*

Présentation future des techniques de transmission radioélectrique par satellite pour les IMT-2000

(2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que la Résolution UIT-R 56 dispose que le terme «IMT» est le nom racine qui englobe à la fois les IMT-2000 et les IMT évoluées et que le terme «IMT-2000» englobe aussi les améliorations et les développements futurs desdits systèmes;
- b) que l'universalité de la couverture et la continuité de la mobilité mondiale sont des objectifs IMT fondamentaux, et que la composante satellite des IMT-2000 sera un élément essentiel dans la concrétisation de la vision générale IMT-2000;
- c) que les systèmes IMT sont définis par un ensemble de Recommandations interdépendantes de l'UIT, dont l'objet est de permettre la mise en service des IMT en fonction de la demande des utilisateurs;
- d) que la Recommandation UIT-R M.1034 décrit chacun des divers environnements radioélectriques de la composante satellite des IMT-2000;
- e) que la conception des techniques de transmission radioélectrique par satellite repose sur un très grand nombre de facteurs techniques et économiques parfois communs aux techniques de Terre, parfois propres aux techniques satellitaires, parfois appelant une approche différente lorsqu'on les applique aux techniques satellitaires;
- f) que, suite à une évaluation réalisée par l'UIT-R, sept techniques de transmission radioélectrique par satellite ont été adoptées et considérées comme répondant aux critères d'évaluation applicables aux IMT-2000;
- g) que les interfaces radioélectriques IMT sont souples par conception et devraient répondre aux besoins du service pendant une longue période,

considérant en outre

- a) que, les systèmes à satellites étant particulièrement limités en ressources (en ce qui concerne par exemple les puissances et les fréquences), les techniques de transmission radioélectrique par satellite sont optimisées en fonction des scénarios spécifiques selon lesquels les systèmes à satellites seront exploités, ainsi qu'en fonction des impératifs du marché et des environnements envisagés;

* Cette Résolution doit être portée à l'attention de la Commission d'études 13 de la normalisation des télécommunications et du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications (GCNT).

- b) que, si l'un des principaux objectifs recherchés dans le cadre des IMT-2000 consiste à réduire le plus possible le nombre des interfaces radioélectriques, en raison des diverses contraintes liées à la conception et à la mise en œuvre des systèmes à satellites, il faudra néanmoins peut-être prévoir un certain nombre de techniques de transmission radioélectrique pour les IMT-2000 (se reporter à la Recommandation UIT-R M.1167);
- c) que l'ensemble de services assurés par les fournisseurs de services ou opérateurs IMT-2000 utilisant un système à satellites donné dans un environnement donné dépend des contraintes techniques propres à l'interface radioélectrique du système en question;
- d) que, dans la Recommandation UIT-R M.816, il est reconnu que la mise en œuvre des IMT-2000 pourra comporter des phases ultérieures en ce qui concerne les débits de données élevés demandés par les utilisateurs d'ordinateurs portables et les besoins associés aux communications multimédias améliorées, et que par ailleurs d'autres objectifs de service pourront être identifiés dans les travaux de l'UIT-R et de l'UIT-T;
- e) qu'en ce qui concerne les environnements d'exploitation de systèmes à satellites dont il est question dans la Recommandation UIT-R M.1034, le choix de la constellation de satellites a une incidence sur le respect des impératifs d'exploitation mais que, pour plusieurs des systèmes à satellites en cours d'élaboration, le choix des constellations de satellites spécifiques n'a pas encore été arrêté de façon définitive;
- f) que le scénario d'exploitation défini dans la Recommandation UIT-R M.1034 prévoit un fonctionnement dans divers environnements radioélectriques pour les IMT-2000 ainsi qu'une exploitation mettant en jeu de multiples opérateurs d'IMT-2000 de types différents, et que, dans le cadre des IMT-2000, plusieurs types de système à satellites pourront coexister, chacun avec une configuration interne et une gestion différente;
- g) que pendant le processus d'optimisation et de développement des systèmes à satellites, afin de tenir compte de l'évolution des impératifs du marché, des objectifs économiques, des progrès techniques, ainsi que des besoins d'exploitation, et au fur et à mesure que seront optimisés, selon les besoins, les éléments communs avec la composante de Terre des IMT, il sera peut-être nécessaire de modifier ou d'actualiser les Recommandations UIT-R pertinentes,

décide

- 1 que tout auteur d'une proposition de nouvelle technique de transmission radioélectrique par satellite pour les IMT-2000 devra soumettre cette proposition à l'UIT conformément à la Recommandation UIT-R M.1225;
- 2 que trois (3) mois plus tard, l'auteur de la proposition d'une technique de transmission radioélectrique devra soumettre à l'UIT un rapport d'autoévaluation tenant compte de la Recommandation UIT-R M.1225;
- 3 que, sur la base des rapports d'évaluation soumis par les auteurs de propositions et d'autres groupes d'évaluation établis par les Administrations des Etats Membres de l'UIT et les Membres des Secteurs de l'UIT, il appartiendra à l'UIT-R d'évaluer les technologies de transmission radioélectrique proposées à la lumière de la Recommandation UIT-R M.1225 et des critères indiqués dans l'Annexe 1 de la présente Résolution, pour déterminer si la proposition peut être considérée comme interface radioélectrique de satellite IMT-2000;
- 4 que l'auteur d'une proposition de technique de transmission radioélectrique par satellite considérée comme interface radioélectrique de satellite IMT-2000 devra, dès que possible, soumettre à l'UIT les informations nécessaires pour actualiser la Recommandation UIT-R M.1850;

5 que, lorsque cette procédure d'évaluation aura été menée à bien par l'UIT-R, la nouvelle interface radioélectrique de satellite sera insérée dans la Recommandation UIT-R M.1850,

décide en outre

1 que les modifications des interfaces radioélectriques de satellite existantes devront être soumises à l'UIT par l'intermédiaire d'une Administration d'un Etat Membre de l'UIT ou d'un Membre de Secteur de l'UIT, et qu'après examen par l'UIT-R, ces modifications en question seront intégrées dans la Recommandation UIT-R M.1850,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 d'informer les Administrations des Etats Membres de l'UIT et les Membres des Secteurs de l'UIT, par Lettre Circulaire, de toute proposition faite conformément au *décide* 1 ci-dessus et d'inviter les auteurs de rapports d'évaluation établis sur la base de la Recommandation UIT-R M.1225 à communiquer ces rapports à l'UIT dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication de la lettre circulaire;

2 de mettre en œuvre des procédures appropriées pour satisfaire aux dispositions du *décide* 3;

3 d'examiner les procédures établies dans le cadre de la présente Résolution avant la prochaine Assemblée des radiocommunications.

ANNEXE 1

Critères d'évaluation des techniques de transmission radioélectrique par satellite IMT-2000

Pour les services de données (à l'exclusion de la radiorecherche), le critère de qualité de fonctionnement minimal est un débit binaire d'utilisateur de 9,6 kbit/s. Toutefois, les auteurs de propositions sont encouragés à proposer des débits binaires d'utilisation plus élevés pour les applications faisant intervenir des terminaux installés à bord de véhicules ou de terminaux nomades.

En raison du mouvement relatif entre le terminal et le faisceau ponctuel du satellite, une fonction de relais est nécessaire dans tout système à satellites.

RÉSOLUTION UIT-R 48-1

Renforcement de la présence régionale dans les travaux des Commissions d'études des radiocommunications

(2000-2007)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que les droits et obligations des Etats Membres et des Membres des Secteurs sont énoncés dans l'article 3 de la Constitution et qu'ils comprennent des droits d'accès égaux à la participation aux travaux de l'UIT-R;
- b) que la Conférence de plénipotentiaires (Antalya, 2006) a modifié la Résolution 25 qui prévoit le renforcement de la présence régionale dans les travaux de l'UIT;
- c) que pour de nombreux pays en développement, ou des pays situés loin de Genève, il est difficile de participer aux travaux des Commissions d'études des radiocommunications,

considérant en outre

- a) qu'il faut voir dans la présence régionale un atout et non une contrainte pour l'Union,

reconnaissant

- a) que pour de nombreux pays, notamment les pays en développement soumis à des contraintes budgétaires sévères, il est difficile de participer aux travaux de l'UIT-R, notamment aux réunions des Commissions d'études des radiocommunications;
- b) la décision de la Conférence mondiale des radiocommunications, par sa Résolution 72 (Rév.CMR-2000), et de la Conférence de plénipotentiaires, par sa Résolution 80 (Rév. Marrakech, 2002) de charger le Directeur du BR de mener des consultations pour déterminer les modalités de l'assistance à leur fournir pour la préparation des futures conférences mondiales des radiocommunications, et qu'une part importante de ces travaux préparatoires est menée à bien dans les Commissions d'études des radiocommunications;
- c) que les ressources de l'UIT-R et des membres sont limitées, de sorte que l'efficacité et l'efficience sont des éléments essentiels pour les activités que l'UIT doit entreprendre,

notant

- a) que, par sa Résolution 25 (Rév. Antalya, 2006), la Conférence de plénipotentiaires a défini les fonctions générales de la présence régionale et a demandé qu'il soit procédé à une évaluation détaillée de la présence régionale, en vue d'en améliorer la structure et la gestion;
- b) que le Conseil, lors de sessions récentes, a confirmé cela, en soulignant la nécessité d'adapter l'organisation et les activités de la présence régionale aux besoins et aux priorités de chaque Région, ainsi que la nécessité d'accroître la présence régionale en renforçant son utilité et son efficacité dans toutes les régions du monde, notamment en élargissant la gamme de ses activités, s'il y a lieu, à toutes les activités entreprises par l'UIT,

décide

- 1 de demander au Directeur du Bureau des radiocommunications de collaborer à la mise en œuvre de la Résolution 25 (Rév. Antalya, 2006), en particulier à l'évaluation, afin d'atteindre les objectifs du renforcement de la présence régionale;
- 2 de coopérer avec le Directeur du Bureau de développement des télécommunications pour améliorer la capacité des bureaux régionaux et des bureaux de zone de l'UIT de fournir un appui aux activités des Commissions d'études, ainsi que les compétences techniques nécessaires, de renforcer la coopération et la coordination avec les organisations régionales concernées et de faciliter la participation de tous les Etats Membres et tous les Membres des Secteurs aux activités de l'UIT-R.

RÉSOLUTION UIT-R 50-2

Rôle du Secteur des radiocommunications dans l'évolution des IMT

(2000-2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que le champ d'action de l'UIT en général, et ses activités de normalisation en particulier, est très important pour le secteur des communications hertziennes en constante expansion;
- b) que les spécifications relatives aux IMT ont été améliorées et continueront de l'être;
- c) que la mise en oeuvre des systèmes IMT se développe et que ces systèmes ne cessent d'évoluer en fonction des orientations technologiques et des tendances chez les utilisateurs;
- d) que le Manuel de l'UIT sur le déploiement des systèmes IMT-2000 a été élaboré conjointement par les trois Secteurs,

prenant note

- a) de la Résolution UIT-R 6 relative à la liaison et la collaboration avec le Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT;
- b) de la Résolution UIT-R 9 relative à la liaison et la collaboration avec d'autres organisations extérieures reconnues,

décide

- 1 que la Commission d'études des radiocommunications compétente devrait élaborer un document d'orientation relatif aux activités de l'UIT-R sur les IMT, afin de veiller à ce que les travaux progressent efficacement avec des organisations extérieures à l'UIT;
- 2 que la coordination établie actuellement entre l'UIT-T et l'UIT-R sur les activités relatives aux IMT, aux réseaux de télécommunications mobiles et aux réseaux de la prochaine génération devrait se poursuivre;
- 3 que les travaux effectués par le Secteur des radiocommunications sur les IMT devraient être communiqués au Directeur du BDT,

invite

- 1 le Secteur de la normalisation des télécommunications à élaborer un document d'orientation complémentaire relatif à toutes les activités de l'UIT-T sur les IMT et d'en assurer la coordination avec l'UIT-R, afin de garantir une synchronisation et une harmonisation parfaites entre les programmes de travail respectifs de l'UIT-T et de l'UIT-R,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

- 1 de porter la présente Résolution à l'attention du Groupe consultatif de la normalisation des télécommunications et de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications pour examen et suite à donner;
- 2 de rendre compte à la prochaine Assemblée des radiocommunications des résultats de la mise en oeuvre de la présente Résolution.

RÉSOLUTION UIT-R 52

Pouvoir conféré au Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) d'agir entre les Assemblées des radiocommunications (AR)

(2003)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que le Groupe consultatif des radiocommunications peut contribuer à améliorer la coordination du processus d'étude et à établir des processus de travail et de prise de décision améliorés pour les principaux domaines d'activité de l'UIT-R;
- b) que, conformément au numéro 137A (article 8) de la Convention de l'UIT adopté par la Conférence de plénipotentiaires (Rév. Marrakech, 2002)*, «Une assemblée des radiocommunications peut confier au Groupe consultatif des radiocommunications des questions spécifiques relevant de son domaine de compétence sauf celles relatives aux procédures contenues dans le Règlement des radiocommunications, en indiquant les mesures à prendre concernant ces questions»;
- c) que le Secteur des radiocommunications a adopté des procédures détaillées d'approbation des Recommandations par correspondance, qui tiennent compte du fait que la grande majorité des Recommandations de l'UIT-R peuvent avoir des incidences en matière de réglementation ou de politique générale et, conformément aux dispositions de l'article 20 de la Convention, présentent un intérêt pour tous les Etats Membres,

considérant en outre

que, conformément à l'article 11A de la Convention (Rév. Marrakech, 2002), le GCR est chargé d'examiner la mise en oeuvre du Plan opérationnel et de conseiller le Directeur en ce qui concerne les mesures correctives nécessaires,

notant

que, conformément à l'article 11A de la Convention (Minneapolis, 1998), le GCR examine toute question particulière que lui confie une conférence de l'Union, y compris une Conférence mondiale des radiocommunications, une Assemblée des radiocommunications ou le Conseil,

consciente

du fait que l'intervalle de quatre ans qui sépare la présente Assemblée des radiocommunications de la suivante pourrait exclure dans les faits la possibilité d'examiner des questions imprévues appelant l'adoption de mesures urgentes au cours de cette période,

décide

1 de confier au Groupe consultatif des radiocommunications en complément des dispositions de l'article 11A, l'examen de questions spécifiques qui relèvent de sa compétence, entre la présente Assemblée et l'Assemblée qui suivra et que le GCR doit également prendre en compte

* En vigueur à partir du 1er janvier 2004.

toute question spécifique selon les instructions d'une CMR au GCR. Ces questions spécifiques concernent les points suivants:

- établir des procédures de travail adaptées, flexibles et efficaces, conformes aux Résolutions et Décisions approuvées par l'Assemblée des radiocommunications;
- examiner et recommander des modifications du programme de travail en rapport avec les plans stratégique et opérationnel;
- examiner les activités des Commissions d'études de l'UIT-R;
- décider, s'il y a lieu, de maintenir, de dissoudre ou de créer des groupes autres que les Commissions d'études, le CCV, la RPC ou la Commission spéciale, et en nommer les Présidents et Vice-Présidents, conformément aux numéros 136A et 136B de la Convention (Marrakech, 2002);
- examiner d'autres questions spécifiques relevant de la compétence de l'Assemblée des radiocommunications, sous réserve d'une consultation préalable des Etats Membres et de l'absence d'opposition de leur part,

2 lors de l'examen de ces questions, les décisions prises pendant les réunions du GCR doivent être prises sans opposition d'aucun Etat Membre,

invite le GCR

1 à élaborer, conformément au numéro 160G de la Convention, ses propres méthodes de travail, compatibles avec celles qui sont adoptées par l'Assemblée des radiocommunications;

2 à rendre compte à la prochaine Assemblée des radiocommunications des résultats de la présente Résolution.

RÉSOLUTION UIT-R 53-1

Utilisation des radiocommunications pour les interventions et les secours en cas de catastrophe

(2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) l'importance que revêtent, dans la gestion des catastrophes, les techniques de télécommunication et d'information pour les opérations de secours et pour assurer la protection des personnes et des biens sinistrés, notamment aux niveaux régional et sous-régional dans les pays en développement;
- b) la Résolution 136 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe pour l'alerte rapide, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours,

considérant en outre

- a) la Résolution 36 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée Les télécommunications/technologies de l'information et de la communication au service de l'aide humanitaire;
- b) la Résolution 34 (Rév. Hyderabad, 2010) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications, intitulée Rôle des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication dans la préparation aux catastrophes, l'alerte rapide, l'atténuation des effets des catastrophes, les interventions et les opérations de secours et de sauvetage, ainsi que les activités actuellement entreprises dans le cadre du Programme 5 – Programme pour les pays les moins avancés et les pays ayant des besoins particuliers, ainsi que sur les télécommunications d'urgence et l'adaptation aux changements climatiques du Plan d'action d'Hyderabad;
- c) la nécessité, mise en évidence lors de grandes catastrophes survenues récemment, d'une coordination rapide du spectre dans les phases initiales de la fourniture de l'aide humanitaire dans les zones sinistrées;
- d) l'initiative bienvenue du Secrétaire général de créer l'Equipe intersectorielle pour les communications d'urgence (IECT) afin de renforcer la coordination et la collaboration sur les questions relatives aux communications d'urgence au sein de l'UIT,

reconnaissant

- a) que les mesures à prendre pour faire face aux catastrophes et la gestion de celles-ci recouvrent divers aspects de même importance, tels que l'alerte rapide, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours;
- b) qu'il est indispensable que les divers systèmes de radiocommunication nécessaires soient gérés en coopération par les administrations afin de prévoir ou détecter les catastrophes, en atténuer les effets et y faire face de manière efficace;

c) que les besoins de communication pour les opérations de secours en cas de catastrophe, en particulier dans les phases initiales des opérations de secours, recouvrent notamment la mise en place de systèmes de télécommunication de Terre et par satellite *in situ* pour aider à assurer la sécurité et la stabilisation des personnes et des biens dans la zone sinistrée et que de tels mécanismes de communication doivent pouvoir fonctionner sans subir ni causer de brouillages radioélectriques préjudiciables;

d) que, par suite d'une catastrophe, un Etat peut se trouver dans l'incapacité de fournir l'aide nécessaire en matière de réglementation et de gestion du spectre pour porter efficacement secours à ses citoyens et que la mise au point de procédures d'exploitation normalisées et de mécanismes de gestion du spectre connexes à utiliser en pareil cas constitue un élément important de tout plan d'urgence¹,

gardant à l'esprit

que la gestion du spectre est un droit et un devoir souverains de chaque Etat,

tenant compte

a) des Résolutions 644, 646 et 647 de la Conférence mondiale des radiocommunications;

b) d'autres Résolutions pertinentes de la CMR-07;

c) des Résolutions UIT-R.55 et UIT-R 60,

soulignant

que les Commissions d'études de l'UIT-R jouent un rôle important dans la gestion des catastrophes par leurs études et recommandations techniques et opérationnelles qui facilitent les activités visant à prévoir ou détecter les catastrophes, à en atténuer les effets et à y faire face afin de réduire au minimum les pertes de vies humaines et de biens et de porter secours aux populations des zones sinistrées,

décide

étant donné l'importance de l'utilisation efficace du spectre radioélectrique pour les besoins de radiocommunication en cas de catastrophe, de charger les Commissions d'études compétentes de l'UIT-R d'entreprendre des études et d'élaborer des Lignes directrices relatives à la gestion des radiocommunications pour prévoir ou détecter les catastrophes, en atténuer les effets et pour les opérations de secours en instaurant une collaboration et une coopération au sein de l'UIT et avec des organisations extérieures à l'Union,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 en collaboration avec les deux autres Secteurs d'aider les Etats Membres dans leurs activités de préparation aux situations d'urgence dans le domaine des radiocommunications, telles que l'établissement de la liste des fréquences actuellement utilisables dans ces situations en vue de les incorporer dans une base de données tenue à jour par le Bureau;

2 en consultation avec d'autres organisations internationales telles que le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, le Groupe de travail sur les télécommunications d'urgence (WGET) et compte tenu des résultats des études susmentionnées, d'aider à la mise au point et à la diffusion de procédures d'exploitation normalisées applicables à la gestion du spectre en cas de catastrophe.

¹ Compte tenu, par exemple, du Supplément spécial de l'UIT-R sur les secours en cas d'urgence et de catastrophe.

RÉSOLUTION UIT-R 54-1

Etudes en vue d'assurer l'harmonisation des dispositifs à courte portée

(2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que la demande et l'utilisation de dispositifs à courte portée (SRD) ne cessent de croître pour une large gamme d'applications dans le monde entier;
- b) que la puissance de fonctionnement de ces dispositifs est généralement faible;
- c) que les paramètres radioélectriques de ces dispositifs varient en fonction des spécifications de fonctionnement;
- d) qu'il est nécessaire d'adopter des prescriptions techniques pour certaines bandes de fréquences, de façon à assurer une plus grande harmonisation à l'échelle régionale ou mondiale;
- e) que la mise en oeuvre de réglementations pour les dispositifs à courte portée relève de la compétence des administrations nationales;
- f) que les modalités de mise en oeuvre sur le plan national doivent être aussi simples que possible, afin de réduire le plus possible les contraintes imposées aux administrations et aux utilisateurs de dispositifs à courte portée;
- g) que ces dispositifs ne doivent ni causer de brouillage préjudiciable, ni demander à être protégés vis-à-vis d'un service de radiocommunication exploité conformément au Tableau d'attribution des bandes de fréquences;
- h) que des techniques appropriées d'accès au spectre peuvent permettre l'utilisation du spectre des fréquences par les dispositifs SRD, de façon à assurer la protection des services de radiocommunication fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications;
- j) que certains dispositifs SRD, par exemple les dispositifs d'identification par radiofréquence (RFID), et certains types d'appareils médicaux, etc., ont un fort potentiel de croissance et pourraient tirer profit d'une plus grande harmonisation, par exemple en ce qui concerne les gammes d'accord;
- k) que, par nature, les dispositifs de radiocommunication à courte portée sont utilisés dans le monde entier, soit de manière indépendante, soit dans le cadre d'autres systèmes et qu'ils sont souvent transportés d'un pays à un autre et utilisés dans différents pays;
- l) que certaines administrations ont des réglementations communes en matière de certification, d'accès au marché et de droits d'utilisation, alors que d'autres ont des règles propres à leur pays;
- m) que les dispositifs SRD, leurs applications, les technologies qui les sous-tendent et les fréquences d'exploitation correspondantes évoluent en permanence;
- n) que de nombreuses administrations ont mis en place des dispositifs SRD dans diverses bandes de fréquences, y compris dans des bandes désignées pour le déploiement d'applications industrielles, scientifiques et médicales (ISM);

- o)* que ces administrations ont élaboré des règles et des méthodes, au niveau national, pour gérer la réglementation et la certification des dispositifs SRD;
- p)* que plusieurs Recommandations UIT-R définissent la protection des services de radiocommunication vis-à-vis de dispositifs et d'applications sans qu'il existe une attribution correspondante à un service dans le Règlement des radiocommunications et que les études de compatibilité sont généralement propres à chaque bande et à chaque service;
- q)* que les dispositifs SRD continueront d'utiliser des bandes de fréquences déjà attribuées à des services de radiocommunication;
- r)* que de nombreux dispositifs SRD risquent de causer des brouillages préjudiciables aux services de radiocommunication et que ces dispositifs peuvent être transportés par des voyageurs d'un pays à un autre;
- s)* que certains dispositifs SRD jouent de plus en plus un rôle dans l'économie de l'Internet mobile et dans les applications mobiles large bande,

reconnaissant

- a)* que les administrations, les constructeurs et les utilisateurs finals pourraient notamment retirer les avantages suivants d'une harmonisation:
 - amélioration des possibilités d'interopérabilité;
 - processus de fabrication à plus grande échelle et augmentation de la quantité des dispositifs produits (mondialisation des marchés), d'où des économies d'échelle et un élargissement de l'offre;
 - amélioration de la gestion du spectre; et
 - amélioration de la circulation des équipements, parallèlement à la réduction du nombre de dispositifs SRD non conformes mis sur les marchés nationaux;
- b)* que la tendance actuelle est à la généralisation des techniques évoluées d'accès au spectre et de limitation des brouillages;
- c)* que le fait d'encourager l'exploitation des dispositifs SRD dans des bandes de fréquences harmonisées appropriées pourrait réduire le risque de brouillages préjudiciables causés par ces dispositifs aux services de radiocommunication;
- d)* que l'UIT-R offre aux administrations, aux organisations de normalisation ainsi qu'aux organismes scientifiques ou industriels la possibilité d'échanger des informations techniques sur les déploiements actuels des dispositifs SRD et sur les besoins de spectre futurs de ces dispositifs;
- e)* que la Recommandation UIT-R SM.1896 définit plusieurs gammes de fréquences pour l'harmonisation des dispositifs SRD à l'échelle mondiale ou régionale,

notant

- a)* que les décisions relatives aux bandes de fréquences destinées à être utilisées par les dispositifs SRD relèvent de la compétence nationale, les avantages non négligeables d'une harmonisation de l'utilisation des bandes de fréquences à l'échelle internationale étant par ailleurs reconnus;
- b)* que les travaux nécessaires pour promouvoir l'harmonisation peuvent être effectués dans le cadre de Recommandations ou de Rapports UIT-R révisés périodiquement;
- c)* que les bandes de fréquences couramment utilisées par les dispositifs SRD sont énumérées au Tableau 1 de la dernière version du Rapport UIT-R SM.2153, mais que ces bandes ne sont pas toutes harmonisées à l'échelle mondiale ou régionale,

décide

- 1 de poursuivre les études, en collaboration avec des organisations de normalisation et des organismes scientifiques ou industriels, sur l'harmonisation à l'échelle mondiale ou régionale des paramètres techniques et d'exploitation, y compris les gammes de fréquences et les techniques de réduction de brouillage pour les dispositifs SRD;
- 2 de continuer d'élaborer les procédures de contrôle et de mesure nécessaires pour permettre aux administrations de vérifier les paramètres techniques et d'exploitation des dispositifs SRD et d'examiner les effets des émissions de ces dispositifs sur les services de radiocommunication;
- 3 de promouvoir et de maintenir des échanges permanents d'informations sur les dispositifs SRD entre les Membres de l'UIT-R et d'autres organisations, conformément à la Résolution UIT-R 9;
- 4 d'étudier les conditions d'utilisation du spectre et les prescriptions techniques des dispositifs SRD, afin d'encourager une utilisation efficace du spectre;
- 5 de mener des études techniques pour évaluer la faisabilité de la mise en œuvre de dispositifs SRD dans des bandes de fréquences spécifiques qui pourraient être harmonisées à l'échelle mondiale ou régionale;
- 6 de poursuivre les études en vue de permettre la mise en œuvre de technologies évoluées pour les dispositifs SRD, notamment en mettant l'accent sur une stratégie pour l'avenir;
- 7 qu'il y a lieu d'entreprendre les études suivantes, en vue notamment:
 - a) de recueillir des informations sur les dispositifs SRD utilisant des techniques évoluées d'accès au spectre et de gamme d'accord, afin de comprendre leurs fonctionnalités, tout en assurant la protection des services de radiocommunication;
 - b) de recommander un mécanisme, sur la base du point 7 a) ci-dessus, susceptible de faciliter l'utilisation de bandes de fréquences ou de gammes d'accord appropriées, de préférence à l'échelle mondiale ou régionale, adaptées aux dispositifs SRD;
 - c) de mettre à jour les informations sur les bandes de fréquences couramment utilisées par les dispositifs SRD;
- 8 de faire connaître les résultats de ces études dans des Recommandations et des Rapports UIT-R révisés périodiquement,

invite

- 1 les membres et d'autres organisations de normalisation et organismes scientifiques ou industriels à participer activement à ces études;
- 2 les administrations à examiner les résultats de ces études, afin de prendre les mesures nécessaires en ce qui concerne leurs réglementations nationales pour les dispositifs SRD, le cas échéant.

RESOLUTION UIT-R 55-1

Etudes de l'UIT-R concernant la prévision ou la détection des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours

(2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) l'importance des systèmes de radiocommunication qui facilitent la gestion des catastrophes grâce aux techniques utilisées pour l'alerte rapide, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours;
- b) que les Commissions d'études de l'UIT-R jouent un rôle important dans la gestion des catastrophes, en particulier dans les activités liées à la prévision ou à la détection des catastrophes, à l'atténuation de leurs effets et aux opérations de secours, qui sont nécessaires pour surmonter la catastrophe et pour réduire au minimum les pertes de vies humaines et de biens;
- c) que chaque Commission d'études de l'UIT-R apporte ses compétences aux mécanismes complexes d'intervention dans les zones sinistrées;
- d) qu'il est essentiel que les divers systèmes de radiocommunication nécessaires puissent avoir accès au spectre des fréquences radioélectriques afin de pouvoir, de manière efficace, prévoir ou détecter les catastrophes, en atténuer les effets et assurer les opérations de secours,

notant

- a) la Résolution 34 (Rév. Hyderabad, 2010) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications intitulée «Rôle des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication dans la préparation aux catastrophes, l'alerte rapide, l'atténuation des effets des catastrophes, les interventions et les opérations de secours et de sauvetage»;
- b) l'alinéa c) du numéro 91 de l'Agenda de Tunis élaboré par le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) qui se lit comme suit: «Ouvrir activement à l'établissement de systèmes mondiaux normalisés de surveillance et d'alerte avancée reliés aux réseaux nationaux et aux réseaux régionaux et faciliter les opérations d'urgence en cas de catastrophe dans le monde entier, en particulier dans les zones à haut risque»,

tenant compte

- de la Résolution UIT-R 53 intitulée «Utilisation des radiocommunications pour les interventions et les opérations de secours en cas de catastrophe»;
- de la Résolution UIT-R 60;
- d'autres Résolutions pertinentes adoptées par la CMR-07, notamment la Résolution 647,

reconnaissant

- a) qu'aux termes de la Résolution 136 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée «Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe pour l'alerte rapide, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours» il a été décidé de charger les Directeurs des Bureaux de:

- 1) de poursuivre leurs études techniques et d'établir, par l'intermédiaire des Commissions d'études de l'UIT, des recommandations concernant la mise en œuvre technique et opérationnelle, selon qu'il conviendra, de solutions évoluées permettant de répondre aux besoins de protection civile et de télécommunication/TIC pour les opérations de secours en cas de catastrophe, compte tenu des fonctionnalités et de l'évolution des systèmes existants ainsi que de la transition que devront éventuellement opérer ces systèmes et en particulier ceux de nombreux pays en développement, pour les opérations nationales et internationales;
- 2) d'appuyer, pour les opérations d'alerte rapide, d'atténuation des effets des catastrophes et de secours, la mise au point de systèmes solides, complets et applicables à toutes les situations d'urgence, à l'échelle nationale, régionale et internationale, notamment des systèmes de contrôle et de gestion faisant intervenir les télécommunications/TIC (par exemple, télédétection), en collaboration avec d'autres institutions internationales, pour renforcer la coordination sur le plan mondial et sur le plan régional;
- 3) d'encourager la mise en œuvre, par les autorités compétentes en matière d'alerte, de la norme de contenu internationale pour les systèmes d'alerte publics sur tous types de support, parallèlement à l'élaboration permanente par tous les Secteurs de l'UIT de lignes directrices applicables à toutes les situations de catastrophe et d'urgence;
- 4) de continuer à collaborer avec les organisations qui travaillent dans le domaine des normes relatives aux télécommunications/TIC d'urgence et à la communication d'informations d'alerte et d'alarme afin d'établir s'il convient d'inclure dans les attributions de l'UIT ce type de normes et leur diffusion en particulier dans les pays en développement,

b) que la gestion des catastrophes, dans le domaine des radiocommunications, recouvre les éléments suivants de même importance:

- 1) l'alerte rapide et la prévention, grâce à:
 - la prévision des catastrophes, notamment l'acquisition et le traitement de données concernant la probabilité de survenue d'une catastrophe, sa localisation et sa durée;
 - la détection des catastrophes, y compris l'analyse détaillée de la probabilité topique et de la gravité d'une catastrophe;
- 2) l'atténuation des effets des catastrophes, notamment la diffusion rapide d'informations sur une catastrophe imminente et l'envoi de messages d'alerte aux organismes de secours;
- 3) les radiocommunications de secours postcatastrophe, notamment la mise en place de systèmes de télécommunication de Terre et par satellite in situ pour aider à assurer la sécurité des personnes et la stabilisation des biens dans la zone sinistrée,

reconnaissant en outre

que, en règle générale, l'atténuation des effets d'une catastrophe peut avoir moins d'effet sur l'économie locale d'un pays développé que sur celle d'un pays en développement,

décide d'inviter les Commissions d'études

à tenir compte de l'objet des études et activités en cours décrites dans l'Annexe 1 ainsi que des informations fournies par le Bureau sur les activités connexes des deux autres Secteurs et du Secrétariat général, lorsqu'elles élaborent leurs programmes de travail afin d'éviter des chevauchements d'activités.

ANNEXE 1

Objet des études et des activités conduites par chaque Commission d'études sur les systèmes de radiocommunication permettant de prévoir ou de détecter les catastrophes, d'en atténuer les effets et de mener les opérations de secours

- CE 1 Les études relatives aux aspects et aux prescriptions en matière de gestion du spectre pour les radiocommunications en cas de catastrophe relèvent de la Commission d'études 1. Etant donné que les administrations peuvent avoir des besoins différents en termes d'exploitation et de spectre selon leur situation, il est nécessaire d'établir un ou plusieurs mécanismes appropriés afin d'identifier et d'inscrire des bandes de fréquences. L'étude des techniques de contrôle des émissions est une autre grande responsabilité de cette commission et pourrait être particulièrement utile si elle était appliquée à l'utilisation des radiocommunications pour toutes les phases des catastrophes (prévision ou détection, atténuation de leurs effets et opérations de secours).
- CE 3 La Commission d'études 3 réalisera les études requises pour évaluer les conditions de propagation applicables aux bandes de fréquences et aux services utilisés pour l'alerte et les opérations de secours en cas de catastrophe, en particulier dans les bandes identifiées comme étant harmonisées à l'échelle régionale (Résolution 646 (CMR-03)). Elle étudiera en outre les éventuelles modifications des conditions de propagation au niveau local dues à la catastrophe elle-même.
- CE 4 En cas de catastrophe naturelle, d'épidémie ou encore de famine, il faut disposer d'urgence d'une liaison de communication fiable pour les opérations de secours. La technologie par satellite semble être le moyen le plus approprié d'établir rapidement une liaison de communication avec des installations distantes. Partant du principe que ce système relève du service fixe par satellite (SFS), il est souhaitable de disposer d'une petite station terrienne, comme une microstation terrienne fixe, une station terrienne montée sur un véhicule ou une station terrienne transportable, avec accès à un système à satellites existant, qui pourrait être transportée et installée dans la zone sinistrée. Il serait également judicieux que ce système utilise des normes très répandues, de sorte que cet équipement soit rapidement disponible et que l'interopérabilité et la fiabilité soient assurées. Les systèmes du service mobile par satellite (SMS) conviennent parfaitement pour prendre en charge les interventions et les secours en cas de catastrophe. La zone de couverture étendue des systèmes du SMS est particulièrement utile car les catastrophes sont imprévisibles et peuvent se produire n'importe où et n'importe quand. Surtout, l'exploitation des systèmes du SMS est généralement indépendante de l'infrastructure de communication locale, laquelle est susceptible d'être interrompue en cas de catastrophe, ce qui permet au SMS de garantir que des lignes de communications sont ouvertes lorsqu'on en a le plus besoin. En outre, la plupart des stations terriennes mobiles (STM) sont équipées de batteries, souvent avec des chargeurs solaires, et peuvent donc fonctionner pendant un certain temps même si l'électricité locale est coupée.

La Commission d'études 4 travaille actuellement sur ces questions et a achevé ses travaux sur:

la Recommandation UIT-R S.1001-2 «Utilisation de systèmes du service fixe par satellite en cas de catastrophe naturelle et de situation critique analogue pour les opérations d'alerte et de secours»;

la Recommandation UIT-R M.1854-1 «Utilisation du service mobile par satellite (SMS) pour les interventions et les secours en cas de catastrophe»;

le Rapport UIT-R M.2149-1 «Exemples d'utilisation de systèmes du service mobile par satellite dans les opérations de secours en cas de catastrophe naturelle ou de situation d'urgence comparable»;

le Rapport UIT-R S.2151 «Exemples d'utilisation de systèmes du service fixe par satellite en cas de catastrophe naturelle ou de situation d'urgence comparable pour l'alerte et les opérations de secours»;

la Question UIT-R 290/4 «Moyens de radiodiffusion par satellite pour l'alerte du public, l'atténuation des effets des catastrophes et les secours en cas de catastrophe».

CE 5

Les services mobile, fixe, d'amateur et d'amateur par satellite se sont avérés extrêmement importants dans les domaines de la prévision et de la détection des catastrophes, de l'atténuation de leurs effets et des opérations de secours.

Comme la radiodiffusion, les applications cellulaires du service mobile peuvent être utilisées dans un système d'alerte rapide, car elles permettent aux autorités d'établir un contact direct avec les personnes possédant un récepteur mobile.

Le service mobile maritime est lié au Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM).

Les catastrophes peuvent détruire les infrastructures de radiocommunication; en pareils cas, les services d'amateur et d'amateur par satellite permettent de maintenir des liaisons de communication dans des zones touchées par des catastrophes naturelles.

La Commission d'études 5 travaille actuellement sur ces thèmes dans le cadre des Questions de l'UIT-R suivantes:

Question 209-3/5 – Contributions des services mobile et d'amateur et des services par satellite correspondant à l'amélioration des communications en cas de catastrophe;

Question 248/5 – Caractéristiques techniques et opérationnelles des systèmes du service fixe utilisés pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours.

Au titre de la Question 248/5, la Commission d'études 5 a élaboré la Recommandation UIT-R F.1105 (Utilisation des systèmes hertziens fixes pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours), qui contient un Appendice sur un système numérique régional de communications simultanées pouvant être utilisé afin de permettre à un système central de collecter des données et des informations concernant une catastrophe, en vue de transmettre ces données et informations (alertes) à la population. Il permet également d'assurer des communications simultanées individuelles ou de groupe entre le bureau central et les habitants.

Au titre de la Question 209/5, la Commission d'études 5 a révisé le Rapport UIT-R M.2085 (Rôle du service d'amateur par satellite dans l'appui aux opérations d'atténuation des catastrophes et de secours en cas de catastrophe).

En outre, les Rapports UIT-R F.2061 et F.2087 traitent du rôle des systèmes de radiocommunication en ondes décimétriques dans les opérations de secours en cas de catastrophe.

CE 6 Au départ, cette Commission d'études a concentré ses travaux sur les moyens grâce auxquels le service de radiodiffusion par satellite (SRS) peut contribuer à alerter le public de catastrophes imminentes et à diffuser des informations concernant les opérations de secours, travaux qui ont débouché sur l'approbation de la Question UIT-R 118/6 intitulée «Moyens de radiodiffusion pour l'alerte du public et les secours en cas de catastrophe». Pour traiter cette Question, la Commission d'études a élaboré la Recommandation UIT-R BO.1774/BT.1774 sur l'utilisation des infrastructures de radiocommunication par satellite ou de Terre pour l'alerte du public, l'atténuation des effets des catastrophes et les secours en cas de catastrophe, dont le but est de contribuer à mettre en place rapidement les équipements et réseaux actuellement disponibles dans les services de radiodiffusion de Terre ou par satellite. Ces services peuvent fournir des moyens permettant d'alerter le public, de l'informer de mesures de prévention et de diffuser des informations sur la coordination des procédures de secours. Cette Recommandation contient des orientations techniques concernant l'utilisation améliorée des services de radiodiffusion de Terre ou par satellite en cas de catastrophe naturelle.

La Commission d'études 6 continue de travailler sur ce thème. Durant la période d'études 2003-2007, elle a achevé ses travaux sur la Question UIT-R 118/6 révisée «Moyens de radiodiffusion pour l'alerte du public, l'atténuation des effets des catastrophes et les secours en cas de catastrophe» et sur la Recommandation UIT-R BO.1774-1/BT.1774-1 révisée, cette dernière contenant des données supplémentaires sur un système d'alerte aux situations d'urgence (EWS). Durant la période d'études 2012-2015, la CE 6 déterminera s'il y a lieu de réviser la Question UIT-R 118/6 et la Recommandation UIT-R BT.1774-1, en coopération avec la CE 4, qui élaborera peut-être une nouvelle Recommandation sur ce sujet, dans le cadre du service de radiodiffusion par satellite, appelée à remplacer la Recommandation UIT-R BO.1774-1.

CE 7 La prévision et la détection des catastrophes comptent parmi les principaux sujets d'étude examinés par la Commission d'études 7. Les systèmes de télédétection (passifs et actifs) fonctionnent dans des bandes de fréquences prédéterminées par les lois de la physique. Ces systèmes de télédétection fournissent des observations de l'atmosphère et de la surface terrestres qui permettent de prévoir et de détecter les conditions météorologiques, climatiques et d'autres conditions environnementales à l'origine de grandes catastrophes naturelles.

La Commission d'études 7 s'efforce d'identifier les bandes de fréquences nécessaires et de fournir des recommandations connexes régissant les caractéristiques opérationnelles et les critères de protection applicables aux systèmes de télédétection et également de permettre la retransmission des données vers la Terre. L'acquisition, le traitement, l'analyse et la diffusion des données recueillies par les satellites de télédétection sont effectués par divers organismes nationaux et internationaux et ces données sont mises à la disposition des organisations intéressées.

La mise à disposition des systèmes de télécommunication par satellite de pointe élaborés par des membres d'autres Commissions d'études, tels que les satellites de poursuite et relais de données, contribue à atténuer les effets des catastrophes.

Cette Commission d'études travaille en étroite collaboration avec l'UIT-D et met actuellement tout en œuvre pour traiter la Question UIT-D 22/2.

RÉSOLUTION UIT-R 56-1*

Appellations pour les télécommunications mobiles internationales

(2007-2012)

Introduction

Les systèmes de télécommunications mobiles internationales-2000 (IMT-2000) permettent d'accéder à un large éventail de services de télécommunication assurés par des réseaux fixes de télécommunication (par exemple les réseaux RTPC/RNIS/IP), ainsi qu'à d'autres services réservés aux usagers mobiles.

Pour répondre à la demande croissante de communications hertziennes et fournir les débits de données plus élevés qui seront sans doute nécessaires pour répondre aux besoins des utilisateurs, on améliore constamment les IMT-2000 et on prévoit des systèmes postérieurs aux IMT-2000. Le cadre et les objectifs d'ensemble du développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000 sont définis dans la Recommandation UIT-R M.1645.

Dans sa Résolution 228 (Rév.CMR-03), la Conférence mondiale des radiocommunications a noté qu'il était nécessaire de définir des «appellations appropriées pour le développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000». L'expression «systèmes postérieurs aux IMT-2000» a donc été utilisée comme appellation provisoire. Cette Résolution clarifie la relation entre les expressions «IMT-2000» et «le développement futur des IMT-2000» et donne la nouvelle appellation aux systèmes, éléments de système et aspects connexes englobant les nouvelles interfaces radioélectriques qui prennent en charge les nouvelles capacités des systèmes postérieurs aux IMT-2000. D'autres recommandations et rapports seront élaborés en vue d'étudier de façon plus détaillée d'autres questions relatives à ces systèmes.

Recommandations connexes

Recommandation UIT-R F.1399:	Terminologie relative aux accès hertziens
Recommandation UIT-R M.1224:	Terminologie des télécommunications mobiles internationales (IMT).
Recommandation UIT-R M.1457:	Spécifications détaillées des interfaces radioélectriques de Terre des télécommunications mobiles internationales-2000 (IMT-2000).
Recommandation UIT-R M.1645:	Cadre et objectifs d'ensemble du développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000.
Recommandation UIT-R M.1850:	Spécifications détaillées des interfaces radioélectriques pour la composante satellite des télécommunications mobiles internationales-2000 (IMT-2000)
Projet de nouvelle Recommandation UIT-R M.2012:	Spécifications détaillées des interfaces radioélectriques de Terre des télécommunications mobiles internationales évoluées (IMT évoluées)

* Il convient de porter la présente Résolution à l'attention de la Commission d'études 13 de l'UIT-T.

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

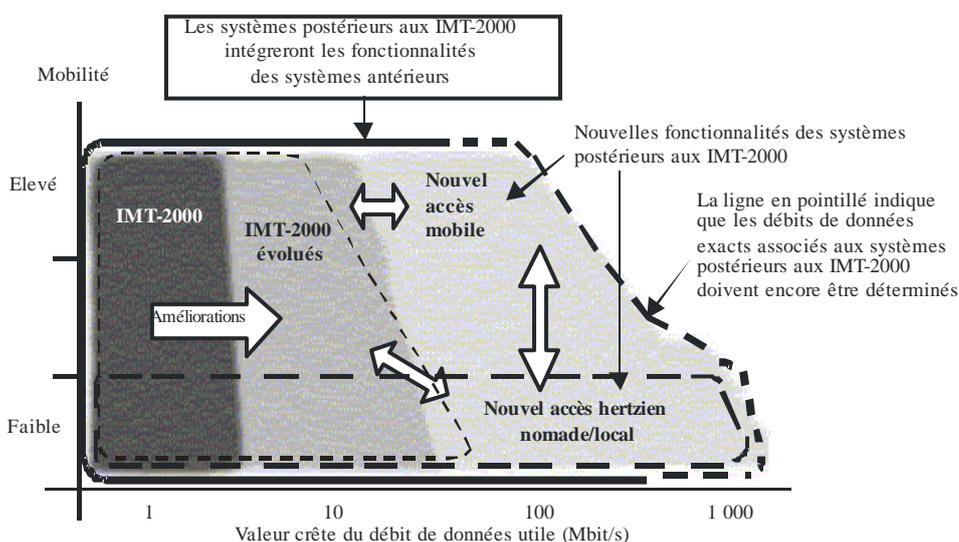
considérant

a) le point d) du *notant* de la Résolution 228 (Rév.CMR-3) de la Conférence mondiale des radiocommunications, aux termes duquel «l'UIT-R a déjà commencé à examiner des appellations appropriées pour le développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000, afin qu'une décision soit prise avant la CMR-07»;

b) le cadre du développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000 décrit dans la Recommandation UIT-R M.1645, et la Fig. 1 ci-après, extraite de ladite Recommandation, qui illustre les capacités offertes par les IMT-2000 et les systèmes postérieurs aux IMT-2000;

FIGURE 1

Illustration des fonctionnalités offertes par les IMT-2000 et les systèmes postérieurs aux IMT-2000



⇔ Indique qu'il y a interconnexion entre systèmes via des réseaux, ce qui permet une souplesse d'utilisation dans n'importe quel environnement, sans que les utilisateurs ne connaissent les composantes mises en oeuvre.

○ Système d'accès nomade/local

○ Système de diffusion numérique

1645-02

La trame foncée indique les capacités existantes, la trame moyennement foncée indique les améliorations apportées aux IMT-2000 et la trame claire indique les nouvelles capacités des systèmes postérieurs aux IMT-2000.

Le degré de mobilité utilisé dans cette Figure est le suivant: faible mobilité: vitesse des piétons; mobilité élevée: grande vitesse sur autoroutes ou trains rapides (60 km/h à ~250 km/h ou plus).

c) qu'un nom racine est nécessaire pour couvrir les capacités des «IMT-2000, du développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000»;

d) que l'appellation «IMT-2000» est toujours appropriée pour décrire les systèmes IMT-2000;

e) que la création d'un nouveau terme pour décrire les améliorations ou les développements futurs des IMT-2000, sans limite de temps, serait source de confusion et n'est donc pas nécessaire;

f) que le nouveau nom aurait l'avantage de ne pas être limité ni dans le temps ni à une date spécifique,

reconnaissant

a) que l'UIT est l'entité reconnue au niveau international comme étant la seule habilitée à définir et à recommander les normes et les dispositions de fréquences pour les systèmes IMT, en collaboration avec d'autres organisations comme les organismes de normalisation, universités, entités privées, ainsi que dans le cadre de projets de partenariat, de forums, de consortiums, et de programmes de recherche;

b) que des techniques d'accès hertzien pouvant concerner certaines capacités des systèmes postérieurs aux IMT-2000 ont été élaborées ou sont en cours d'élaboration en vue de leur mise en oeuvre dans les délais spécifiés dans la Recommandation UIT-R M.1645;

c) que l'UIT travaille au niveau mondial conformément à la Résolution UIT-R 9-3 en vue de créer dans l'avenir un système de communication mobile hertzien unifié;

d) que l'UIT peut définir ses méthodes et principes pour le développement des systèmes postérieurs aux IMT-2000;

e) que les spécifications détaillées des interfaces radioélectriques de Terre des télécommunications mobiles internationales (IMT-2000) sont définies dans la Recommandation UIT-R M.1457 et que le développement futur des interfaces radioélectriques de Terre des IMT-2000 devrait être défini dans les futures versions révisées de ladite Recommandation;

f) que les spécifications détaillées des interfaces radioélectriques pour la composante satellite des télécommunications mobiles internationales-2000 (IMT-2000) sont définies dans la Recommandation ITU-R M.1850 et que le développement futur de la composante satellite des IMT-2000 devrait être défini dans les versions révisées futures de ladite Recommandation;

g) que les spécifications détaillées des interfaces radioélectriques de Terre des télécommunications mobiles internationales évoluées (IMT évoluées) sont définies dans la Recommandation ITU-R M.2012 et que le développement futur des interfaces radioélectriques de Terre des IMT évoluées devrait être défini dans les versions révisées futures de ladite Recommandation ou dans de nouvelles Recommandations;

h) que dans les Recommandations et les Rapports relatifs au développement des interfaces radioélectriques des IMT, il conviendrait de tenir compte du cadre établi dans la Recommandation UIT-R M.1645 «Cadre et objectifs d'ensemble du développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000», et dans d'autres Recommandations et Rapports relatifs au développement futur des IMT,

décide

1 que le terme «IMT-2000» devrait englober aussi les améliorations et les développements futurs desdits systèmes¹;

¹ Les spécifications détaillées des interfaces radioélectriques des IMT-2000 figurent dans la Recommandation UIT-R M.1457.

- 2 que le terme «IMT évoluées» devrait être appliqué aux systèmes, éléments de systèmes et aspects connexes qui incluent les nouvelles interfaces radioélectriques qui prennent en charge les nouvelles capacités des systèmes postérieurs aux IMT-2000²; et
- 3 que le terme «IMT» devrait être le nom racine qui englobe à la fois les IMT-2000 et les IMT évoluées.

² Comme indiqué dans la Recommandation UIT-R M.1645, les systèmes postérieurs aux IMT-2000 engloberont les capacités des systèmes précédents, et les améliorations ainsi que les développements futurs des IMT-2000 conformes aux critères définis au point 2 du *décide* peuvent aussi faire partie des IMT évoluées.

RÉSOLUTION UIT-R 57-1

Principes applicables à l'élaboration des IMT évoluées

(2007-2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) qu'aux termes de la Résolution 228 (Rév.CMR-03), l'UIT-R est invité à poursuivre les études et à élaborer des Recommandations et des Rapports, s'il y a lieu, sur les questions techniques et opérationnelles relatives au développement futur des IMT-2000 et des IMT évoluées;
- b) que la Question UIT-R 229/5 traite de l'évolution future de la composante de Terre des IMT;
- c) que la Recommandation UIT-R M.1645 définit le cadre et les objectifs d'ensemble du développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000 pour le réseau d'accès radioélectrique, sur la base des tendances de l'utilisateur et des orientations technologiques à l'échelle mondiale, ainsi que des besoins des pays en développement;
- d) que la Résolution UIT-R 56 spécifie, pour le développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000, la nomenclature des appellations associées de façon univoque à l'état d'avancement et à l'évolution des télécommunications mobiles internationales (IMT);
- e) qu'il est prévu que le développement futur des IMT-2000 et des IMT évoluées permette de répondre à la nécessité d'utiliser des débits binaires supérieurs à ceux des systèmes IMT-2000 actuellement mis en oeuvre;
- f) que, pour des raisons d'exploitation au niveau mondial et d'économies d'échelle, qui sont essentielles pour assurer le succès des télécommunications mobiles, il est souhaitable de s'entendre sur un calendrier harmonisé concernant des paramètres de systèmes communs sur les plans technique, de l'exploitation et des fréquences, en tenant compte de l'expérience acquise avec les IMT-2000 et dans d'autres domaines;
- g) que le fait de tirer le meilleur parti possible des caractéristiques communes aux interfaces radioélectriques IMT évoluées peut entraîner une simplification des terminaux multimodes et une baisse de leur coût marginal;
- h) que la recherche du consensus est utilisée pour faciliter les accords au sein de l'UIT-R,

notant

- a) qu'aux termes de l'article 44 de la Constitution de l'UIT, les Etats Membres s'efforcent d'appliquer dans les moindres délais les derniers perfectionnements de la technique;
- b) qu'il est souhaitable de parvenir à l'échelle mondiale à une harmonisation des fréquences radioélectriques utilisées pour les IMT évoluées;
- c) que le processus mis en oeuvre par l'UIT pour la normalisation des IMT a pour l'essentiel été bénéfique au développement des télécommunications mobiles,

reconnaissant

- a) que l'UIT-R a défini, concernant les droits de propriété intellectuelle (IPR), des principes énoncés dans la Résolution UIT-R 1 ainsi que dans la Circulaire administrative CA/148 (datée du 15 avril 2005), attirant «l'attention sur l'importance de déclarer aussitôt que possible l'existence d'un brevet pour éviter que des problèmes se posent lors de l'approbation et de l'application éventuelle de Recommandations de l'UIT-R»;
- b) que la recherche du consensus devrait permettre d'assurer l'adoption à grande échelle par l'industrie des interfaces radioélectriques élaborées pour les IMT évoluées et qu'il est à prévoir que l'élaboration de technologies possibles d'interfaces radioélectriques tiendra compte des objectifs énoncés dans la Recommandation UIT-R M.1645;
- c) qu'il importe de faciliter la circulation à l'échelle mondiale;
- d) que le processus de normalisation des IMT évoluées devrait être rationalisé pour intégrer les dernières nouveautés technologiques afin de tenir compte des besoins des utilisateurs;
- e) que le terme «IMT évoluées» peut s'appliquer aux systèmes, éléments de systèmes et aspects connexes qui incluent les nouvelles interfaces radioélectriques prenant en charge les nouvelles capacités des systèmes postérieurs aux IMT-2000¹;
- f) que l'UIT est l'organisation internationalement reconnue chargée de définir et de recommander les normes et arrangements de fréquences pour les systèmes IMT, en collaboration avec d'autres organisations compétentes comme les organisations de normalisation, les universités et les organismes industriels et avec les projets de partenariat, les forums, les consortiums et les programmes de recherche;
- g) que des technologies d'accès hertzien qui peuvent être mises en oeuvre pour assurer certaines des fonctionnalités des systèmes postérieurs aux IMT-2000 ont été élaborées ou sont en cours d'élaboration pour pouvoir être mises en service dans les délais fixés par la Recommandation UIT-R M.1645, voire avant;
- h) que l'identification d'une quantité de spectre adéquate à l'échelle mondiale est indispensable au succès du développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000, même si de nouvelles technologies pourraient faciliter cette tâche;
- j) que les détails relatifs aux IMT-2000, à leur développement futur et aux systèmes qui leur sont postérieurs seront précisés dans des recommandations et des rapports qui devront être élaborés compte tenu du cadre établi dans la Recommandation UIT-R M.1645 «Cadre et objectifs d'ensemble du développement futur des IMT-2000 et des systèmes postérieurs aux IMT-2000»;
- k) qu'il convient de tenir compte des besoins particuliers des pays en développement, en vue de réduire la fracture numérique existante, l'objectif étant de faciliter l'interopérabilité des différentes interfaces radioélectriques,

décide

- 1 d'élaborer des recommandations et rapports sur les IMT évoluées, y compris une ou des recommandations sur les spécifications des interfaces radioélectriques;

¹ Comme indiqué dans la Recommandation UIT-R M.1645, les systèmes postérieurs aux IMT-2000 engloberont les capacités des systèmes précédents, et les améliorations ainsi que les développements futurs des IMT-2000 conformes aux critères définis au point 2 du *décide* de la Résolution UIT-R 56 peuvent aussi faire partie des IMT évoluées.

- 2 que l'élaboration de recommandations et de rapports sur les IMT évoluées sera un processus évolutif et assorti d'échéances, avec des résultats définis qui tiendront compte d'événements extérieurs à l'UIT-R;
- 3 que les technologies d'interface radioélectrique qu'il est proposé d'envisager pour les IMT évoluées seront élaborées sur la base des propositions des Etats Membres, des Membres du Secteur et des Associés participant aux travaux des Commissions d'études compétentes de l'UIT-R, ainsi que sur la base de contributions demandées à des organisations extérieures, conformément aux principes énoncés dans la Résolution UIT-R 9;
- 4 que le processus d'élaboration de recommandations et de rapports sur les IMT évoluées devra permettre à toutes les technologies proposées d'être évaluées à égalité au regard des critères auxquels devront satisfaire les IMT évoluées;
- 5 qu'il faudra envisager d'intégrer rapidement dans les IMT évoluées les nouvelles interfaces radioélectriques qui seront élaborées ultérieurement et, si nécessaire, de réviser les recommandations pertinentes;
- 6 que, compte tenu des points du *décide* ci-dessus, ce processus inclura les étapes suivantes:
- a) la définition de spécifications techniques minimales et de critères d'évaluation, fondés sur le cadre et les objectifs d'ensemble des IMT évoluées, qui prennent en charge les nouvelles fonctionnalités définies dans la Recommandation UIT-R M.1645, compte tenu des besoins des utilisateurs finals et sans tenir compte des spécifications existantes devenues inutiles;
 - b) l'envoi d'une invitation, par lettre circulaire, aux Membres de l'UIT-R, leur demandant de proposer des technologies d'interface radioélectrique pour les IMT évoluées;
 - c) l'envoi d'une invitation à d'autres organisations leur demandant de proposer des technologies d'interface radioélectrique possibles pour les IMT évoluées, dans le cadre des activités de liaison et de collaboration avec ces mêmes organisations au titre de la Résolution UIT-R 9. Dans ces invitations, l'attention de ces organisations sera attirée sur la politique en vigueur à l'UIT-R concernant les droits de propriété intellectuelle;
 - d) une évaluation par l'UIT-R des technologies d'interface radioélectrique proposées pour les IMT évoluées, pour veiller à ce qu'elles répondent aux besoins et aux critères définis au point 6 a) ci-dessus. Cette évaluation peut utiliser les Principes régissant les relations entre l'UIT-R et d'autres organisations décrits dans la Résolution UIT-R 9;
 - e) la recherche d'un consensus en vue de parvenir à une harmonisation, compte tenu des *considérants* et *reconnaissants* de la présente Résolution, harmonisation susceptible de permettre à l'industrie d'adopter à grande échelle les interfaces radioélectriques élaborées pour les IMT évoluées;
 - f) une phase de normalisation, dans le cadre de laquelle l'UIT-R élabore une ou des recommandations sur les interfaces radioélectriques pour les IMT évoluées, à la lumière des résultats d'un rapport d'évaluation (défini au point 6 d) ci-dessus) et de la recherche de consensus (définie au point 6 e) ci-dessus), en veillant à ce que les spécifications répondent aux besoins et aux critères d'évaluation techniques définis aux points 6 a) ou 6 g). Au cours de cette phase de normalisation, les travaux peuvent être effectués en collaboration avec des organisations extérieures à l'UIT en vue de compléter les travaux réalisés au sein de l'UIT-R, en appliquant les principes décrits dans la Résolution UIT-R 9;

- g) l'examen des spécifications techniques minimales et des critères d'évaluation définis au point 6 a), compte tenu des progrès technologiques et de l'évolution des besoins des utilisateurs finals. A mesure que ces spécifications et critères évolueront, ils constitueront des versions séparément identifiables pour les IMT évoluées. Le processus comprendra l'examen des versions existantes afin de déterminer si elles doivent rester en vigueur;
- h) une procédure évolutive et rapide, dans le cadre de laquelle de nouvelles propositions concernant les technologies d'interface radioélectrique peuvent être présentées et les spécifications applicables à ces interfaces peuvent être mises à jour. Cette procédure devrait être suffisamment souple pour permettre aux auteurs de propositions de demander des évaluations en regard des versions des critères déjà approuvées et actuellement en vigueur,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 de veiller à ce que les auteurs de propositions concernant les technologies et normes d'interface radioélectrique pour les IMT évoluées soient informés de la politique de l'UIT-R en matière de droits de propriété intellectuelle, conformément à la Résolution UIT-R 1;

2 de fournir l'appui nécessaire et de mettre en oeuvre les procédures adaptées pour satisfaire aux objectifs des points ci-dessus du *décide*, y compris par l'envoi d'une lettre circulaire demandant que soient présentées des propositions concernant les technologies d'interface radioélectrique.

RÉSOLUTION UIT-R 58

Etudes sur la mise en oeuvre et l'utilisation des systèmes de radiocommunication cognitifs

(2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) qu'il est nécessaire que les études de l'UIT-R donnent des orientations en ce qui concerne l'évolution des systèmes de radiocommunication cognitifs (CRS);
- b) que les systèmes de radiocommunication cognitifs sont définis dans le Rapport UIT-R SM.2152;
- c) que les systèmes CRS devraient permettre d'apporter une certaine souplesse et d'améliorer l'efficacité d'utilisation de l'ensemble du spectre;
- d) que la mise en oeuvre des technologies CRS dans un service de radiocommunication est de nature à accroître l'efficacité d'utilisation du spectre dans ce service de radiocommunication;
- e) que la gamme des fonctionnalités des systèmes CRS peut faciliter la coexistence avec les systèmes existants et permettre le partage dans des bandes où celui-ci était auparavant considéré comme impossible;
- f) que les fonctionnalités des systèmes CRS conçues à des fins de partage seront propres aux systèmes d'un service de radiocommunication;
- g) que, pour mettre en oeuvre des systèmes CRS dans un service de radiocommunication, il faut veiller à ce que la coexistence dans les services de radiocommunication et la protection des autres services de radiocommunication utilisant en partage la même bande ou exploités dans les bandes adjacentes soient assurées ou améliorées;
- h) qu'il est nécessaire d'examiner tout particulièrement et avec soin l'utilisation des systèmes CRS par des services de radiocommunication dans des bandes utilisées en partage avec d'autres services de radiocommunication, compte tenu de leurs caractéristiques particulières sur les plans technique et opérationnel, par exemple les services spatiaux (espace vers Terre), les services passifs (radioastronomie, service d'exploration de la Terre par satellite et service de recherche spatiale) et les services de radiopérage;
- j) que, pour les services de radiocommunication utilisant des systèmes CRS, l'ensemble spécifique de fonctionnalités et de caractéristiques ainsi que les conditions de partage avec d'autres services de radiocommunication dépendront de la bande de fréquences et d'autres caractéristiques techniques et opérationnelles;
- k) qu'un complément d'étude est nécessaire concernant la mise en oeuvre de technologies CRS dans un service de radiocommunication et le partage entre différents services de radiocommunication du point de vue des fonctionnalités des systèmes CRS, en particulier de l'accès dynamique aux bandes de fréquences,

reconnaissant

- a) que les systèmes CRS constituent un ensemble de technologies, et non un service de radiocommunication;

- b) que les études concernant les mesures réglementaires applicables à la mise en oeuvre des systèmes CRS ne relèvent pas du champ d'application de la présente Résolution UIT-R;
- c) que les systèmes de radiocommunication mettant en oeuvre la technologie CRS dans un service de radiocommunication doivent être exploités conformément aux dispositions du Règlement des radiocommunications;
- d) que l'on prévoit déjà de déployer des systèmes CRS dans certains services de radiocommunication,

notant

- a) que des travaux considérables de recherche et de développement sont actuellement réalisés sur les systèmes CRS;
- b) que certaines organisations internationales ont commencé à travailler sur les systèmes CRS,

décide

- 1 de poursuivre les études sur la mise en oeuvre et l'utilisation des systèmes CRS dans les services de radiocommunication;
- 2 d'étudier les prescriptions opérationnelles et techniques, les caractéristiques, la qualité de fonctionnement et les avantages qui pourraient être associés à la mise en oeuvre et à l'utilisation de systèmes CRS dans les services de radiocommunication pertinents et dans les bandes de fréquences connexes;
- 3 d'accorder une attention particulière à l'amélioration de la coexistence et du partage entre les services de radiocommunication;
- 4 d'élaborer, au besoin, des Recommandations et/ou Rapports UIT-R pertinents sur la base des études susmentionnées,

invite

les membres à participer activement à la mise en oeuvre de la présente Résolution, notamment en soumettant des contributions à l'UIT-R et en fournissant des informations pertinentes provenant de sources extérieures à l'UIT-R.

RÉSOLUTION UIT-R 59

Etudes sur la disponibilité de bandes de fréquences ou de gammes d'accord¹ en vue de l'harmonisation à l'échelle mondiale ou régionale et sur les conditions de leur utilisation par les systèmes de reportage électronique d'actualités²

(2012)

L'Assemblée des radiocommunications,

considérant

- a) que les besoins en matière d'exploitation et de spectre pour les reportages électroniques d'actualités peuvent varier d'une administration à une autre, en fonction de l'utilisation;
- b) que l'utilisation d'équipements radioélectriques portatifs et transportables de Terre par des services auxiliaires de la radiodiffusion, couramment appelés systèmes de reportage électronique d'actualités (ENG), fonctionnant dans les bandes attribuées aux services fixe, mobile et de radiodiffusion³, constitue aujourd'hui un élément important de la couverture globale d'une grande diversité d'événements dignes d'intérêt sur le plan international, y compris les catastrophes naturelles;
- c) que le Rapport UIT-R BT.2069 conclut que le spectre existant utilisé pour les applications ENG ne suffit pas pour répondre aux demandes prévues;
- d) qu'une grande diversité d'équipements de liaison ENG est actuellement disponible auprès des constructeurs et utilisée par les opérateurs de systèmes ENG, de sorte qu'il est important d'examiner la question relative à l'harmonisation à l'échelle mondiale ou régionale;
- e) que des contraintes opérationnelles posent souvent des problèmes aux administrations, car souvent, une partie des besoins des systèmes ENG ne sont connus que peu de temps à l'avance, ce qui limite les possibilités de coordination préalable; en revanche, l'harmonisation des gammes d'accord faciliterait le fonctionnement des liaisons ENG, en particulier dans le cas d'événements nécessitant une couverture transfrontière, par exemple les catastrophes naturelles;

¹ Dans le cas des reportages ENG, l'expression «gamme d'accord» désigne une gamme de fréquences dans laquelle il est prévu qu'un équipement de radiocommunication pourra fonctionner; à l'intérieur de cette gamme d'accord, l'utilisation dans un pays donné d'équipements radioélectriques d'un autre pays sera limitée à la gamme de fréquences identifiée au niveau national dans le premier pays pour les systèmes ENG, et sera conforme aux conditions et exigences nationales associées.

² Aux fins de la présente Résolution, on entend par applications ENG toutes les applications auxiliaires de la radiodiffusion, telles que les reportages électroniques d'actualités de Terre, la production électronique sur le terrain, la radiodiffusion télévisuelle en extérieur, les microphones radiohertziens, ainsi que la production radio et la radiodiffusion en extérieur.

³ Certaines administrations assignent aux applications ENG des fréquences dans des bandes autres que celles attribuées aux services fixe et mobile, par exemple, des bandes attribuées aux services de radiodiffusion.

f) que la numérisation a permis d'accroître l'efficacité d'utilisation du spectre pour les systèmes ENG, ce qui pourrait contribuer à répondre à la demande croissante de fréquences pour ces systèmes;

g) que la conception modulaire et la miniaturisation des systèmes ENG de Terre ont permis d'accroître la portabilité de ces équipements, favorisant ainsi de plus en plus l'exploitation transfrontière des équipements ENG;

h) que les Recommandations et les Rapports pertinents de l'UIT-R ont aidé les administrations à tenir compte de l'exploitation des systèmes ENG dans la planification de leurs bandes de fréquences,

notant

a) que l'harmonisation à l'échelle mondiale ou régionale des gammes d'accord destinées à être utilisées par les systèmes ENG de Terre serait avantageuse pour les administrations, car elle permettrait de répondre à leurs besoins opérationnels partout dans le monde;

b) que, en raison de leurs caractéristiques, certaines des bandes de fréquences sont mieux adaptées aux systèmes ENG;

c) que, lorsqu'il se produit un événement médiatique de caractère international, les radiodiffuseurs ou opérateurs de systèmes ENG n'ont souvent que peu, voire pas du tout, de temps, de se préparer à déployer leurs systèmes;

d) qu'il est essentiel de prendre immédiatement des mesures en matière de gestion du spectre dans une administration, notamment en matière de coordination des fréquences, de partage et de réutilisation des fréquences, lorsqu'il s'y produit un événement médiatique de portée internationale;

e) que la détermination préalable, par chaque administration, des bandes de fréquences disponibles dans lesquelles les équipements pourraient fonctionner, ainsi que le recours à des équipements utilisant des gammes d'accord adaptées et pouvant être exploités dans divers scénarios d'accès au spectre peuvent faciliter le processus d'assignation des fréquences, en particulier lors d'événements médiatiques de caractère international qui attirent des téléspectateurs au niveau régional ou mondial,

notant en outre

qu'il est dans l'intérêt des administrations et de la communauté des radiodiffuseurs d'avoir accès à des informations actualisées pour les systèmes ENG,

reconnaissant

a) que l'accès à des bandes harmonisées à l'échelle mondiale en termes de gammes d'accord convenues est vivement souhaitable pour faciliter le déploiement et l'exploitation rapides et moins restrictifs de systèmes ENG d'un pays à l'autre;

b) que la nature dynamique de l'utilisation des systèmes ENG est due à des événements prévisibles ou imprévisibles, tels que les nouvelles de dernière minute, les situations d'urgence ou les catastrophes;

c) que les reportages d'actualités et la production électronique se déroulent généralement dans un environnement où plusieurs radiodiffuseurs/organismes/réseaux de télévision cherchent à couvrir le même événement, créant ainsi une demande de liaisons ENG multiples et une demande accrue d'accès au spectre dans des bandes appropriées;

- d) que, dans certains pays, les systèmes ENG sont utilisés dans le cadre des systèmes de télécommunication/technologies de l'information et de la communication (TIC) auxquels une administration a recours pour la gestion des situations d'urgence et de catastrophe pour l'alerte avancée, la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours;
- e) que la Recommandation UIT-R M.1824 donne les caractéristiques des systèmes de radiodiffusion télévisuelle en extérieur, de reportage électronique d'actualités (ENG) et de production électronique sur le terrain (EFP) du service mobile à utiliser pour les études de partage;
- f) que la Recommandation UIT-R F.1777 donne les caractéristiques des systèmes de radiodiffusion télévisuelle en extérieur, de reportage électronique d'actualités et de production électronique sur le terrain du service fixe à utiliser pour les études de partage;
- g) que le Rapport UIT-R BT.2069 précise les modalités d'utilisation du spectre, ainsi que les caractéristiques opérationnelles des systèmes ENG de Terre, des systèmes de radiodiffusion télévisuelle en extérieur (TVOB) et des systèmes EFP;
- h) que la Recommandation UIT-R M.1637 traite des questions à examiner pour faciliter la circulation à l'échelle mondiale des équipements de radiocommunication à utiliser dans les situations d'urgence et pour les secours en cas de catastrophe,

décide

1 que des études doivent être menées concernant les solutions possibles en vue de l'harmonisation mondiale ou régionale des bandes de fréquences et des gammes d'accord destinées à être utilisées par les systèmes ENG dans des bandes déjà attribuées aux services fixe, mobile ou de radiodiffusion, en tenant compte:

- des technologies disponibles pour optimiser l'efficacité et la souplesse d'utilisation des fréquences;
- des caractéristiques des systèmes et des pratiques opérationnelles propres à faciliter la mise en oeuvre de ces solutions;

2 que des Recommandations ou des Rapports UIT-R doivent être élaborés sur la base des études susmentionnées, selon qu'il convient,

décide en outre

1 d'encourager les administrations à rassembler les informations pertinentes concernant l'utilisation des systèmes ENG au niveau national (par exemple, une liste des bandes de fréquences ou des gammes d'accord disponibles pour les systèmes ENG, les pratiques de gestion du spectre, les prescriptions techniques et opérationnelles et les personnes à contacter pour obtenir une autorisation d'utilisation du spectre, selon le cas ...), en vue de leur utilisation par des entités étrangères lors d'événements médiatiques de caractère international;

2 d'encourager les administrations à tenir compte, à des fins d'harmonisation, des bandes de fréquences ou des gammes d'accord utilisées par d'autres administrations pour les systèmes ENG,

invite

les membres à participer activement aux études en soumettant des contributions à l'UIT-R,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 de créer une page web regroupant les liens vers les listes établies par les administrations où figurent les informations relatives aux systèmes ENG, conformément au point 1 du *décide en outre*;

2 d'inviter les administrations des Etats Membres à veiller à ce que les renseignements fournis soient constamment mis à jour, en soumettant régulièrement toute modification apportée aux informations mentionnées ci-dessus.

RÉSOLUTION UIT-R 60

Réduction de la consommation d'énergie pour la protection de l'environnement et l'atténuation des effets des changements climatiques grâce à l'utilisation de technologies et systèmes des radiocommunications/ technologies de l'information et de la communication

(2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) que la question des changements climatiques devient rapidement un enjeu mondial appelant une collaboration au niveau planétaire;
- b) que les changements climatiques sont l'un des principaux facteurs à l'origine des situations d'urgence et des catastrophes naturelles frappant l'humanité;
- c) que, d'après les estimations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 70% dans le monde depuis 1970, ce qui a des répercussions diverses: réchauffement de la planète, changement des cycles climatiques, élévation du niveau des mers, désertification, rétrécissement de la couverture glaciaire et autres effets à long terme;
- d) que la contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC), technologies des radiocommunications comprises, aux émissions de gaz à effet de serre est de l'ordre de 2 à 2,5% et que ce pourcentage risque d'augmenter à mesure que les TIC se généraliseront;
- e) que les systèmes de radiocommunication/TIC peuvent grandement contribuer à la réduction des effets des changements climatiques et à l'adaptation à ces effets;
- f) que les technologies et les systèmes hertziens sont des moyens efficaces d'observation de l'environnement et de prévision des catastrophes naturelles et des changements climatiques;
- g) qu'à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Bali (Indonésie) du 3 au 14 décembre 2007, l'UIT a souligné le rôle des TIC tant comme cause des changements climatiques que comme élément important de lutte contre ces changements;
- h) que les Rapports et Recommandations UIT-R portant sur des mécanismes susceptibles de permettre de réaliser des économies d'énergie dans différents services de radiocommunication peuvent contribuer au développement de systèmes et d'applications fonctionnant dans ces services,

considérant en outre

- a) que la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Guadalajara, 2010) a approuvé la Résolution 182, intitulée «Rôle des télécommunications/technologies de l'information et de la communication en ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement», par laquelle l'Union est chargée de continuer à étudier le rôle des TIC en lien avec les causes et les effets des changements climatiques et de renforcer la collaboration avec les autres organisations travaillant dans ce domaine, et par laquelle elle est encouragée à sensibiliser le grand public et les décideurs au rôle essentiel des TIC dans la lutte contre les changements climatiques;

- b) que le programme de travail de l'UIT-T élaboré sur la base de la Résolution 73 de l'AMNT ne prévoit aucune étude spécifique sur la consommation d'énergie des systèmes de transmission radioélectrique, ni sur les caractéristiques de planification des réseaux radioélectriques;
- c) le Rapport de l'UIT-D sur la Question 22/2, intitulée «Utilisation des TIC pour la gestion des catastrophes, ressources et systèmes de capteurs spatiaux actifs ou passifs utilisés en cas de catastrophe et pour les secours d'urgence»;
- d) que la Question UIT-D 24/2 traite des liens entre TIC, changements climatiques et développement, puisque ces trois domaines sont de plus en plus liés sous l'effet des changements climatiques qui accentuent les problèmes et les vulnérabilités sur le plan du développement;
- e) que la Question UIT-D 24/2 traite également du rôle de l'observation de la Terre en lien avec les changements climatiques; en effet, cette technique de radiocommunication est essentielle pour surveiller l'état du climat de la Terre et son évolution,

tenant compte

- a) des Résolutions 673 (CMR-07) sur l'utilisation des radiocommunications pour les applications liées à l'observation de la Terre et 644 (Rév.CMR-07) sur les moyens de radiocommunication pour l'alerte avancée, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours, adoptées par la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR-07);
- b) de la Résolution UIT-R 53 sur l'utilisation des radiocommunications pour les interventions et les secours en cas de catastrophe et de la Résolution UIT-R 55 sur les études de l'UIT-R concernant la prévision ou la détection des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les opérations de secours, adoptées par l'Assemblée des radiocommunications (AR-07);
- c) de la Résolution 66 (Hyderabad, 2010) sur les technologies de l'information et de la communication et les changements climatiques, adoptée par la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT-10);
- d) de la Résolution 73 (Johannesburg, 2008) sur les technologies de l'information et de la communication et le changement climatique, adoptée par l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-08),

notant

- a) le rôle directeur de l'UIT-R, en collaboration avec les membres de l'UIT, dans l'identification des bandes de fréquences nécessaires pour la surveillance du climat, la prévision et la détection des catastrophes et les opérations de secours, ainsi que dans l'établissement d'accords de coopération avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans le domaine des applications de télédétection;
- b) la Recommandation UIT-R RS.1859, intitulée «Utilisation des systèmes de télédétection pour la collecte des données à utiliser en cas de catastrophes naturelles ou de situations d'urgence analogues», et la Recommandation UIT-R RS.1883, intitulée «Utilisation des systèmes de télédétection dans l'étude des changements climatiques et de leurs effets»;
- c) le Rapport UIT-R RS.2178, intitulé «Rôle essentiel et importance à l'échelle mondiale de l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques pour les observations de la Terre et les applications connexes»;

d) le Volume 4 – Systèmes de transport intelligents – du Manuel de l'UIT-R sur les communications mobiles terrestres (y compris l'accès hertzien), qui décrit l'utilisation de technologies radioélectriques pour réduire les distances et les coûts de transport, avec un effet positif sur l'environnement, et le recours à des véhicules en tant qu'outil de surveillance de l'environnement pour mesurer la température de l'air, l'humidité et les précipitations, les données étant envoyées par liaisons hertziennes aux fins des prévisions météorologiques et du contrôle du climat;

e) que l'UIT-R permet d'échanger des informations techniques sur l'évolution des méthodes et technologies nouvelles permettant de réduire la consommation d'énergie dans les systèmes de radiocommunication ou grâce à l'utilisation de systèmes de radiocommunication,

décide

1 que les Commissions d'études de l'UIT-R devraient élaborer des Recommandations, Rapports ou Manuels sur:

- les bonnes pratiques existantes pour réduire la consommation d'énergie dans les systèmes, équipements ou applications des TIC fonctionnant dans un service de radiocommunication;
- la possibilité de concevoir et d'utiliser des systèmes ou applications de radiocommunication permettant de réduire la consommation d'énergie dans les secteurs autres que celui des radiocommunications;
- des systèmes efficaces d'observation de l'environnement et de suivi et de prévision des changements climatiques, la fiabilité de fonctionnement de ces systèmes devant être garantie;

2 que, lorsqu'elles élaborent de nouveaux Manuels, Rapports ou Recommandations UIT-R ou révisent des Recommandations ou Rapports existants, les Commissions d'études de l'UIT-R doivent tenir compte, selon qu'il convient, de la consommation d'énergie et des bonnes pratiques en matière d'économies d'énergie;

3 qu'il convient de maintenir une coopération étroite et une liaison régulière avec l'UIT-T, l'UIT-D et le Secrétariat général, de tenir compte des résultats des travaux menés dans ces Secteurs et d'éviter toute répétition des tâches,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 de prendre les mesures nécessaires, conformément à la Résolution UIT-R 9, pour renforcer encore la collaboration entre l'UIT-R, l'ISO, la CEI et d'autres organismes éventuels, dans le but de coopérer pour identifier toutes les mesures appropriées destinées à réduire la consommation d'énergie des dispositifs de radiocommunication et à utiliser les radiocommunications/TIC pour le suivi et l'atténuation des effets des changements climatiques, notamment, et pour encourager la mise en oeuvre de ces mesures, afin de contribuer à une réduction mondiale de la consommation d'énergie;

2 de faire rapport chaque année au Groupe consultatif des radiocommunications et à la prochaine Assemblée des radiocommunications sur les résultats des études effectuées en application de la présente Résolution,

invite les Etats Membres, Membres des Secteurs et Associés

1 à contribuer activement aux travaux de l'UIT-R dans le domaine des radiocommunications et des changements climatiques, en tenant dûment compte des initiatives prises par l'UIT en la matière;

2 à continuer d'appuyer les travaux de l'UIT-R dans le domaine de la télédétection (active et passive) pour l'observation de l'environnement.

invite les organisations de normalisation et les organismes scientifiques ou industriels
à contribuer activement aux travaux des Commissions d'études dont il est question aux points et 1 et 2 du *décide* et qui se rapportent à leurs activités.

RÉSOLUTION UIT-R 61

Contribution de l'UIT-R à la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information

(2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

- a) les résultats pertinents des deux phases du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI);
- b) les Résolutions et Décisions pertinentes liées à la mise en œuvre des résultats des deux phases du SMSI, adoptées par la Conférence de plénipotentiaires (Guadalajara, 2010):
 - i) Résolution 71 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur le Plan stratégique de l'Union pour la période 2012-2015;
 - ii) Résolution 139 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, intitulée «Télécommunications et technologies de l'information et de la communication pour réduire la fracture numérique et édifier une société de l'information inclusive»;
 - iii) Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires sur le rôle de l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information;
- c) le rôle du Secteur des radiocommunications de l'UIT (UIT-R) dans la mise en œuvre, par l'UIT, des résultats pertinents du SMSI, l'adaptation de l'UIT à son rôle dans l'édification de la société de l'information et l'élaboration de normes de télécommunication à cet effet, notamment dans la mise en œuvre des grandes orientations C2 (infrastructure de l'information et de la communication), C5 (établir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC) et C6 (environnement propice) de l'Agenda de Tunis, qui englobe le développement des communications à large bande et l'utilisation des installations de radiocommunication/TIC pour la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs effets dans les situations d'urgence et en ce qui concerne les changements climatiques,

reconnaissant

- a) la Résolution 30 (Rév. Hyderabad, 2010) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT);
- b) que le Conseil a établi un groupe de travail sur le SMSI (GT-SMSI) chargé de superviser toutes les activités menées par l'UIT dans le cadre de la mise en œuvre des résultats du SMSI;
- c) la Résolution 75 (Johannesburg, 2008) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT), sur la contribution de l'UIT-T à la mise en œuvre des résultats du SMSI et la création d'un Groupe spécialisé sur les questions de politiques publiques internationales relatives à l'Internet, faisant partie intégrante du GT-SMSI;
- d) les décisions pertinentes de la session de 2011 du Conseil de l'UIT, et notamment les Résolutions 1332 et 1334;

- e) les programmes et activités et les initiatives régionales menés à bien conformément aux décisions de la CMDT-10 en vue de réduire la fracture numérique;
- f) les travaux pertinents déjà entrepris, ou devant encore être menés, par l'UIT dans la mise en œuvre des résultats du SMSI, sous la direction du GT-SMSI,

notant

- a) qu'ainsi qu'il est noté dans la Résolution 1282 (Rév.2008) du Conseil, le Secrétaire général de l'UIT a créé le Groupe spécial de l'UIT sur le SMSI chargé de formuler des stratégies et de coordonner les politiques et activités de l'UIT en rapport avec le SMSI;
- b) que la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT, par sa Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010), a décidé que l'UIT devait terminer le rapport relatif à la mise en œuvre des résultats du SMSI, pour ce qui est de l'UIT, en 2014,

décide

- 1 que l'UIT-R doit poursuivre ses travaux sur la mise en œuvre des résultats du SMSI et les activités de suivi, dans le cadre de son mandat;
- 2 que l'UIT-R doit mener à bien les activités qui relèvent de son mandat et participer avec d'autres parties prenantes, s'il y a lieu, à la mise en œuvre de toutes les grandes orientations et autres résultats pertinents du SMSI,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

- 1 de communiquer au GT-SMSI un résumé détaillé des activités menées par l'UIT-R en ce qui concerne la mise en œuvre des résultats du SMSI et des Résolutions de la Conférence de plénipotentiaires et du Conseil;
- 2 de faire figurer les travaux relatifs à la mise en œuvre des résultats du SMSI dans le plan opérationnel du Secteur, conformément à la Résolution 140 (Rév. Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;
- 3 de prendre les mesures voulues pour l'application de la présente Résolution,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

- 1 à soumettre des contributions aux commissions d'études compétentes de l'UIT-R ainsi qu'au Groupe consultatif des radiocommunications concernant la mise en œuvre des résultats du SMSI relevant du mandat de l'UIT;
- 2 à coopérer et à collaborer avec le Directeur du Bureau des radiocommunications à la mise en œuvre des résultats pertinents du SMSI au sein de l'UIT-R.

RÉSOLUTION UIT-R 62

Etudes relatives aux essais de conformité aux Recommandations UIT-R et d'interopérabilité des équipements et systèmes de radiocommunication

(2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

reconnaissant

- a) que la Conférence de plénipotentiaires a adopté la Résolution 177 (Guadalajara, 2010);
- b) que l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) a adopté la Résolution 76 (Johannesburg, 2008);
- c) que la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT) a adopté la Résolution 47 (Rév.Hyderabad, 2010);
- d) les rapports d'activité présentés par le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications au Conseil à ses sessions de 2009, 2010 et 2011 ainsi qu'à la Conférence de plénipotentiaires tenue en 2010,

reconnaissant en outre

- a) que, par sa Résolution 123 (Rév. Guadalajara, 2010), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Secrétaire général et les Directeurs des trois Bureaux d'oeuvrer en étroite coopération à la mise en oeuvre d'initiatives visant à réduire l'écart en matière de normalisation entre pays en développement et pays développés;
- b) que la Résolution UIT-R 9 énonce les principes régissant la liaison et la collaboration avec d'autres organisations concernées, en particulier l'ISO et la CEI,

considérant

- a) qu'il est de plus en plus souvent déploré que, fréquemment, les équipements ne sont pas parfaitement interopérables avec d'autres équipements;
- b) que certains pays, notamment les pays en développement, n'ont pas encore acquis la capacité de tester des équipements et de fournir des assurances à leurs consommateurs;
- c) qu'une confiance accrue dans la conformité des équipements de radiocommunication pourrait augmenter les possibilités d'interopérabilité de bout en bout des équipements fournis par différents constructeurs et aiderait les pays en développement à choisir des solutions,

notant

- a) que le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications soumettra au Conseil, à sa session de 2012, un plan d'activité pour la mise en oeuvre à long terme de la Résolution 177 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires;
- b) que par sa Résolution 177 (Guadalajara, 2010), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Directeur du Bureau de développement des télécommunications, en étroite collaboration avec le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications et le Directeur du Bureau des radiocommunications, de promouvoir la mise en oeuvre de la Résolution 47 (Rév.Hyderabad, 2010) de la CMDT et de faire rapport au Conseil,

compte tenu

de l'expérience acquise par l'UIT-T et l'UIT-D dans la mise en oeuvre de la Résolution 177 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires, de la Résolution 76 (Johannesburg, 2008) de l'AMNT et de la Résolution 47 (Rév.Hyderabad, 2010) de la CMDT,

décide

que l'UIT-R doit collaborer avec l'UIT-T et l'UIT-D en ce qui concerne les essais de conformité et d'interopérabilité, dans le cadre de son mandat, conformément à la Résolution 177 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires (voir le *notant b*)) et fournir des informations à ces Secteurs lorsqu'ils le lui demandent,

charge le Directeur du Bureau des radiocommunications

1 d'élaborer un rapport sur les progrès réalisés pour mieux comprendre les problèmes spécifiques des pays en développement en ce qui concerne la conformité et l'interopérabilité des équipements de radiocommunication et les essais en la matière, sur la base, entre autres, des contributions des Etats Membres et des Membres des Secteurs;

2 de soumettre ce rapport au Conseil, à sa session de 2013, pour qu'il l'examine et prenne éventuellement des mesures,

invite le Groupe consultatif des radiocommunications

à fournir des avis au Directeur en ce qui concerne les activités dans ce domaine, sur la base des contributions soumises par les Etats Membres et les Membres des Secteurs,

invite les Etats Membres et les Membres de Secteur

à contribuer à la mise en oeuvre de la présente Résolution.

RESOLUTION UIT-R 63

Admission des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés à participer aux travaux de l'UIT-R

(2012)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

rappelant

la Résolution 169 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires,

considérant

a) que la rapidité de l'évolution de l'environnement des radiocommunications et le rôle des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés dans les activités de développement de technologies et applications modernes relevant du domaine de compétence du Secteur des radiocommunications militent en faveur de leur participation accrue aux activités touchant aux radiocommunications;

b) que les avantages que la participation des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés à certaines activités du Secteur des radiocommunications apporte sur le plan scientifique devraient être plus importants que la contribution financière qu'ils versent au titre de leur participation;

c) que, en application de la Résolution 169 (Guadalajara, 2010), les établissements universitaires, les universités et les instituts de recherche associés intéressés peuvent participer aux activités du Secteur des radiocommunications pendant une période d'essai allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, selon les modalités fixées par le Conseil;

d) que les établissements universitaires, les universités et les instituts de recherche associés ne doivent pas intervenir dans le processus de décisions, notamment en ce qui concerne l'adoption ou l'approbation de résolutions, de questions, de rapports ou de recommandations, quelle que soit la procédure d'approbation;

e) que la contribution financière annuelle pour la participation des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés est fixée à un seizième (1/16) de la valeur de l'unité contributive des Membres des Secteurs dans le cas d'organisations venant de pays développés et à un trente-deuxième (1/32) de la valeur de l'unité contributive des Membres de Secteurs dans le cas d'organisations venant de pays en développement,

notant

que, dans le cadre d'une initiative visant à encourager une participation accrue des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés aux travaux de l'UIT-T, des conférences pluridisciplinaires annuelles (Kaléidoscope) ont lieu depuis 2008,

ayant à l'esprit

que les demandes de participation aux travaux de l'UIT-R des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés seront acceptées à condition que les États Membres de l'Union dont relèvent les organismes appuient ces demandes et qu'il ne s'agit pas d'une solution de rechange pour les organismes figurant actuellement sur la liste des Membres de Secteur ou sur celle des Associés,

décide

- 1 que, conformément à la Résolution 169 (Guadalajara, 2010) et sous réserve des conditions fixées par le Conseil, les établissements universitaires, les universités et les instituts de recherche associés pourront participer aux activités des groupes de travail des commissions d'études dans le cadre du Secteur des radiocommunications;
- 2 que les établissements universitaires, les universités et les instituts de recherche associés doivent avoir accès à la documentation du Secteur des radiocommunications;
- 3 qu'un représentant des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés peut assumer les fonctions de Rapporteur (voir le § 2.13 de la Résolution UIT-R 1);
- 4 de charger le Groupe consultatif des radiocommunications d'étudier s'il y a lieu de prévoir d'éventuelles mesures et/ou dispositions additionnelles pour faciliter la participation des établissements universitaires, des universités et des instituts de recherche associés et tirer parti de leurs compétences techniques et intellectuelles; et de rendre compte des résultats, par l'intermédiaire du Directeur du Bureau des radiocommunications, au Conseil et à la prochaine Assemblée des radiocommunications.

